



# UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE OUEST-AFRICAINE

## QUESTIONS PRINCIPALES

avril 2016

Ce document de la série des Questions principales relatif à l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) a été préparé par une équipe des services du Fonds monétaire international à titre de document de référence aux fins des consultations périodiques avec le pays membre. Il repose sur les informations disponibles au moment de sa préparation, achevée le 3 mars 2016.

Ce document peut être obtenu sur demande à l'adresse suivante

International Monetary Fund • Publication Services  
PO Box 92780 • Washington, D.C. 20090  
Téléphone : (202) 623-7430 • Télécopieur : (202) 623-7201  
Courriel : [publications@imf.org](mailto:publications@imf.org) Internet : <http://www.imf.org>  
Prix : 18,00 dollars l'exemplaire imprimé

**Fonds monétaire international**  
**Washington, D.C.**



# UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE OUEST- AFRICAIN

## QUESTIONS GÉNÉRALES

3 mars 2016

Approuvé par  
**Département Afrique**

Préparé par : Boileau Loko, Boriana Yontcheva, Karim Barhoumi, Christine Dieterich, Larry Cui, Stefan Klos, Monique Newiak, Fan Yang, Yanmin Ye (tous d'AFR), Ha Vu (FAD), Sergio Sola (MCD), Rachid Awad (MCM), Aleksandra Zdzienicka (SPR) et Alexander Raabe (Institut de Hautes Études Internationales et du Développement, Genève) avec le concours de Sandrine Ourigou (AFR).

## TABLE DES MATIÈRES

|  |          |
|--|----------|
| <b>UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE OUEST-AFRICAINE</b>                                       | <b>1</b> |
| <b>EFFICIENCE DE L'INVESTISSEMENT PUBLIC DANS L'UEMOA : ÉVALUATION<br/>EMPIRIQUE</b>       | <b>4</b> |
| A. Introduction  | 4        |
| B. Évaluer l'efficacité de l'investissement public dans l'UEMOA                            | 6        |
| C. Expliquer l'efficacité de l'investissement public                                       | 7        |
| D. Améliorer la gestion de l'investissement public pour remédier au manque<br>d'efficacité | 9        |
| E. Conclusion et principaux enseignements  | 10       |
| Bibliographie  | 11       |
| <b>GRAPHIQUES</b>  |          |
| 1. Principaux indicateurs quantitatifs d'infrastructures                                   | 5        |
| 2. Qualité des infrastructures   | 5        |
| <b>ANNEXES</b>   |          |
| I. Indicateurs quantitatifs d'infrastructure   | 12       |
| II. Analyse par enveloppement des données et études empiriques                             | 14       |

|   |           |
|---|-----------|
| <b>ESPACE BUDGÉTAIRE DANS L'UEMOA</b>                 | <b>16</b> |
| A. Augmentation nécessaire de l'investissement public | 16        |
| B. Mobilisation des recettes fiscales                 | 17        |
| C. Accroître l'efficacité des dépenses                | 23        |
| Bibliographie   | 28        |

### GRAPHIQUES

|   |    |
|---|----|
| 1. Évolution des recettes fiscales                      | 19 |
| 2. Analyse des écarts de recettes fiscales              | 22 |
| 3. Efficacité du recouvrement des impôts, par catégorie | 23 |
| 4. Efficacité des dépenses d'éducation                  | 25 |
| 5. Efficacité des dépenses de santé                     | 27 |

### ANNEXE

|  |    |
|--|----|
| I. Résultats des régressions par catégorie d'impôt | 29 |
|--|----|

### STABILITÉ, DÉVELOPPEMENT ET INCLUSION DANS LE SECTEUR FINANCIER AU SEIN DE L'UEMOA

|  |           |
|--|-----------|
| <b>SEIN DE L'UEMOA</b>   | <b>33</b> |
| A. Introduction  | 33        |
| B. Évolution de la stabilité bancaire et financière                    | 34        |
| C. Évolution de l'accès aux services financiers                        | 35        |
| D. Évolution de la microfinance  | 35        |
| E. Indicateur composite du développement financier                     | 42        |
| F. Développement financier et volatilité de la croissance dans l'UEMOA | 43        |
| Bibliographie  | 48        |

### GRAPHIQUES

|   |    |
|---|----|
| 1. Volatilité relative, 1994-2013                                   | 33 |
| 2. Croissance du système bancaire dans l'UEMOA                      | 36 |
| 3. Indicateurs prudentiels des banques de l'UEMOA                   | 37 |
| 4. Accès aux services financiers                                    | 38 |
| 5. Utilisation des services financiers                              | 39 |
| 6. Utilisation des services financiers par catégories de population | 40 |
| 7. Évolution des activités de microfinance au sein de l'UEMOA       | 41 |
| 8. Comparaison du développement financier                           | 43 |
| 9. Écart moyen de la volatilité de la croissance, 1980-2014         | 46 |
| 10. Écart moyen de volatilité de la croissance par pays de l'UEMOA  | 47 |

### TABLEAU

|  |    |
|--|----|
| 1. Explication de la volatilité de la croissance | 45 |
|--|----|

**INÉGALITÉS DE REVENU, INÉGALITÉS DE GENRE ET CROISSANCE DANS L'UEMOA \_ 49**

|  |    |
|--|----|
| A. Introduction  | 49 |
| B. Faits stylisés  | 51 |
| C. Effets des inégalités de genre et de revenu sur la croissance | 57 |
| D. Conclusions et recommandations                                | 59 |
| Bibliographie  | 61 |

**GRAPHIQUES**

|  |    |
|--|----|
| 1. Inégalité de genre et PIB réel  | 50 |
| 2. Pauvreté et inégalités : tendances  | 52 |
| 3. Inégalité de genre  | 54 |
| 4. Écart entre les taux d'activité des hommes et des femmes  | 55 |
| 5. Inégalité de genre dans l'UEMOA   | 56 |
| 6. Effets différenciés d'une réduction des inégalités de revenu et de genre dans les pays de l'UEMOA par rapport aux pays de référence | 59 |

**EVALUATION DES RISQUES PESANT SUR LES PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'UEMOA \_\_\_\_\_ 63**

|  |    |
|--|----|
| A. Risques pesant sur les perspectives | 63 |
| B. Impact des risques intérieurs       | 64 |
| C. Impact des risques extérieurs       | 65 |
| Bibliographie                          | 71 |

**ENCADRE**

|  |    |
|--|----|
| 1. Impact du ralentissement de la croissance chinoise sur la croissance des pays d'Afrique subsaharienne et de l'UEMOA | 69 |
|--|----|

**GRAPHIQUES**

|  |    |
|--|----|
| 1. Impact des retards dans les réformes structurelles des pays de l'UEMOA                | 65 |
| 2. Impact d'un durcissement des conditions financières mondiales sur les pays de l'UEMOA | 66 |
| 3. Impact des épisodes de croissance plus faible sur l'AfSS (1980–2014)                  | 68 |

# EFFICIENCE DE L'INVESTISSEMENT PUBLIC DANS L'UEMOA : ÉVALUATION EMPIRIQUE<sup>1</sup>

*Ce document présente des faits stylisés concernant le déficit quantitatif et qualitatif d'infrastructures au sein de l'UEMOA et propose une évaluation de l'efficacité de l'investissement public ainsi que des recommandations pour l'améliorer. Il en ressort que, malgré un niveau élevé d'investissement public au cours des dix dernières années, la quantité et la qualité des infrastructures dans l'UEMOA demeurent relativement faibles. L'investissement public dans l'UEMOA est moins efficace que dans les pays comparables, y compris dans les autres pays d'Afrique subsaharienne. Les résultats obtenus à partir d'estimations de données de panel indiquent que de solides institutions peuvent jouer un rôle crucial dans l'amélioration de l'efficacité de l'investissement public. Les pays de l'UEMOA doivent donc renforcer certaines institutions responsables de la gestion des investissements publics (GIP) qui pourraient contribuer à pallier leur manque d'efficacité.*

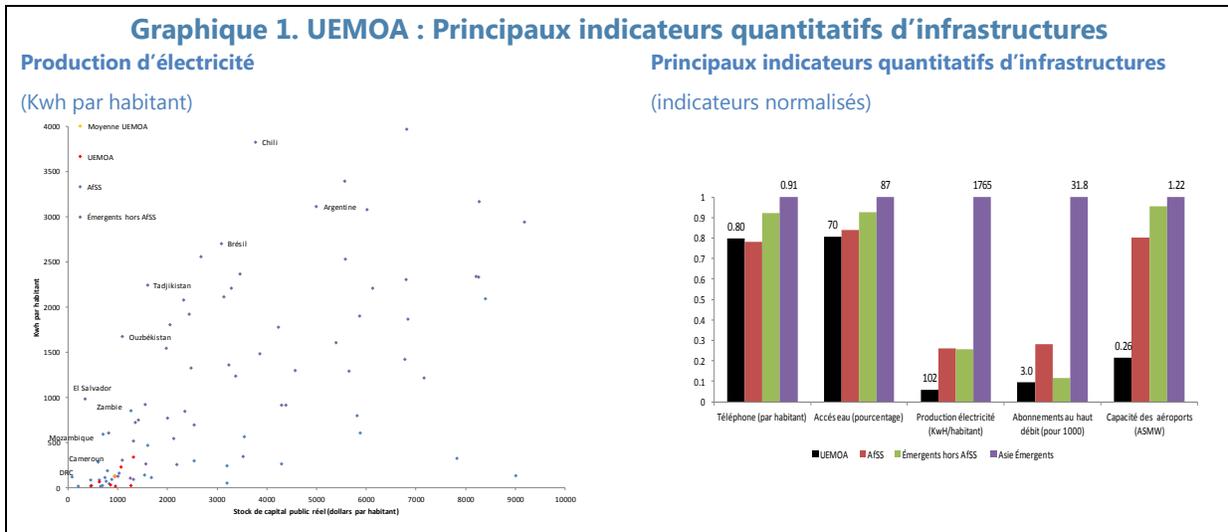
## A. Introduction

### **1. D'après les projections, les pays de l'UEMOA devraient sensiblement augmenter le volume de leur investissement public afin de combler le déficit d'infrastructures de la région.**

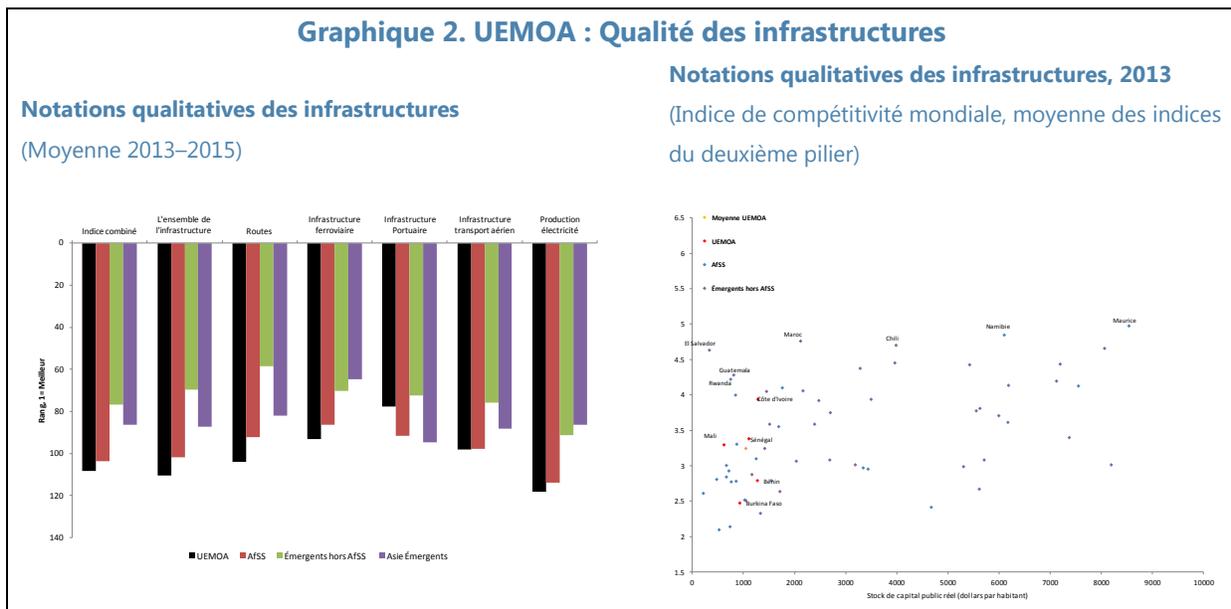
Ce déficit relativement important est généralement accusé de freiner la croissance (graphique 1). Les besoins d'infrastructures de l'UEMOA demeurent élevés (Dominguez-Torres et Foster 2011; FMI 2013a; FMI 2013b; FMI 2013c). Par rapport aux pays de référence d'Afrique subsaharienne, les pays de l'UEMOA sont à la traîne notamment pour ce qui est de l'approvisionnement en électricité, de la densité des routes revêtues et de l'infrastructure des télécommunications. L'insuffisance et l'inefficacité des infrastructures érodent la rentabilité des activités commerciales et économiques et compromettent les perspectives de croissance (Commission for Africa 2005; Foster et Briceño-Garmendia 2009). Afin de remédier à ce déficit, de nombreux pays de l'UEMOA envisagent une augmentation considérable de leur investissement public à moyen terme. D'après les prévisions des services du FMI, les dépenses d'investissement public devraient atteindre environ 9,5 pour cent du PIB entre 2015 et 2019, contre une moyenne inférieure à 8 pour cent en 2011–14.

---

<sup>1</sup> Préparé par Karim Barhoumi, Fan Yang, Monique Newiak et Ha Vu.



**2. Insuffisantes en nombre, les infrastructures de la région sont aussi jugées de mauvaise qualité. De plus, l'efficacité des investissements semble être faible (graphique 2).** Dans le dernier classement du Forum économique mondial (WEF) sur la compétitivité dans le monde, les pays de l'UEMOA arrivent en 110<sup>e</sup> position sur 148 pays, en dessous de la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne et des pays de référence subsahariens. La qualité de l'approvisionnement en électricité ainsi que des réseaux ferroviaires et routiers est également moins bien notée que dans les pays de référence d'Afrique subsaharienne. La qualité globale des infrastructures de l'UEMOA est aussi perçue comme étant inférieure à celle des pays de la région, à un niveau pourtant comparable de stock de capital public réel.



**3. Ce document fournit une évaluation empirique de l'efficacité de l'investissement public dans l'UEMOA et met en évidence ses principaux déterminants.** De nombreuses études ont été réalisées sur l'efficacité de l'investissement public dans les pays avancés, mais très peu

concernent les pays d'Afrique subsaharienne, et en particulier l'UEMOA. Le présent document commence donc par évaluer le déficit en matière d'infrastructures dans l'UEMOA à l'aide d'une analyse de la frontière efficiente. Les déterminants de l'efficacité de l'investissement public sont ensuite recensés à partir de régressions sur données de panel. Enfin, les principaux enseignements tirés et les conséquences sur la politique économique sont présentés en conclusion.

**4. Avertissement.** Les données disponibles étant limitées, nous ne distinguons pas dans ce document les infrastructures des secteurs public et privé, de même que nous ne présentons pas l'efficacité des dépenses d'investissement ventilée par type d'infrastructure, faute de données suffisamment détaillées.

## B. Évaluer l'efficacité de l'investissement public dans l'UEMOA

**5. Cette section fournit une mesure de l'efficacité de l'investissement public dans l'UEMOA.** Cette mesure représente l'efficacité relative de la conversion d'intrants monétaires en production d'infrastructures (analyse de la frontière efficiente).

### *Analyse de la frontière efficiente*

**6. La frontière efficiente évalue l'efficacité relative des pays de l'UEMOA à transformer les investissements publics (intrants) en infrastructures (extrants).** La méthode d'analyse par enveloppement de données (DEA) est un modèle parcimonieux qui permet d'évaluer l'efficacité des dépenses en capital. Elle consiste tout d'abord à identifier au moyen d'une analyse intrants–extrants les pays qui obtiennent les meilleurs résultats à un niveau de dépenses d'investissement donné. On compare ensuite ces pays à d'autres pays afin de calculer leur efficacité relative par programmation linéaire. Les scores d'efficacité ainsi obtenus doivent être interprétés comme une mesure proportionnelle de l'amélioration de la qualité des infrastructures que pourraient apporter les pays sans changer le volume d'investissements publics (ni les autres intrants).

**7. L'évaluation de l'efficacité de l'investissement public est réalisée à l'aide d'un modèle à deux intrants et cinq extrants au cours de la période 2006–12.**

- Intrants : le premier intrant est le stock de capital public réel par habitant<sup>2</sup>. Le second est le PIB réel par habitant, en tant qu'indicateur de la contribution du secteur privé à la fourniture d'infrastructures<sup>3</sup>.
- Extrants : pour mesurer la production d'infrastructures, nous utilisons l'indice de compétitivité mondiale du Forum économique mondial<sup>4</sup> ainsi que des mesures quantitatives

<sup>2</sup> Voir l'étude du Département des finances publiques intitulée «Making Public Investment More Efficient».

<sup>3</sup> Voir Gupta *et al.* (2014) et Albino *et al.* (2014) pour plus de détails sur les estimations du stock de capital public.

<sup>4</sup> Cet indicateur qualitatif couvre plusieurs dimensions de la qualité des infrastructures qui sont évaluées au moyen d'une enquête de perception relative aux transports et à la fourniture d'électricité.

de certaines composantes des infrastructures, tels que les télécommunications (nombre de téléphones fixes et mobiles par habitant), l'accès à l'eau (pourcentage de la population), la production d'électricité par habitant et la capacité des lignes aériennes (km par km<sup>2</sup>).

**8. Il ressort de l'analyse que l'efficacité de l'investissement public dans l'UEMOA est inférieure à celle des groupes de référence** (tableau ci-dessous). Les résultats de l'analyse DEA montrent que l'efficacité de l'investissement dans l'UEMOA est à peu près comparable à la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne mais qu'elle est cependant inférieure aux moyennes des pays de référence (tableau ci-dessous). Sachant que l'écart entre l'efficacité de l'UEMOA et les pays de référence d'Afrique subsaharienne est de 10 pour cent, nous en concluons qu'il existe une marge non négligeable d'amélioration de l'efficacité de l'investissement public.

**Scores d'efficacité de l'analyse DEA par rapport à d'autres économies (2012)**

|                           |      |
|---------------------------|------|
| UEMOA                     | 0,84 |
| AfSS, tous les pays       | 0,82 |
| AfSS, pays de référence   | 0,93 |
| Pays asiatiques émergents | 0,94 |

Source : estimations des services du FMI.

## C. Expliquer l'efficacité de l'investissement public

**9. Dans cette section, nous tentons d'identifier les principaux facteurs qui déterminent l'efficacité de l'investissement public au sein de l'UEMOA.** Les études d'Albino-War *et al.* (2014), de Grigoli et Mills (2014) et de Gleb et Grassman (2010) ont montré que dans les pays caractérisés par une faible qualité des institutions, les gouvernements peuvent recourir aux dépenses d'investissement pour la recherche de rente, ce qui conduit à des investissements publics inefficients. En procédant à des régressions sur données de panel à partir d'un échantillon de pays d'Afrique subsaharienne, nous avons calculé les scores d'efficacité à partir d'une série de variables, à savoir la qualité des institutions (note CPIA pour la gestion macroéconomique, lutte contre la corruption, indicateur WGI de la qualité de la réglementation), l'aide publique au développement (APD), le PIB réel par habitant, le pourcentage de la population urbaine, la volatilité de l'investissement public et le degré de dépendance aux ressources naturelles (voir Annexe II pour plus d'informations).

**10. Les résultats obtenus indiquent que la qualité des institutions a un impact sur l'efficacité de l'investissement public** (tableau 3). Nos estimations font apparaître globalement une corrélation positive entre l'efficacité de l'investissement public et la qualité des institutions

mesurée par l'indicateur WGI de la qualité de la réglementation<sup>5</sup>; et une association négative entre la dépendance aux ressources naturelles et l'efficacité de l'investissement public. Nos estimations montrent en revanche un impact négligeable quant aux autres variables. Une amélioration de la qualité réglementaire de l'ordre d'un point entraînerait notamment une augmentation du score d'efficacité de 4 pour cent.

| <b>Déterminants de l'efficacité de l'investissement en matière d'infrastructures dans les pays d'Afrique subsaharienne et certains pays émergents</b>   |                              |
|---|------------------------------|
| Variable dépendante : score DEA axé sur la production (0 à 1) <sup>1</sup>  |                              |
| Variables indépendantes   | Estimations                  |
| WGI : qualité réglementation (-2,5 à 2,5)   | <b>0.039</b> ***<br>(0.012)  |
| Variables fictive richesse ress. naturelles (1 = riche)   | <b>-0.093</b> ***<br>(0.023) |
| Volatilité de l'investissement public (2005-2012)   | -0.738<br>(1.123)            |
| Pourcentage de population urbaine (0 à 1)   | 0.058<br>(0.062)             |
| Log du PIB réel par habitant (milliers dollars)   | 0.016<br>(0.013)             |
| Aide publique au développement (% PIB, 0 à 1)   | 0.002<br>(0.005)             |
| Constante   | <b>0.916</b> ***<br>(0.033)  |
| Fictives années   | Oui                          |
| Observations  | 388                          |
| R carré   | 0.390                        |
| Nombre de pays  | 73                           |
| Erreurs type entre parenthèses<br>*** p<0,01, ** p<0,05, * p<0,1<br><sup>1</sup> L'analyse d'efficacité de l'investissement se limite aux pays émergents ayant un investissement total par habitant ≤ 30000 dollars (constants 2005). |                              |

## D. Améliorer la gestion de l'investissement public pour remédier au manque d'efficacité

<sup>5</sup> Nous analysons diverses spécifications à l'aide de différents indicateurs de la qualité des institutions; ceux-ci ne sont plus significatifs, à l'exception de l'indicateur WGI de la qualité de la réglementation.

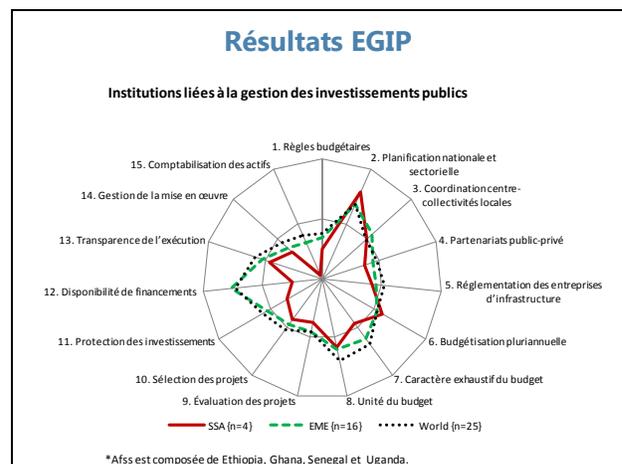
**11. En améliorant la gestion de l'investissement public (GIP), les pays peuvent réduire leur manque d'efficience<sup>6</sup>.** Le dividende de croissance qui en découle est important : les investisseurs les plus efficaces en ont par exemple plus pour leur argent et génèrent plus de croissance que les investisseurs les moins efficaces.

**12. Les pays de l'UEMOA doivent déterminer quelles institutions responsables de la gestion de l'investissement public (GIP) peuvent contribuer à pallier le manque d'efficience.** Le nouveau cadre d'évaluation de la gestion de l'investissement public (EGIP) du FMI permet aux pays d'évaluer la qualité de leurs pratiques de GIP. Il évalue 15 institutions qui orientent la prise de décisions à chacun des trois stades du cycle de l'investissement public (diagramme ci-dessus) :



**La planification** d'investissements durables dans l'ensemble du secteur public;  
**L'allocation** des investissements aux secteurs et projets opportuns;  
**La mise en œuvre** des projets dans le respect des délais et du budget.

**13. L'EGIP fournit le diagnostic le plus complet du système de GIP d'un pays.** Les résultats des pays sont présentés sous forme de diagrammes de synthèse, incluant les résultats des pays comparables (diagramme ci-contre). Ce cadre d'évaluation met en évidence les forces et les faiblesses du système institutionnel et contient des recommandations pratiques pour améliorer l'efficience et l'impact de l'investissement public. Le FMI, en étroite collaboration avec la Banque mondiale, mène ce type d'évaluation dans un certain nombre de pays de l'UEMOA ainsi que dans d'autres pays d'Afrique subsaharienne et du reste du monde qui en font la demande.



## E. Conclusion et principaux enseignements

<sup>6</sup> Rapport des services du FMI, «Making Public Investment More Efficient», juin 2015, consultable à l'adresse : <http://www.imf.org/external/np/fad/publicinvestment>

**14. Il existe une importante marge d'amélioration de l'efficacité de l'investissement public au sein de l'UEMOA et plus particulièrement en matière de renforcement de la qualité des institutions.** À l'aide des frontières efficaces, l'analyse montre que l'efficacité de l'investissement public dans l'UEMOA est relativement faible par rapport aux pays d'Afrique subsaharienne les plus performants. D'après l'analyse de régression, un renforcement des institutions pourrait contribuer à pallier le manque d'efficacité de l'investissement public dans l'UEMOA. Chaque pays de l'UEMOA doit évaluer la solidité de ses pratiques de GIP et définir ses priorités en matière de réforme des institutions responsables de la GIP. L'amélioration de l'efficacité de l'investissement public peut à son tour stimuler la croissance et accélérer les progrès en matière de développement.

## Bibliographie

Dabla-Norris E., R. Allen, L. Zanna, T. Prakash, E. Kvintradze, V. Lledo, I. Yackovlev et S. Gollwitzer. 2011. "Budget Institutions and Fiscal Performance in Low-Income Countries." IMF Working Paper 10/80, International Monetary Fund, Washington, DC.

Gelb, A. et S. Grassman. 2010. "How Should Oil Exporters Spend Their Rents?" Working Paper 221, Center for Global Development, Washington, DC.

Grigoli F. et Z. Mills. 2014. "Institutions and Public Investment: An Empirical Analysis." *Economics of Governance* 15 (2): 131–53.

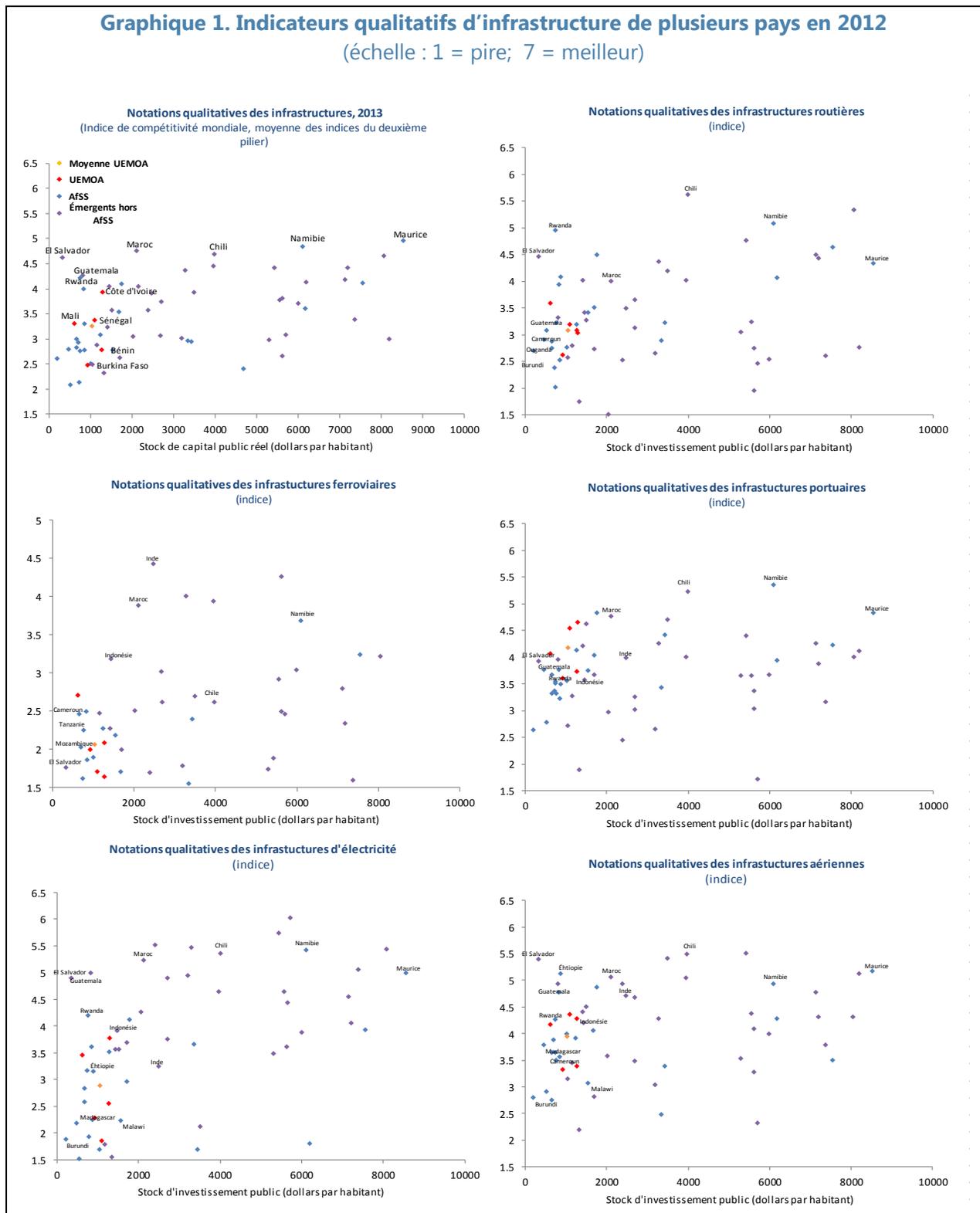
Gupta, S., A. Kangur, C. Papageorgiou et A. Wane. 2014. "Efficiency-Adjusted Public Capital and Growth." *World Development* 57 (C): 164–78.

Albino-War M, Cerovic F, Grigoli F, Flores JC, Kapsoli J, Qu H, Said Y, Shukurov B, Sommer M et Yoon S. 2014. "Making the Most of Public Investment in MENA and CCA Oil-Exporting Countries" IMF Staff Discussion Note. Paper 14/10. International Monetary Fund, Washington, DC.

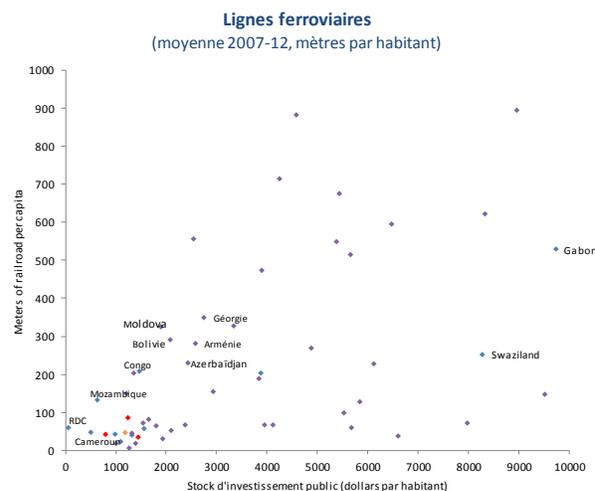
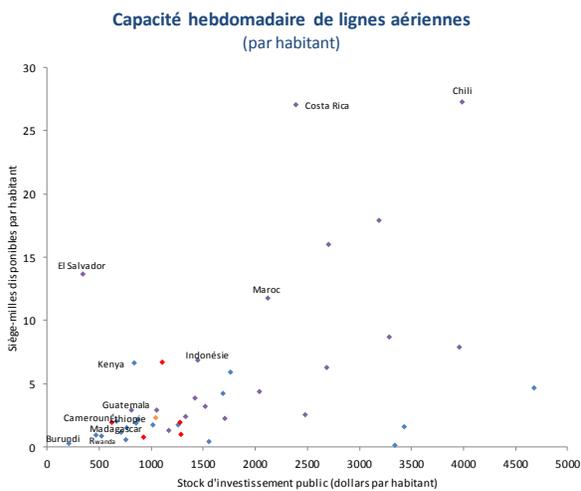
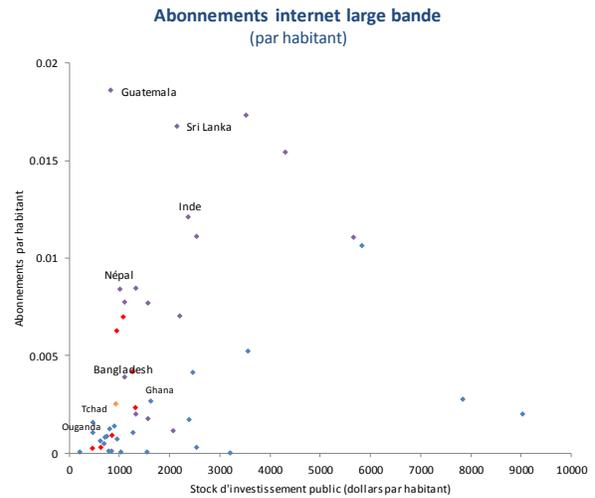
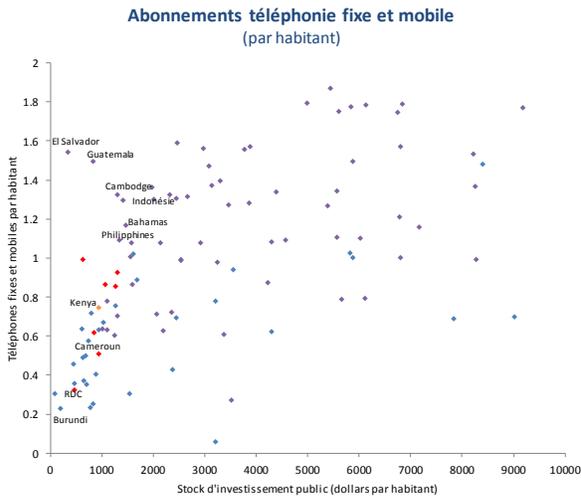
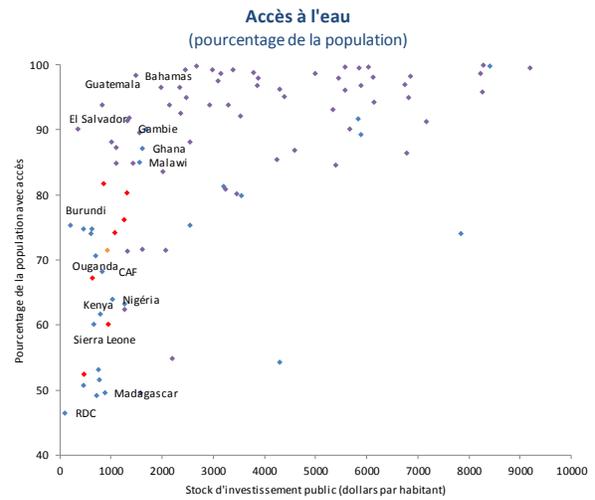
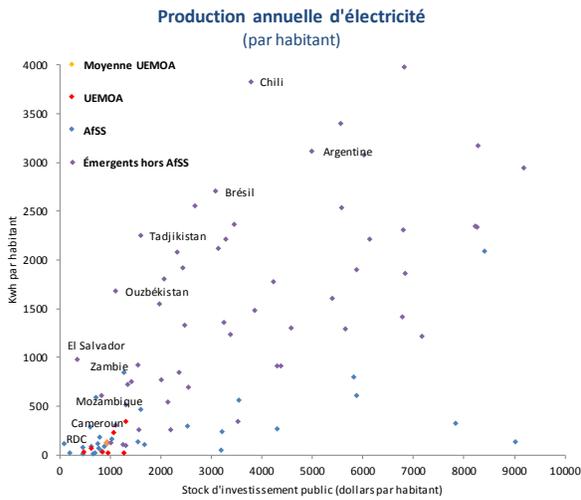
Ghura. D *et al.* 2012. "Macroeconomic Policy Frameworks for Resource-Rich Developing Countries" IMF Policy Paper. International Monetary Fund, Washington, DC.

## Annexe I. Tableaux et graphiques

**Graphique 1. Indicateurs qualitatifs d'infrastructure de plusieurs pays en 2012**  
(échelle : 1 = pire; 7 = meilleur)



## Graphique 2. Indicateurs quantitatifs d'infrastructure de plusieurs pays en 2012



Sources: US Energy Information Administration, World Economic Forum Global Competitiveness Report 2015-16, World Bank World Development Indicators and IMF staff estimates

## Annexe II. Analyse par enveloppement des données et études empiriques

1. Nous énumérons ci-après les pays utilisés pour l'analyse DEA du présent chapitre. Ils ont été retenus à partir de leur qualité de pays émergents présentant un stock d'investissement public par habitant de moins de 30.000 dollars (public et privé). Certains pays ne sont pas retenus dans la DEA tous les ans, soit par manque de données les concernant, soit parce qu'ils franchissent le seuil de stock d'investissement. La Guinée Bissau, le Togo et le Niger ne sont pas inclus dans cette analyse car ils ne sont pas traités dans le Rapport sur la compétitivité mondiale.

### ***Pays d'Afrique subsaharienne***

2. Angola, Burundi, Bénin, Burkina Faso, Cabo Verde, Cameroun, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Gambie, Ghana, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mozambique, Namibie, Nigéria, Ouganda, Rwanda, Sénégal, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Zambie et Zimbabwe.

### **UEMOA**

3. Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali et Sénégal.

### ***Autres pays émergents et en développement***

4. Afrique du Sud, Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bangladesh, Barbade, Bolivie, Bosnie Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Cambodge, Chine, Colombie, Costa Rica, Équateur, El Salvador, Géorgie, Guatemala, Haïti, Honduras, Inde, Indonésie, République islamique d'Iran, Jordanie, Maroc, Mauritanie, Moldova, Mongolie, Monténégro, Népal, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, République dominicaine, Serbie, Sri Lanka, Tadjikistan, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay et Viet Nam.

Nos groupes de référence sont constitués comme indiqué ci-dessous. Le groupe de référence AfSS comprend des pays qui ont un investissement par habitant de moins de 4.000 dollars et une efficacité des infrastructures supérieure à la moyenne UEMOA. Le groupe des pays asiatiques émergents et en développement correspond à la définition standard du FMI.

### ***Groupe de référence AfSS***

5. Ghana, Kenya, Malawi et Rwanda.

### ***Pays émergents et en développement d'Asie***

6. Bangladesh, Bhoutan, Brunei Darussalam, Cambodge, Chine, Fidji, Inde, Indonésie, Kiribati, RDP Lao, Malaisie, Maldives, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Mongolie, Myanmar, Népal, Palau,

Papouasie- Nouvelle Guinée, Philippines, Samoa, Iles Salomon, Sri Lanka, Thaïlande, Timor-Leste, Tonga, Tuvalu, Vanuatu et Viet Nam.

7. Enfin, voici la liste des pays riches en ressources naturelles utilisés dans l'analyse de régression. Nous utilisons une définition et une classification de «riche en ressources naturelles» qui peut être trouvée dans le document du FMI de 2012 intitulé «Cadres de politique macroéconomique pour les pays en développement riches en ressources naturelles».

#### ***Pays riches en ressources naturelles***

8. Bolivie, Chili, Équateur, Guatemala, Mexique, Pérou, RB Venezuela, Trinité-et-Tobago, République islamique d'Iran, Indonésie, Viet Nam, Angola, Botswana, Cameroun, Tchad, Ghana, Côte d'Ivoire, Madagascar, Mali, Mauritanie, Mozambique, Nigéria, Tanzanie, Ouganda, Zambie, Azerbaïdjan, Albanie et Mongolie.

**Tableau 4. Synthèse des variables utilisées dans les régressions**

| Nom de la variable                                  | Description   | Source  |
|---|---|---|
| WGI : qualité de la réglementation                  | La qualité de la réglementation est la perception de la capacité des pouvoirs publics à formuler et appliquer des politiques et des réglementations saines propices au développement du secteur privé. Varie entre -2.5 et 2.5. | Base de données des indicateurs de la gouvernance de la Banque mondiale.  |
| Variable muette : richesse en ressources naturelles | Sa valeur est de 1 si le pays est riche en ressources naturelles. La classification est tirée de l'annexe d'un document d'orientation du FMI.   | Document d'orientation du FMI : Cadres de politique macroéconomique pour les pays en développement riches en ressources naturelles (2012) |
| Volatilité des investissements publics              | Écart-type du flux d'investissement public (en pourcentage du PIB) pour le pays et l'année en question. L'écart-type est calculé à partir de données disponibles entre 2007 et 2012 comprises.                                  |   |
| Pourcentage de population urbaine                   | Pourcentage de la population du pays qui vit dans des zones urbaines. Le pourcentage est exprimé sous forme d'un nombre décimal situé entre 0 et 1.   | Base de données des indicateurs de développement dans le monde de la Banque mondiale  |
| Log du PIB réel par habitant                        | Le log naturel du PIB par habitant en dollars constants de 2005 en PPA.   | Base de données Penn World, Tableaux 8.1.   |
| Aide publique au développement                      | Niveau de l'aide publique au développement en pourcentage du PIB. Ce nombre est exprimé sous forme d'un nombre décimal situé entre 0 et 1.  | Base de données des indicateurs de développement dans le monde de la Banque Mondiale.   |

## ESPACE BUDGÉTAIRE DANS L'UEMOA<sup>1</sup>

*Les pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) sont confrontés à un défi commun de grande envergure : créer un espace budgétaire suffisant pour financer des programmes ambitieux de croissance, de développement et de lutte contre la pauvreté dans chaque pays. Il est possible de créer cet espace budgétaire supplémentaire soit en accroissant les recettes fiscales, soit en améliorant l'efficacité des dépenses. Si le total des impôts recouverts dans les pays de l'UEMOA correspond plus ou moins à celui de pays comparables, les recettes fiscales des pays de l'UEMOA dépendent largement des impôts sur le commerce extérieur, qui diminueront inévitablement du fait de la libéralisation prochaine des échanges. En outre, étant donné la forte dépendance à l'égard des impôts sur le commerce extérieur, les recettes de l'UEMOA sont vulnérables aux fluctuations des prix internationaux. Il ressort d'une régression de panel et d'une analyse de frontière stochastique qu'il est largement possible d'accroître les impôts intérieurs dans l'UEMOA, à hauteur de 0,8 à 2 pour cent du PIB. L'effort doit s'adapter à chaque pays, chacun mettant l'accent sur la catégorie d'impôts où les résultats sont insuffisants. En ce qui concerne les dépenses, l'efficacité des dépenses d'éducation et de santé pourrait être considérablement améliorée dans les pays de l'UEMOA. Si tous les pays de l'UEMOA portent l'efficacité de leurs dépenses au niveau du pays de la région qui obtient les meilleurs résultats en la matière, l'épargne budgétaire peut accroître de 1 à 3 pour cent du PIB par an en moyenne l'espace budgétaire disponible dans la région.*

### A. Augmentation nécessaire de l'investissement public

**1. Les pays de l'UEMOA doivent mobiliser des ressources financières considérables pour s'attaquer au déficit d'infrastructure, considéré par beaucoup comme un obstacle à la croissance.** De nombreuses études montrent que des infrastructures insuffisantes freinent la croissance (par exemple, Commission for Africa, 2005 et Foster et Briceño-Garmendia, 2009). On estime que le développement des infrastructures a contribué à hauteur de 1 point environ à la croissance par habitant en Afrique de l'Ouest en 2001–05 (par exemple, Calderon (2009)). Pour le Bénin, Domínguez-Torres et Foster (2011) estiment que les infrastructures ont contribué à la croissance par habitant à hauteur de 1,6 point, tandis que pour le Sénégal, Torres, Briceño-Garmendia et Dominguez (2011) notent que la contribution a avoisiné 1 point. En outre, si ces deux pays portaient le niveau de leurs infrastructures à celui des pays africains à revenu intermédiaire, leur croissance annuelle s'accroîtrait respectivement de 3,2 et 2,7 points. Des rapports récents ont confirmé aussi la persistance d'un goulet d'étranglement intrastructurel dans d'autres pays de l'UEMOA (par exemple, FMI 2013a, b, c).

<sup>1</sup> Préparé par Karim Barhoumi (AFR), Christine Dieterich (AFR), Larry Cui (AFR), Sergio Sola (MCD) et Alexander Raabe (Institut de Hautes Études Internationales et du Développement, Genève)

**2. Pour financer l'augmentation de l'investissement public tout en préservant la stabilité macroéconomique, les pays de l'UEMOA doivent utiliser leur espace budgétaire de manière efficiente.** Si leur dette extérieure a diminué grâce à l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTTE) et à l'initiative d'allègement de la dette multilatérale, ouvrant ainsi des possibilités d'emprunts extérieurs, l'offre de financements à des conditions favorables est limitée. En outre, la dette publique totale de certains pays a augmenté considérablement depuis que ces pays ont reçu un allègement de leur dette, ce qui porte à croire qu'il convient de faire preuve de prudence en ce qui concerne de nouveaux emprunts. Pour financer de manière viable l'augmentation des investissements dans les infrastructures, il est donc essentiel d'utiliser les deux moyens principaux de création d'un espace budgétaire : accroître les recettes fiscales et l'efficacité des dépenses.

## B. Mobilisation des recettes fiscales

**3. Le principal moyen d'élargir l'espace budgétaire reste d'accroître les impôts recouvrés.** Les pays de l'UEMOA en sont bien conscients : le critère de convergence pour le ratio impôts/PIB est de 20 pour cent, même si plusieurs pays membres ne le respectent pas depuis des années.

**4. Les taux relativement élevés des impôts indirects dans l'UEMOA n'ont pas conduit à une augmentation des recettes fiscales.** Les taux d'imposition indirecte dans l'UEMOA sont supérieurs aux taux moyens d'Afrique subsaharienne et des pays à faible revenu<sup>2</sup>, en particulier pour les taxes sur les biens et services et les impôts sur le commerce extérieur. Or, ces taux plus élevés ne se sont pas traduits par des recettes plus importantes. Grosso modo, le ratio impôts/PIB a été inférieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne pendant toute la période d'observation (2000 à 2011) et plus ou moins similaire aux moyennes des pays à faible revenu (graphique 1a). Le ratio impôts/PIB de l'UEMOA est passé de 11,7 pour cent en 2000 à 14,7 pour cent en 2011, impulsé par une tendance générale dans tous les pays membres sauf en Côte d'Ivoire, où les résultats ont souffert des conflits internes. Cependant, la progression a varié considérablement d'un pays à l'autre. Par exemple, les recettes fiscales du Bénin ont augmenté de 2,1 points, tandis que celles du Togo ont progressé de 6,6 points.

**5. Pour ce qui est des résultats par impôt, l'augmentation du ratio impôts/PIB tient à une hausse des impôts sur le revenu et des impôts sur les biens et services, tandis que les recettes tirées du commerce extérieur ont plus ou moins stagné en raison de la libéralisation limitée des échanges.**

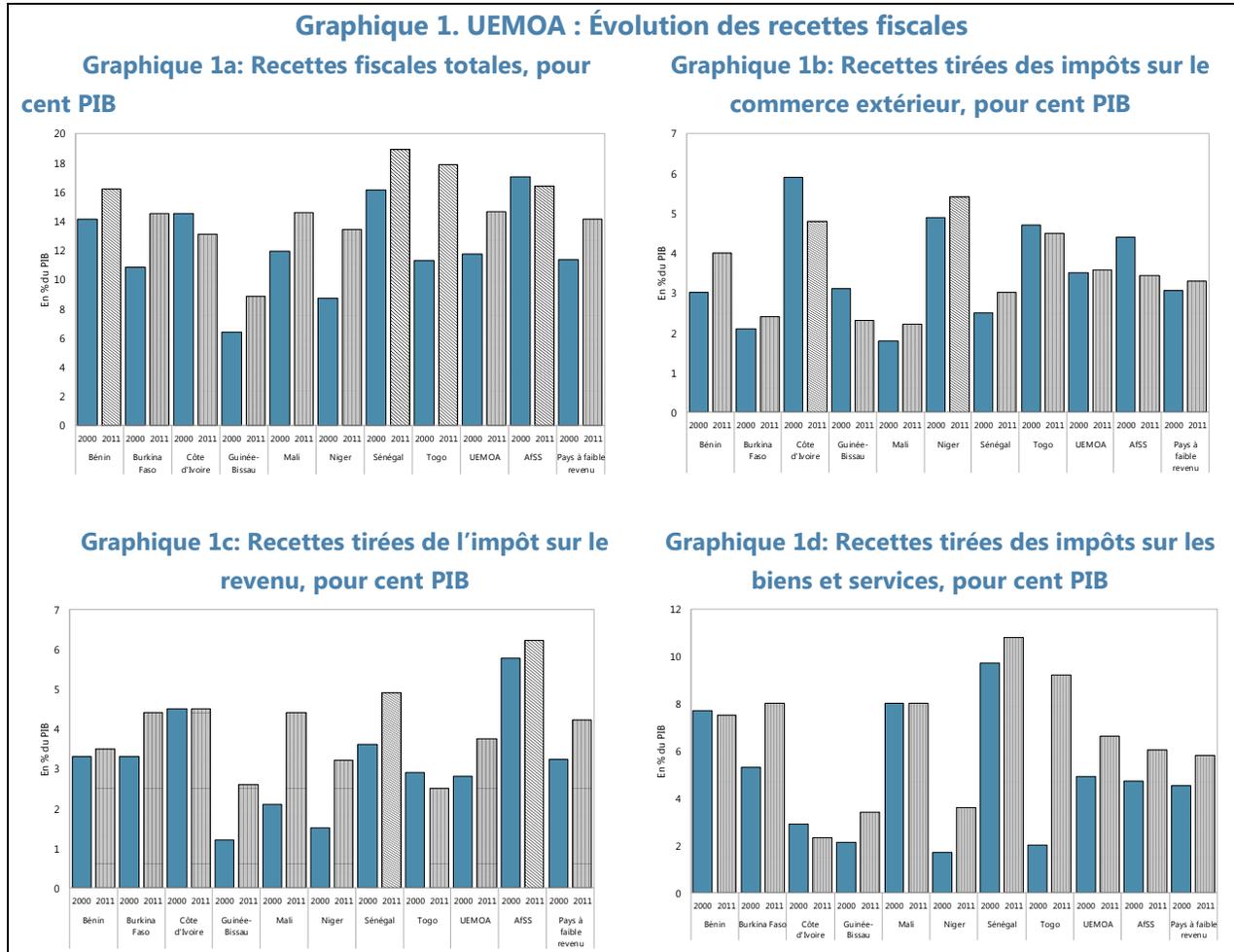
- *Impôts sur le commerce* : à la différence des pays d'Afrique subsaharienne et des pays à faible revenu, où les taux pondérés moyens des droits de douane ont diminué du fait de la libéralisation des échanges au cours des dix dernières années, les taux des droits de douane

<sup>2</sup> Hors pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (Afrique du Sud, Botswana, Nigéria, Angola, Namibie). Les pays à faible revenu sont définis par la Banque mondiale comme ceux ayant un revenu national brut par habitant de 1.025 dollars ou moins en 2012.

dans l'UEMOA n'ont diminué que légèrement et le ratio impôts/PIB est resté plus ou moins stable au fil du temps. Dans les groupes comparables, la baisse des recettes tirées des impôts sur le commerce extérieur en Afrique subsaharienne s'explique par la diminution des taux, alors qu'il semble que les pays à faible revenu aient pu compenser la baisse des taux par une augmentation de l'efficacité qui leur a permis de maintenir plus ou moins inchangé le ratio impôts sur le commerce extérieur/PIB (graphique 1b).

- *Impôts sur le revenu* : le ratio impôts/PIB est passé d'environ 3 pour cent à près de 4 pour cent dans l'UEMOA, mais il est resté inférieur aux ratios des pays à faible revenu et des pays d'Afrique subsaharienne (graphique 1c).
- *Impôts sur les biens et services* : les taux relativement plus élevés tiennent à la tradition francophone qui veut que l'on compte davantage sur les impôts directs que sur les impôts indirects. Cela se traduit par des recettes fiscales plus élevées que dans les pays comparables (d'environ 0,6 à 0,8 pour cent du PIB). En outre, l'amélioration dans les pays de l'UEMOA au cours de la période d'observation a été la plus marquée dans cette catégorie d'impôts (graphique 1d).

**6. En ce qui concerne les déterminants des recettes par catégories d'impôts, des variations considérables apparaissent dans les pays de l'UEMOA.** Par exemple, au Togo, les recettes tirées de l'impôt sur le revenu sont tombées de 2,9 à 2,5 pour cent du PIB, mais les recettes tirées des impôts sur les biens et services ont nettement augmenté, de 2 à 9,2 pour cent du PIB. Au Bénin, l'augmentation des recettes s'explique par une hausse des recettes tirées des impôts sur le commerce extérieur, alors que les recettes tirées des impôts sur les biens et services ont diminué. En Côte d'Ivoire, cependant, la baisse des recettes fiscales s'explique principalement par une diminution des recettes tirées des impôts sur le commerce extérieur.



**7. Des régressions de panel ont été utilisées pour analyser le potentiel fiscal des pays de l'UEMOA sur la base des déterminants recensés dans les études publiées.** En partant d'études sur le potentiel fiscal (par exemple, Gupta, 2007; Davoodi et Grigorian, 2007; et Pessino et Fenochietto, 2010), les variables ci-après sont considérées comme les facteurs qui permettent d'estimer le potentiel fiscal, défini comme le maximum de recettes fiscales qu'un pays peut obtenir au vu de ses fondamentaux macroéconomiques : PIB par habitant, consommation, formation brute de capital fixe, inflation, importations et exportations en pourcentage du PIB, part de l'agriculture dans le PIB, part de la population urbaine, rentes des ressources naturelles et monnaie au sens large en pourcentage du PIB (tableau 1.1 de l'annexe). Le potentiel fiscal permet de calculer l'écart fiscal, à savoir l'écart en pourcentage entre les recettes effectives et les recettes potentielles<sup>3</sup>. L'analyse de régression est effectuée non seulement pour le total des recettes fiscales, mais aussi pour les

<sup>3</sup> Un écart positif indique que les recettes fiscales sont supérieures au potentiel. Un écart négatif dénote que les recettes fiscales sont inférieures au potentiel.

recettes dans les sous-catégories des biens et services, des échanges commerciaux et du revenu (voir tableaux 1.2 à 1.4 de l'annexe).

**8. Il ressort de notre analyse que les pays de l'UEMOA obtiennent de meilleurs résultats que les pays comparables en ce qui concerne le total des impôts recouverts, mais qu'il leur est possible d'accroître leurs recettes tirées des impôts sur le revenu.** En 2011, le total des impôts recouverts dans les pays de l'UEMOA a dépassé les recettes potentielles d'environ 6 pour cent et 12 pour cent par rapport aux pays à faible revenu et aux pays d'Afrique subsaharienne, respectivement (graphique 2a). Cela constitue une amélioration par rapport à l'année 2000, où le total des impôts recouverts dans les pays de l'UEMOA était inférieur au potentiel d'environ 4 pour cent par rapport aux pays à faible revenu et aux pays d'Afrique subsaharienne. Les facteurs ci-après expliquent cette tendance :

- **Impôts sur les biens et services** : l'amélioration relative entre 2000 et 2011 s'explique principalement par un écart fiscal plus positif pour les biens et services (graphique 2b). Cependant, les taux d'imposition plus élevés dans l'UEMOA expliquent au moins en partie ce potentiel fiscal positif.
- **Impôts sur le commerce extérieur** : en dépit du taux moyen plus élevé, notre analyse ne fait état que d'un écart fiscal modérément positif en 2011. Cependant, la progression des recettes tirées des impôts sur le commerce extérieur par rapport à 2000 va de au-dessous du potentiel à légèrement au-dessus du potentiel (graphique 2c) pour les deux groupes de référence.
- **Impôts sur le revenu** : l'écart fiscal s'est détérioré, d'environ -1 1/2 pour cent à environ -5 1/2 pour cent, par rapport à l'écart dans les pays d'Afrique subsaharienne (graphique 2d) et ne s'est comblé que légèrement, d'environ -3 1/2 pour cent à environ -2 pour cent, par rapport aux pays à faible revenu.

Il est donc nécessaire pour les pays de l'UEMOA d'améliorer le recouvrement des impôts sur le revenu par rapport aux groupes de référence.

**9. L'analyse au niveau des pays fait apparaître des différences par rapport à la tendance globale de l'UEMOA pour l'écart fiscal.** Pendant la période d'observation, 6 des 8 pays membres de l'UEMOA ont accru leur effort de recouvrement des impôts par rapport aux pays d'Afrique subsaharienne et aux pays à faible revenu (graphique 2a). En ce qui concerne les recettes tirées de l'impôt sur le revenu, seuls le Mali, le Niger et le Sénégal ont enregistré une hausse par rapport aux groupes de référence (graphique 2c). Pour les biens et services, l'écart fiscal s'est élargi dans le cas du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée Bissau, du Mali et du Sénégal par rapport à au moins un groupe de référence (graphique 2b). Parmi ces pays, l'écart relatif aux recettes tirées des impôts sur le commerce s'est réduit notablement ou est devenu positif pour le Bénin, le Burkina Faso, le Niger et le Sénégal, ce qui signifie que l'amélioration globale pour ces pays

s'explique principalement par une augmentation des impôts sur le commerce extérieur par rapport aux groupes de référence<sup>4</sup>. En résumé, les évolutions diverses au sein de l'UEMOA semblent indiquer qu'il est nécessaire de prendre des mesures adaptées à chaque pays pour accroître les recettes dans les catégories d'impôts signalés.

**10. L'analyse de frontière stochastique a donné des résultats similaires.** Selon Pessino et Fenochietto (2010), l'estimation de l'analyse de frontière stochastique applique un paramètre à variation temporelle de l'inefficience technique du recouvrement des impôts aux différentes catégories d'impôts déjà examinées dans l'analyse de régression de panel. Les résultats confirment les conclusions des régressions de panel, mais avec certaines modifications (graphique 3). Quel que soit le groupe de référence (pays d'Afrique subsaharienne et pays à faible revenu) utilisé dans l'estimation, les résultats de l'UEMOA sont relativement bons en ce qui concerne le recouvrement des impôts. Cela dit, ce résultat semble s'expliquer principalement par les recettes provenant du commerce extérieur. Pour ce qui est des impôts sur les biens et services et sur le revenu, les pays de l'UEMOA semblent être moins efficaces que les pays d'Afrique subsaharienne et à l'ensemble des pays à faible revenu. La différence principale entre les deux méthodes concerne l'évaluation des résultats de la taxe sur la valeur ajoutée, qui est positive dans la régression de panel et négative dans l'analyse de frontière stochastique. Par contre, les observations sont plus ou moins les mêmes pour les impôts sur le revenu et les impôts sur le commerce extérieur, même si l'analyse de frontière stochastique donne une évaluation plus positive des impôts sur le commerce extérieur que la régression de panel.

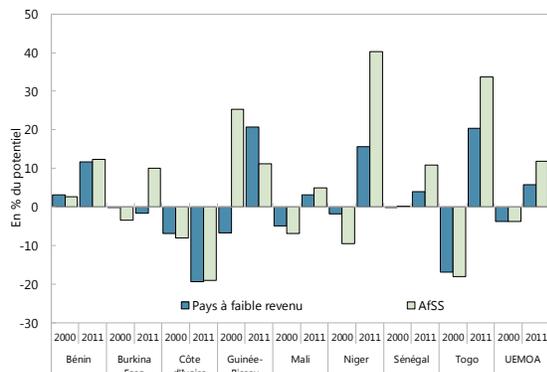
**11. La marge d'amélioration du recouvrement d'impôts intérieurs dans les pays de l'UEMOA est considérable.** Ces pays ont engagé récemment des réformes visant à libéraliser le commerce extérieur, notamment la mise en place d'un tarif extérieur commun pour tous les pays de la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest en janvier 2015. Si sa mise en œuvre sera progressive, il est prévu que les recettes tirées du commerce extérieur diminueront. Il est donc important pour les pays de l'UEMOA d'élargir l'assiette des recettes tirées des impôts intérieurs, en particulier de l'impôt sur le revenu, où les deux analyses indiquent qu'une amélioration d'environ 0,8 à 2 pour cent du PIB est possible.

---

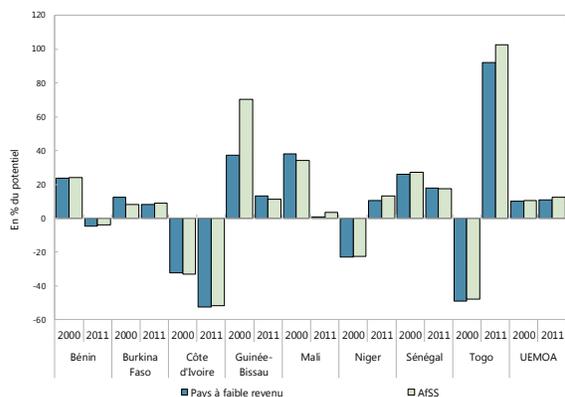
<sup>4</sup> En ce qui concerne les déterminants du potentiel des impôts sur le commerce extérieur, nous avons utilisé différents modèles, par exemple en incluant une variable de remplacement pour l'ouverture ou en utilisant le ratio importations/PIB et le ratio exportations/PIB séparément.

**Graphique 2. UEMOA : Analyse des écarts de recettes fiscales**

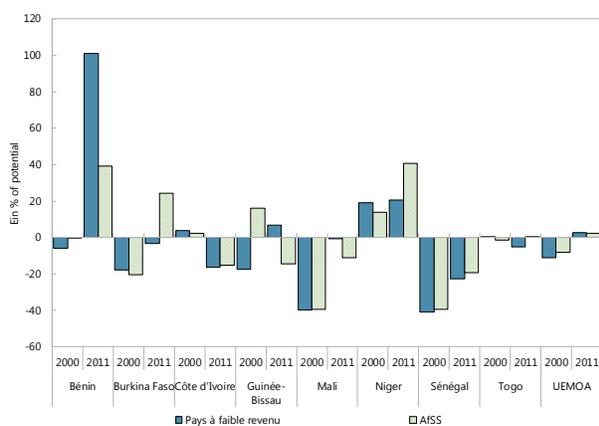
**Graphique 2a: Écart des recettes fiscales totales, en pour cent du potentiel**



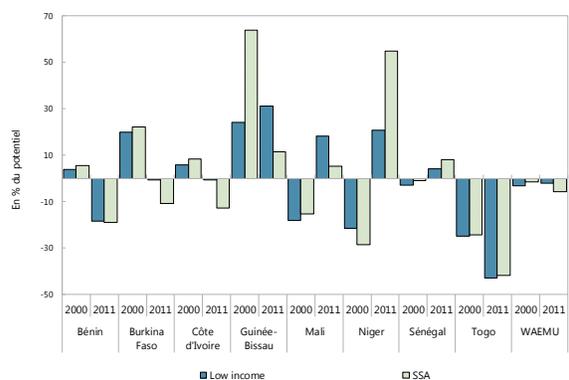
**Graphique 2b: Écart des recettes tirées des impôts sur les biens et services, en pour cent du potentiel**



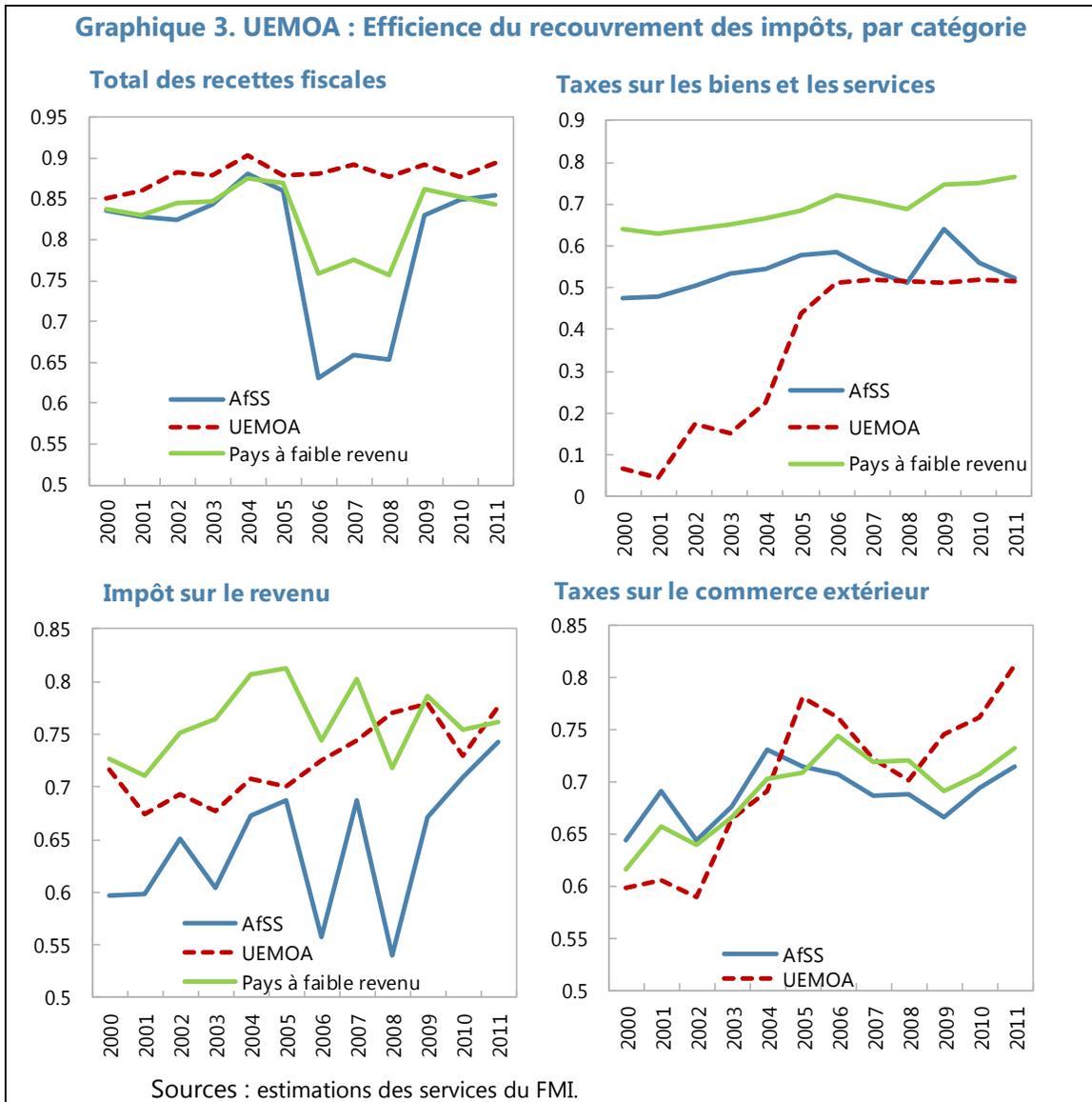
**Graphique 2c: Écart des recettes tirées des impôts sur le commerce extérieur, en pour cent du potentiel**



**Graphique 2d: Écart des recettes tirées de l'impôt sur le revenu, en pour cent du potentiel**



Sources : estimations des services du FMI.



## C. Accroître l'efficience des dépenses

**12. Est-il possible d'élargir la marge de manœuvre grâce à une plus grande efficience des dépenses publiques?** Notre analyse porte sur l'efficience technique permettant de traduire les dépenses publiques en résultats, en comparant la performance de l'UEMOA à celle d'autres pays d'Afrique subsaharienne d'un niveau de développement similaire. En outre, pour tenir compte de la volonté des pays de l'UEMOA d'accélérer leur croissance, nous avons fourni des comparaisons avec les pays d'Afrique subsaharienne à croissance rapide et pauvres en ressources naturelles<sup>5</sup>. Des

<sup>5</sup> Il s'agit des pays d'Afrique subsaharienne qui enregistrent la croissance la plus élevée, comme indiqué dans FMI (2013d), à savoir l'Éthiopie, le Mozambique, l'Ouganda, le Rwanda et la Tanzanie.

évaluations quantitatives ont été effectuées à l'aide d'une analyse par enveloppement de données non paramétrique (DEA)<sup>6</sup>. Les dépenses publiques concernent de nombreux secteurs, mais seuls les secteurs de l'éducation et de la santé ont été analysés car ce sont ceux où les dépenses publiques jouent un rôle majeur, et où des données internationales comparables sont facilement disponibles. Par ailleurs, sur la base des données pour la période 2008-12, nous avons calculé l'épargne budgétaire qui pourrait découler d'une plus grande efficacité des dépenses d'éducation et de santé afin de mieux éclairer les réflexions de politique économique.

**13. L'analyse DEA fournit un modèle simple à un niveau agrégé pour évaluer l'efficacité de la dépense publique au moyen d'une comparaison entre pays du rapport intrants-extrants.**

Elle utilise une technique non paramétrique pour définir une «frontière efficace» à partir des rapports intrants-extrants pour les pays qui partagent la même technologie (pour des détails, voir Herrera et Pang, 2005 et Grigoli et Kapsoli, 2013). Nous comparons l'efficacité de chaque pays à cette frontière dans la gamme correspondante de dépenses afin d'obtenir une note d'efficacité comprise entre 0 et 100, et nous tenons compte de rendements d'échelle variables selon la configuration observée des données. Dans la présente analyse, les données de 46 pays d'Afrique subsaharienne à faible revenu ou à revenu intermédiaire de la tranche inférieure pour la période 2003-12 ont été utilisées pour définir la frontière efficace. Cependant, les données utilisées pour calculer l'épargne potentielle ont été limitées aux données des pays de l'UEMOA<sup>7</sup> sur la période 2008-12 pour accroître la comparabilité entre pays et obtenir ainsi les estimations les plus réalistes.

**14. Les indicateurs du secteur de l'éducation ont sensiblement progressé ces dernières années dans les pays de l'UEMOA, principalement sous l'effet d'une hausse des dépenses.**

Entre les périodes de 2003-07 et 2008-12, les dépenses moyennes d'éducation sont passées de 4 à 4,4 pour cent du PIB dans les pays de l'UEMOA. L'augmentation des dépenses a conduit aussi à une amélioration des indicateurs de résultats, avec par exemple une progression d'environ 14 points des taux de scolarisation primaire et d'environ 11 points du taux d'alphabétisation des adultes. Mais la progression des indicateurs de résultat n'est pas proportionnelle à l'augmentation des dépenses. Par exemple, les dépenses d'éducation dans les pays comparables restent stables, mais l'augmentation des taux de scolarisation (11 points) est similaire et celle du taux d'alphabétisation des adultes (18 points) est bien plus marquée, ce qui traduit davantage la qualité de l'éducation. Il semble donc que les pays de l'UEMOA soient moins efficaces que les pays d'Afrique subsaharienne à croissance rapide dans l'obtention de résultats de qualité sur le plan de l'éducation.

**Dépenses d'éducation et indicateurs de résultats**

<sup>6</sup> La méthode par enveloppement des données a été employée dans une analyse récente de l'efficacité des dépenses publiques en Islande et dans des études comparatives du Département des finances publiques, par exemple Belhocine (2013) ainsi que Grigoli et Kapsoli (2013).

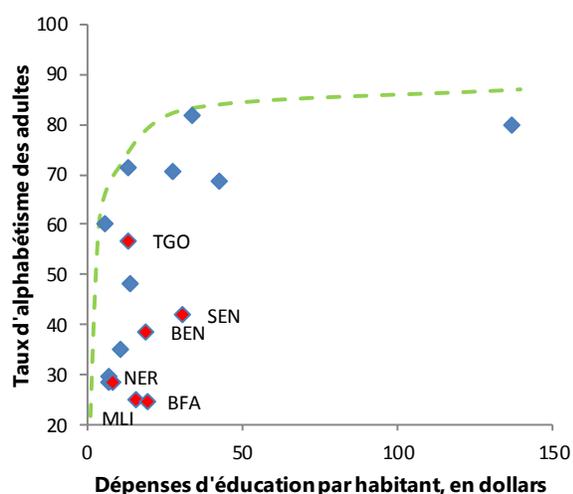
<sup>7</sup> Il est possible que des données ne soient pas disponibles pour tous les pays de l'UEMOA, et cela limite la couverture des estimations de l'efficacité et des économies.

|                          | Dépenses d'éducation en pour cent du PIB |         | Taux de scolarisation primaire (pour cent) |         | Taux d'alphabétisation des adultes |         |
|--------------------------|--|---------|--|---------|------------------------------------|---------|
|                          | 2003-07                                  | 2008-12 | 2003-07                                    | 2008-12 | 2003-07                            | 2008-12 |
| Moyenne UEMOA            | 4,0                                      | 4,4     | 74,9                                       | 88,9    | 35,4                               | 46,0    |
| Moyenne pays comparables | 4,9                                      | 4,8     | 90,7                                       | 101,5   | 41,5                               | 59,2    |

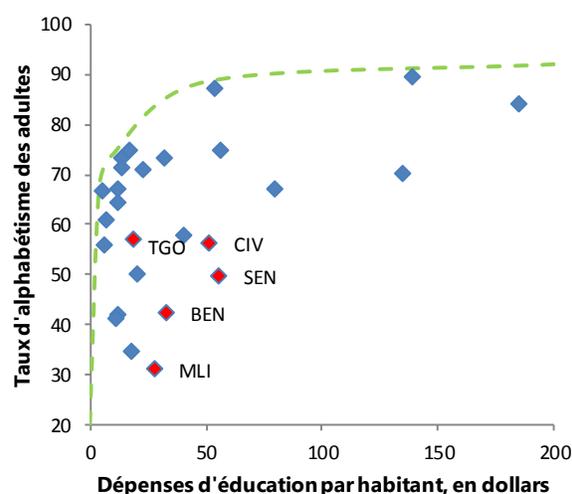
Source : Indicateurs du développement dans le monde, base de données du Département des finances publiques et calculs des services du FMI.

Graphique 4. UEMOA : Efficience des dépenses d'éducation

Graphique 4a. Efficience des dépenses d'éducation : taux d'alphabétisation et dépenses par habitant, 2003-07



Graphique 4b. Efficience des dépenses d'éducation : alphabétisation des adultes et dépenses par habitant, 2008-12



**15. L'analyse DEA confirme que l'efficience des dépenses d'éducation dans les pays de l'UEMOA est faible par rapport aux pays comparables.** En dépit des progrès accomplis sur le plan des indicateurs d'éducation, les pays de l'UEMOA sont à la traîne des pays comparables pour ce qui est de l'efficience technique de leurs dépenses d'éducation. Tous les pays de l'UEMOA se situent au-dessous de la frontière efficiente atteinte par les pays les plus efficaces en matière de dépenses d'éducation sur deux périodes, 2003-07 et 2008-12 (graphique 4a). Par exemple, avec des dépenses d'éducation moyennes proches de 5 pour cent du PIB pendant la période 2008-2012, le Bénin demeure bien en deçà de la frontière efficiente (graphique 4b) et est à la traîne des pays

comparables (par exemple, le Libéria, le Rwanda et le Togo) qui se trouvent au nord-ouest du Bénin dans le graphique de dispersion. Cela signifie que ces pays ont enregistré un taux d'alphabétisation des adultes plus élevé que le Bénin avec des dépenses par habitant moins élevées<sup>8</sup>. Un autre exemple est le Togo, qui est plus proche de la frontière que le Bénin, mais où le taux d'alphabétisation des adultes est bien plus faible qu'en Ouganda, qui avait le même niveau de dépenses. À partir de la distance par rapport à la frontière efficiente, il est possible d'estimer pour les pays de l'UEMOA les économies budgétaires qui pourraient être réalisées en atteignant les mêmes résultats. Pour obtenir des estimations réalistes, le calcul est limité aux pays de l'UEMOA qui possèdent des institutions et un niveau de développement similaires. Sur la base de cette méthode, les pays de l'UEMOA pourraient économiser en moyenne entre 1 et 2 pour cent du PIB en portant l'efficacité de leurs dépenses au niveau le plus élevé de l'Union.

**16. Les dépenses de santé dans les pays de l'UEMOA ont augmenté considérablement et les indicateurs de résultat se sont améliorés. Entre 2003-07 et 2008-10<sup>9</sup>, les dépenses de santé moyennes dans les pays de l'UEMOA sont passées d'environ 2,3 à 2,7 pour cent du PIB.** Les indicateurs de résultats ont aussi progressé, avec une augmentation de 2 ans de l'espérance de vie et une réduction d'environ 3 points du taux de mortalité infantile. Le graphique 5 montre que, si les pays de l'UEMOA se situent aussi au-dessous de la frontière efficiente en général, un petit nombre de pays s'est rapproché de la frontière en 2008-12 (par exemple, le Burkina Faso, le Mali et le Sénégal), où les indicateurs de résultats se sont améliorés plus rapidement par rapport à la variation des dépenses de santé.

| Dépenses de santé et indicateurs de résultats |   |         |   |         |                  |         |   |         |
|---|---|---------|---|---------|------------------|---------|---|---------|
|   | Dépenses publiques de santé (pour cent PIB) |         | Dépenses de santé privées (pour cent PIB) |         | Espérance de vie |         | Dépenses publiques de santé (pour cent PIB) |         |
|   | 2003-07                                     | 2008-10 | 2003-07                                   | 2008-10 | 2003-07          | 2008-10 | 2003-07                                     | 2008-10 |
| Moyenne UEMOA                                 | 2,3   | 2,7     | 3,3                                       | 3,5     | 53,8             | 55,6    | 859,3                                       | 887,6   |
| Moyenne pays comparables                      | 3,0   | 3,2     | 3,3                                       | 4,1     | 53,4             | 57,6    | 890,2                                       | 923,2   |

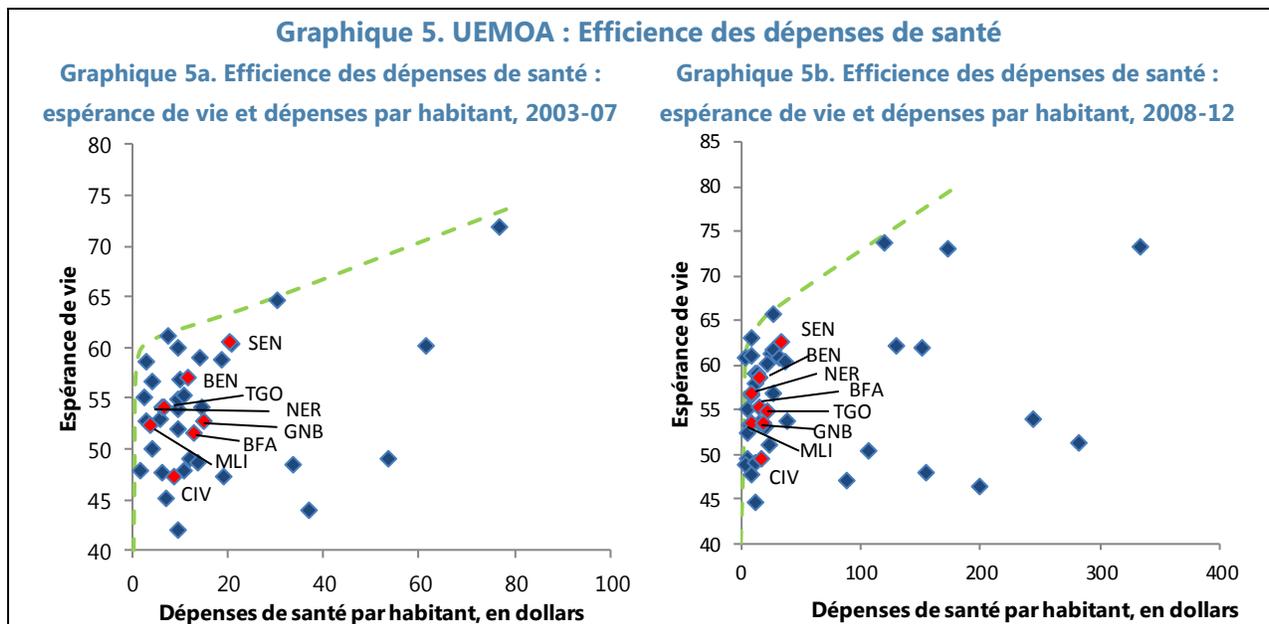
Source : Indicateurs du développement dans le monde, base de données du Département des finances publiques et calculs des services du FMI.

**17. L'analyse DEA confirme que l'efficacité des dépenses de santé est supérieure à celle des dépenses d'éducation, mais des économies restent possibles.** Quand on applique la DEA au

<sup>8</sup> Une analyse similaire qui utilise les dépenses d'éducation en pourcentage du PIB et les indicateurs de résultat correspondants donne des résultats concordants.

<sup>9</sup> En raison de données insuffisantes, la période la plus récente est limitée à 2008-10.

secteur de la santé, il faut inclure à la fois les dépenses publiques et privées. Bien que l'éducation de base soit généralement considérée comme un bien public qui devrait être intégralement financé par l'argent public, le secteur de la santé a besoin de dépenses privées considérables, en plus des dépenses publiques, pour atteindre les résultats correspondants; c'est pourquoi l'analyse DEA englobe les deux catégories de dépenses. En appliquant la même méthode que pour les dépenses d'éducation, la note d'efficacité des pays de l'UEMOA va de 43 pour cent (Guinée Bissau) à 100 pour cent (Sénégal) dans l'estimation de référence. En conséquence, les économies qui pourraient découler d'une plus grande efficacité des dépenses de santé se situent en moyenne entre 0,4 et 0,8 pour cent du PIB.



**18. Un accroissement de l'efficacité des dépenses publiques d'éducation et de santé peut non seulement créer de l'espace budgétaire, mais aussi promouvoir une croissance plus inclusive dans les pays de l'UEMOA.** Il ressort de notre analyse que la marge d'amélioration de l'efficacité des dépenses d'éducation et de santé dans les pays de l'UEMOA est importante. Si tous les pays de l'UEMOA portaient leur efficacité au niveau déjà atteint par le pays le plus efficace de l'Union, les économies budgétaires sont estimées à environ 1 à 3 pour cent du PIB. Donc, en plus de l'effort sur le plan fiscal, un accroissement de l'efficacité des dépenses pourrait contribuer largement à l'espace budgétaire dont les pays de l'UEMOA ont besoin pour investir davantage dans les infrastructures. Par ailleurs, les services d'éducation et de santé sont essentiels pour améliorer le bien-être des citoyens de l'UEMOA, ainsi que pour mettre en valeur le capital humain et accroître la productivité de la main-d'œuvre, et une amélioration de l'efficacité des dépenses pourrait donc aussi contribuer à une croissance plus inclusive.

## Bibliographie

Belhocine, Nazim. 2013. "Assessing Efficiency of Public Spending on Health and Education in Iceland. In *Iceland: Selected Issues*. International Monetary Fund, Washington.

Calderón, César. 2009. "Infrastructure and Growth in Africa," Policy Research Working Paper 4914, World Bank, Washington.

Commission for Africa. 2005. *Our Common Interest: Report of the Commission for Africa*. London: Commission for Africa.

Davoodi, H., and Grigorian, D. 2007. "Tax Potential vs. Tax Effort: A Cross-Country Analysis of Armenia's Stubbornly Low Tax Collection." Working Paper 07/106, International Monetary Fund, Washington.

Domínguez-Torres, Carolina Vivien Foster. 2011. *Benin's Infrastructure: A Continental Perspective*. Policy Research Working Paper 5689, World Bank, Washington

Foster, Vivien, and Cecilia Briceño-Garmendia, eds. 2009. *Africa's Infrastructure: A Time for Transformation*. Paris and Washington: Agence Française de Développement and World Bank. <http://www.infrastructureafrica.org>.

Gupta, Abhijit Sen. 2007. "Determinants of Tax Revenue Efforts in Developing Countries." Working Paper 07/184, International Monetary Fund, Washington.

Herrera, Santiago, and Gaobo Pang. 2005. "Efficiency of Public Spending in Developing Countries: An Efficiency Frontier Approach." Policy Research Working Paper No. 3645, World Bank, Washington.

Grigoli, Francesco, and Javier Kapsoli. 2013. "Waste Not, Want Not: The Efficiency of Health Expenditure in Emerging and Developing Economies" Working Paper 13/187, International Monetary Fund, Washington.

International Monetary Fund (IMF). 2013a. "Benin: 2012 Article IV Consultation and Fourth Review under the Extended Credit Facility Arrangement." Staff Report Côte D'Ivoire, International Monetary Fund, Washington.

———. 2013b. "Côte d'Ivoire: 2013 Article IV Consultation and Fourth Review Under The Extended Credit Facility Arrangement." International Monetary Fund, Washington.

———. 2013c. "Mali: 2012 Article IV Consultation, Request for Disbursement Under the Rapid Credit Facility and Cancellation of the Extended Credit Facility Arrangement." Staff Report, International Monetary Fund, Washington.

Pessino, Carola, and Ricardo Fenochietto. 2010. "Determining Countries' Tax Effort." *Hacienda Pública Española / Revista de Economía Pública* 195(4/2010): 65-87.

Torres, Clemencia, Cecilia M. Briceño-Garmendia, and Carolina Dominguez. 2011. *Senegal's Infrastructure: A Continental Perspective*. Policy Research Working Paper 5817, World Bank, Washington.

## Annexe I. Résultats des régressions par catégorie d'impôts

**Tableau 1. UEMOA : Déterminants du potentiel fiscal total**

| Recettes fiscales totales (pour cent du PIB)                           | PFR                  | AfSS                |
|--|----------------------|---------------------|
| PIB par habitant   | 5,133***<br>[1,571]  | 2,637<br>[1,879]    |
| Inflation, prix à la consommation (pour cent annuel)                   | 0,001<br>[0,013]     | 0,002<br>[0,013]    |
| Importations (pour cent du PIB)  | 0,126**<br>[0,060]   | -0,090<br>[0,089]   |
| Exportations (pour cent du PIB)  | -0,019<br>[0,058]    | 0,128<br>[0,102]    |
| Agriculture (pour cent du PIB)   | -0,087*<br>[0,046]   | -0,166**<br>[0,062] |
| Consommation (pour cent du PIB)  | -0,009<br>[0,052]    | 0,105<br>[0,093]    |
| Formation brute de capital fixe (pour cent du PIB)                     | -0,028<br>[0,058]    | 0,077<br>[0,098]    |
| Population urbaine (pour cent du total)                                | 0,126<br>[0,081]     | 0,109<br>[0,138]    |
| Rentes totales des ressources naturelles (pour cent du PIB)            | 0,020<br>[0,021]     | -0,015<br>[0,043]   |
| M2 (pour cent du PIB)  | 0,006<br>[0,039]     | -0,001<br>[0,027]   |
| Constante  | -27,967*<br>[13,758] | -14,466<br>[17,255] |
| Observations   | 571                  | 707                 |
| Nombre de id   | 33                   | 38                  |
| R au carré   | 0,445                | 0,113               |
| R2   | 0,435                | 0,101               |
| Erreurs-types robustes entre crochets, *** p<0,01, ** p<0,05, * p<0,1, |                      |                     |

**Tableau 2. UEMOA : Déterminants du potentiel des impôts sur le commerce extérieur**

| Recettes tirées des impôts sur le commerce (pour cent du PIB) | PFR                  | AfSS               |
|---|----------------------|--------------------|
| PIB par habitant  | -0,250<br>[0,739]    | -1,545<br>[1,375]  |
| Inflation, prix à la consommation (pour cent annuel)          | -0,005***<br>[0,001] | -0,004<br>[0,003]  |
| Importations (pour cent du PIB)                               | 0,050***<br>[0,012]  | -0,034<br>[0,045]  |
| Exportations (pour cent du PIB)                               | 0,009<br>[0,018]     | 0,021<br>[0,040]   |
| Population urbaine (pour cent du total)                       | -0,036<br>[0,088]    | -0,012<br>[0,204]  |
| Rentes totales des ressources naturelles (pour cent du PIB)   | 0,019<br>[0,014]     | -0,008<br>[0,034]  |
| Tendance  | -0,040<br>[0,049]    | -0,009<br>[0,115]  |
| Constante   | 4,878<br>[5,736]     | 17,929*<br>[9,827] |
| Observations  | 590                  | 716                |
| Nombre de id  | 33                   | 38                 |
| R au carré  | 0,204                | 0,036              |
| R2  | 0,194                | 0,0261             |
| Erreurs-types robustes entre crochets                         |                      |                    |
| *** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1                                |                      |                    |

**Tableau 3. UEMOA : Déterminants de l'impôt sur le revenu**

| Recettes tirées de l'impôt sur le revenu (pour cent du PIB) | PFR                   | AfSS                  |
|---|-----------------------|-----------------------|
| PIB par habitant  | 1,964***<br>[0,592]   | 2,370***<br>[0,626]   |
| Agriculture (pour cent du PIB)                              | -0,015<br>[0,020]     | -0,035*<br>[0,020]    |
| Consommation (pour cent du PIB)                             | 0,027***<br>[0,007]   | 0,025*<br>[0,013]     |
| Formation brute de capital fixe (pour cent du PIB)          | 0,024**<br>[0,010]    | 0,010<br>[0,013]      |
| Population urbaine (pour cent du total)                     | 0,045<br>[0,026]      | 0,091**<br>[0,035]    |
| Rentes totales des ressources naturelles (pour cent du PIB) | 0,023**<br>[0,010]    | 0,006<br>[0,014]      |
| M2 (pour cent du PIB)                                       | 0,019***<br>[0,007]   | 0,023**<br>[0,009]    |
| Masse salariale publique (pour cent du PIB)                 | 0,196***<br>[0,042]   | -0,000***<br>[0,000]  |
| Constante   | -15,962***<br>[4,419] | -19,051***<br>[5,101] |
| Observations  | 461                   | 629                   |
| Nombre de id  | 25                    | 35                    |
| R au carré  | 0,462                 | 0,201                 |
| R2  | 0,452                 | 0,191                 |
| Erreurs-types robustes entre crochets                       |                       |                       |
| *** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1                              |                       |                       |

**Tableau 4. UEMOA : Déterminants des impôts sur les biens et services**

| Recettes tirées des impôts sur les biens et services (pour cent du PIB) | PFR                   | AfSS                  |
|---|-----------------------|-----------------------|
| PIB par habitant  | 3.956***<br>[1.370]   | 4.415***<br>[1.270]   |
| Inflation, prix à la consommation (pour cent annuel)                    | 0.006<br>[0.008]      | 0.006<br>[0.006]      |
| Agriculture (pour cent du PIB)  | 0.004<br>[0.037]      | -0.026<br>[0.036]     |
| Consommation publique (pour cent du PIB)                                | 0.014<br>[0.069]      | 0.023<br>[0.046]      |
| Consommation des ménages (pour cent du PIB)                             | -0.038<br>[0.054]     | 0.042<br>[0.037]      |
| Formation brute de capital fixe (pour cent du PIB)                      | -0.042<br>[0.054]     | 0.003<br>[0.034]      |
| Population urbaine (pour cent du total)                                 | 0.157**<br>[0.072]    | 0.129*<br>[0.064]     |
| M2 (pour cent du PIB)   | 0.013<br>[0.016]      | 0.023<br>[0.019]      |
| Importations (pour cent du PIB)   | 0.081<br>[0.060]      | 0.021<br>[0.036]      |
| Exportations (pour cent du PIB)   | -0.043<br>[0.063]     | 0.021<br>[0.035]      |
| Constante   | -26.563**<br>[11.500] | -37.550***<br>[9.178] |
| Observations  | 571                   | 698                   |
| Nombre de id  | 33                    | 38                    |
| R Squared   | 0.349                 | 0.397                 |
| R2  | 0.338                 | 0.388                 |
| Erreurs-types robustes entre crochets                                   |                       |                       |
| *** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1  |                       |                       |

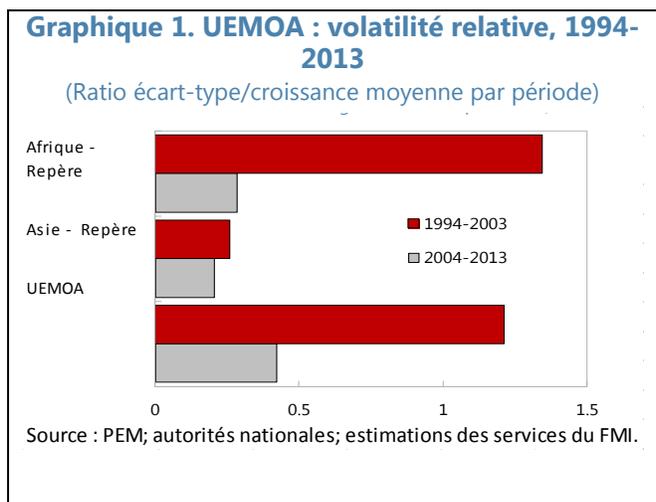
# STABILITÉ, DÉVELOPPEMENT ET INCLUSION DANS LE SECTEUR FINANCIER AU SEIN DE L'UEMOA<sup>10</sup>

À partir des indicateurs de stabilité, de financiarisation et d'inclusion les plus récents, ce document fournit des éléments de comparaison de la situation de l'UEMOA à des groupes de pays de référence pour plusieurs composantes du développement financier. Une régression de la volatilité de la croissance en fonction du développement financier montre que la croissance dans l'UEMOA au cours des dernières décennies aurait pu être nettement plus stable si le développement financier s'était situé aux niveaux des groupes de pays asiatiques ou africains de référence.

## A. Introduction

**1. Si la croissance du crédit à l'économie est solide, des écarts de développement financier importants sont relevés dans la région.** La croissance du crédit à l'économie demeure solide, à environ 15 pour cent en glissement annuel, et le ratio crédit/PIB du pays moyen de l'UEMOA est conforme à ses fondamentaux macroéconomiques (voir aussi FMI 2015). Toutefois, la région est en proie à des difficultés pour d'autres aspects du développement financier. Concernant la réglementation et la stabilité financière, les normes prudentielles dans l'UEMOA sont peu contraignantes par rapport aux autres pays et ne sont pas bien appliquées. Les indicateurs d'inclusion financière se sont améliorés récemment mais ils restent en deçà de ceux d'un groupe de pays africains (Ghana, Kenya, Lesotho, Ouganda, Rwanda, Tanzanie et Zambie) et asiatiques (Bangladesh, Cambodge, Inde, Laos, Népal et Viet Nam) qui affichaient des niveaux de développement semblables à ceux des pays de l'UEMOA dans les années 90 mais ont depuis enregistré une croissance plus soutenue.

**2. Alors que la volatilité de la croissance a aussi diminué dans ces pays de référence sur le même horizon, il faut se demander dans quelle mesure cette stabilité observée découle de l'évolution du secteur financier.** La croissance s'est révélée instable dans l'UEMOA, même en excluant les fortes fluctuations de la croissance du PIB réel par habitant en Côte d'Ivoire imputables aux épisodes d'instabilité politique (graphique 1). Comme les pays de référence africains et asiatiques, qui sont en moyenne parvenus à accélérer plus franchement leur développement financier, ont aussi enregistré une croissance plus



<sup>10</sup> Préparé par Rachid Awad, Monique Newiak et Yanmin Ye

stable pendant la dernière décennie, il faut se demander dans quelle mesure une poursuite du développement financier dans la région pourrait atténuer ces variations de la croissance. Pour répondre à cette question, ce chapitre teste si l'indice du développement financier mis au point récemment par Sahay *et al.* (2015) a un impact significatif sur la volatilité de la croissance dans une régression de panel avec les facteurs usuels d'instabilité de la croissance. Les résultats semblent indiquer que l'écart de développement financier dans l'UEMOA par rapport aux pays de référence africains et asiatiques peut être à l'origine de 10 pour cent du différentiel de volatilité de la croissance entre l'UEMOA et ces groupes au cours des dernières décennies. En outre, comme le soulignent Sahay *et al.* (2015), un secteur financier plus développé pourrait aussi stimuler la croissance elle-même.

**3. Le document s'articule comme suit.** Les trois parties ci-après décrivent succinctement l'évolution récente du secteur financier sous trois angles : (i) la stabilité bancaire et financière, (ii) l'inclusion financière, dont la microfinance, et (iii) un indice composite de la stabilité financière. La quatrième partie analyse ensuite le rôle joué par le développement financier, entre autres facteurs, dans la réduction de la volatilité de la croissance.

## B. Évolution de la stabilité bancaire et financière

**4. Le secteur bancaire dans l'UMOA a enregistré une croissance régulière ces dernières années, avec des variations entre pays membres** (graphique 2, pages 1 et 2). Cette croissance, qui s'est établie à 15 pour cent par an en moyenne, s'explique par le développement constant des activités et produits bancaires et par leur ampleur dans la région UEMOA. Le secteur bancaire joue aussi un rôle grandissant de financement de l'économie. Si le crédit au secteur privé demeure l'une des principales activités bancaires, les expositions des banques au risque souverain augmentent à plus de 26 pour cent du total des actifs en 2015 (graphique 2, pages 3 à 6).

**5. Les indicateurs prudentiels des banques demeurent relativement médiocres et inférieurs à ceux des autres pays d'Afrique subsaharienne (AfSS), et les normes réglementaires sont moins contraignantes** (graphique 3, pages 1 à 4). Des données préliminaires indiquent que le ratio de fonds propres a atteint environ 12 pour cent en juin 2015 (contre 9,6 pour cent en juin 2014) mais qu'il reste nettement en deçà des moyennes de 18 pour cent observées dans les pays d'AfSS. En outre, la moindre qualité du crédit demeure un important facteur de dissuasion pour la solidité des banques de l'UMOA. En fait, les prêts improductifs des banques en valeur brute ont atteint 15,8 pour cent du total des prêts en 2014 et ces prêts en valeur nette ont représenté 33,5 pour cent du capital des banques, soit deux ratios bien plus élevés qu'en AfSS (respectivement 8 pour cent et 10,7 pour cent), malgré les efforts déployés par la Commission bancaire pour renforcer les capacités opérationnelles et le contrôle bancaire ces dernières années, notamment après les perturbations de son activité consécutive à la crise en Côte d'Ivoire en 2011. La situation des pays de l'UEMOA en ce qui concerne le niveau des fonds propres et la qualité des créances seraient pire, si nous tenons compte du fait que les normes de fonds propres dans le secteur bancaire de l'UMOA reposent toujours sur les règles de Bâle I (alors que d'autres pays d'AfSS sont déjà passés à Bâle II/III) et que les règles de classification des crédits sont moins rigoureuses que les normes internationales.

**6. Les réformes de la réglementation en cours par la BCEAO vont dans le bon sens.** Les initiatives prises par les autorités de réglementation et de contrôle pour mettre le cadre réglementaire en conformité avec les exigences de Bâle II et III sont encourageantes. Néanmoins, il faudrait accorder une importance équivalente à l'application de limites prudentielles. Cela reste un problème dans l'UMOA, où 25 pour cent des banques en moyenne enfreignent les règles prudentielles. En outre, le cadre de réglementation et de contrôle doit couvrir d'autres aspects liés à une surveillance efficace, notamment une surveillance consolidée.

### C. Évolution de l'accès aux services financiers

**7. L'accès aux services financiers s'est amélioré dans la plupart des pays de l'UMOA mais reste moindre que dans les pays de référence** (graphique 4, pages 1-2). Cet accès, mesuré par la part de la population détenant un compte bancaire, a nettement progressé dans les pays de l'UMOA entre 2011 et 2014. La part de la population titulaire d'un compte a plus que doublé au Sénégal, de près de 6 pour cent à pratiquement 12 pour cent. Au Niger, cette proportion a grimpé d'un faible niveau de 1,5 pour cent à près de 3,5 pour cent. Au Bénin, au Togo et au Mali, elle a augmenté de plus de 50 pour cent. En outre, toutes les catégories de population n'ont pas autant bénéficié de cette amélioration de l'accès (graphique 4, pages 3-6). Les écarts d'accès aux services financiers selon le sexe, l'âge, l'éducation et le revenu demeurent relativement importants et se sont même creusés dans certains cas. La part de la population possédant une carte de débit ou de crédit reste aussi bien plus faible dans les pays de l'UEMOA que dans les groupes de référence.

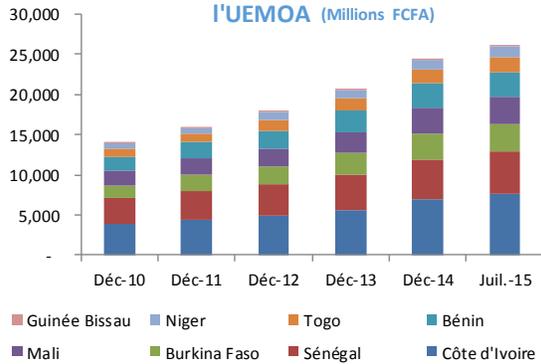
### D. Évolution de la microfinance

**8. Si les activités de microfinance montent régulièrement en puissance dans l'UEMOA, elles restent limitées par rapport à celles du secteur bancaire.** On dénombrait environ 724 institutions de microfinance (IMF) fin juin 2015 (graphique 7). Leurs activités de dépôt et de crédit ont enregistré une croissance annuelle moyenne stable de respectivement 12,2 pour cent et 9,9 pour cent. Toutefois, ces activités restent encore très réduites par rapport à celles du secteur bancaire. Si les institutions de microfinance sont un outil puissant pour favoriser l'inclusion financière dans l'UEMOA, elles posent des problèmes parmi lesquels une mauvaise gestion du crédit, une gouvernance médiocre, des systèmes d'information et contrôles internes déficients, une application insuffisante des règles prudentielles et l'absence d'un agrément en bonne et due forme pour certaines d'entre elles. Afin de résoudre ces problèmes, les autorités de l'UMOA ont entrepris de liquider de nombreuses IMF et d'annuler leur agrément et de fermer un grand nombre d'IMF dépourvues d'agrément. Certaines des solutions retenues par les autorités de l'UMOA ont aussi consisté à regrouper des IMF de petite taille dans des réseaux, à garantir une surveillance rapprochée des IMF à problème et à déclarer certaines d'entre elles (13 au 30 juin 2015) sous administration provisoire. Par ailleurs, les initiatives prises par la BCEAO pour élaborer une stratégie d'inclusion financière à l'échelle régionale et la création d'un système de communication des informations sur le crédit pour les IMF constituent des outils supplémentaires pour renforcer la stabilité du système et lui permettre de jouer le rôle qui lui est dévolu.

### Graphique 2. UEMOA : Croissance du système bancaire dans l'UMOA

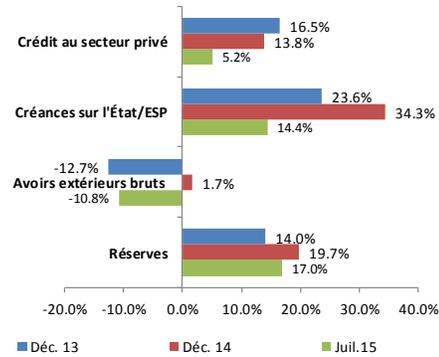
Le système bancaire a enregistré une croissance régulière ces dernières années...

Évolution des actifs bancaires de l'UEMOA (Millions FCFA)



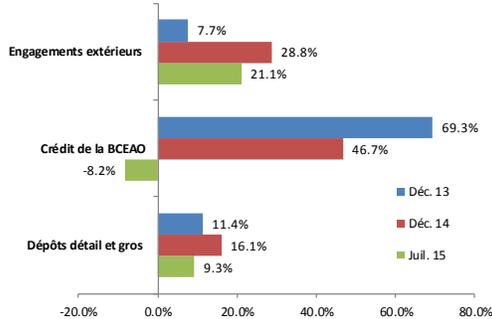
La croissance du crédit au secteur privé ralentit; les avoirs extérieurs bruts diminuent alors que les créances souveraines progressent de manière régulière.

Croissance des ppaux actifs



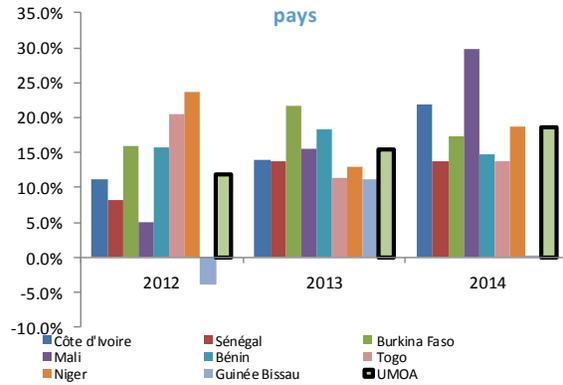
Si les engagements extérieurs augmentent de manière régulière, la hausse sensible des crédits accordés par la BCEAO aux banques ces dernières années s'est amenuisée au début de cette année.

Croissance des ppaux engagements



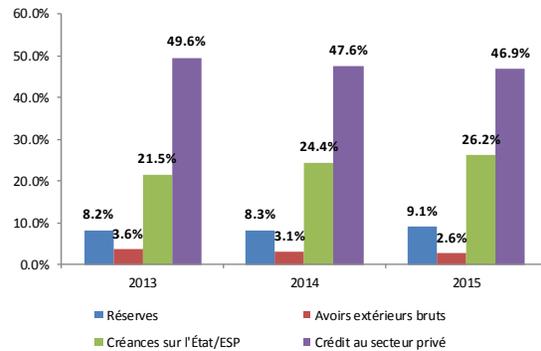
... mais cette croissance a été inégale dans les différents pays de l'UMOA

Croissance des actifs bancaires de l'UEMOA par pays



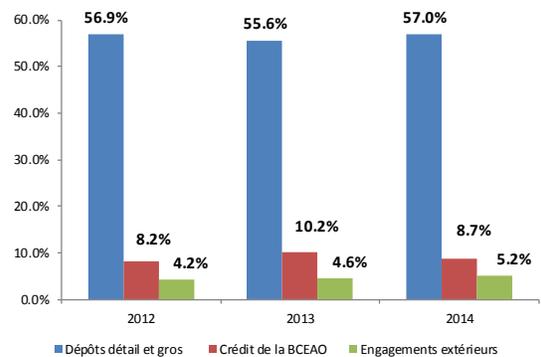
Ainsi, les expositions au risque souverain représentent plus de 25 pour cent des actifs du système bancaire aujourd'hui et le crédit au secteur privé a légèrement reculé par rapport à la base d'actifs.

Composition des actifs (ppaux postes)



Les opérations de financement de la BCEAO constituent toujours une bonne part des engagements des banques néanmoins et les engagements extérieurs deviennent plus importants.

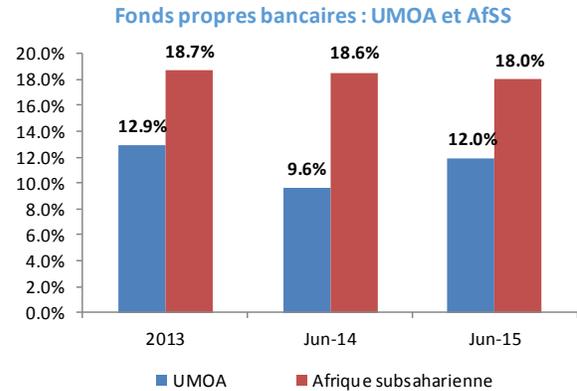
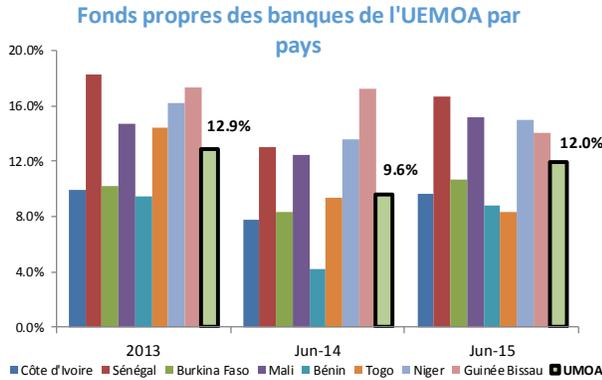
Composition des passifs (ppaux postes)



### Graphique 3. Indicateurs prudentiels des banques de l'UMOA

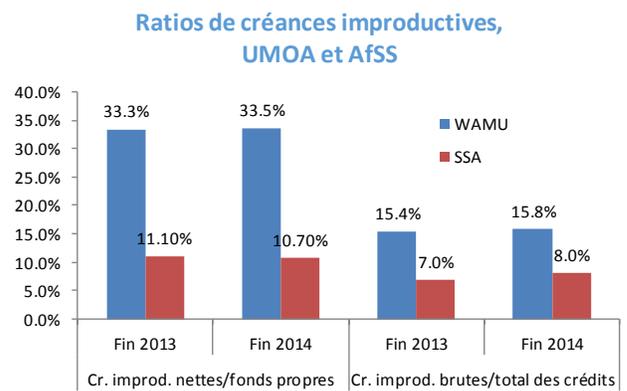
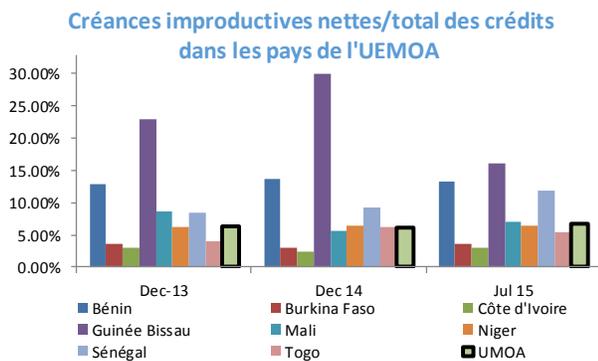
Si le ratio de fonds propres pour le système bancaire de l'UMOA a augmenté, il reste néanmoins faible, certains pays affichant des ratios proches des niveaux minimum.

Le ratio de fonds propres des banques de l'UMOA reste faible par rapport aux moyennes des pays d'AfSS.



Le ratio prêts improductifs nets / total des prêts a légèrement augmenté récemment.

Les pays de l'UMOA affichent des ratios de prêts improductifs nettement plus élevés que les moyennes des pays d'AfSS.

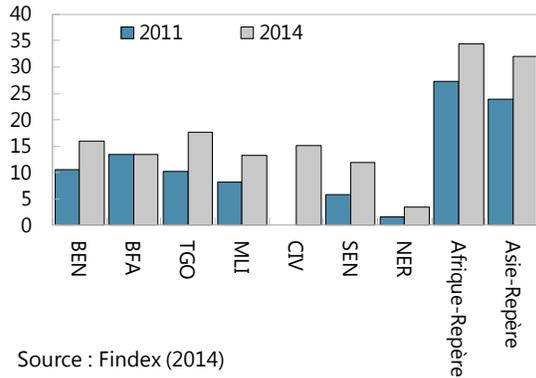


### Graphique 4. UEMOA: Accès aux services financiers

L'accès à un compte auprès d'un établissement financier a progressé dans la plupart des pays de l'UEMOA mais reste bien en deçà des niveaux de référence.

#### Compte auprès d'un établissement financier

(pourcentage des plus de 15 ans)

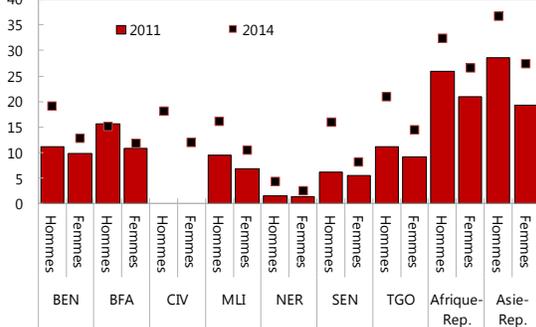


Source : Findex (2014)

Si les hommes comme les femmes ont tiré parti de cette progression en moyenne, les hommes en ont profité de manière disproportionnée dans certains pays.

#### Compte auprès d'un établissement financier

(pourcentage des plus de 15 ans, par genre)

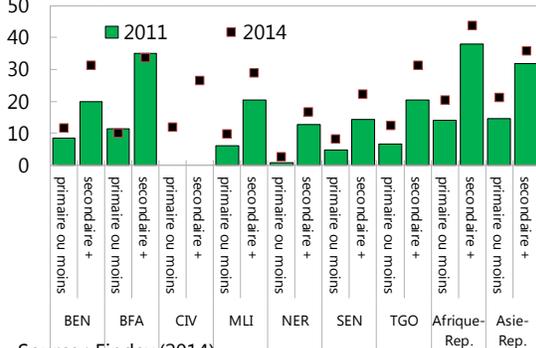


Source : Findex (2014).

...tout comme les catégories de population moins instruites...

#### Compte auprès d'un établissement financier

(pourcentage des plus de 15ans, par niveau d'éducation)

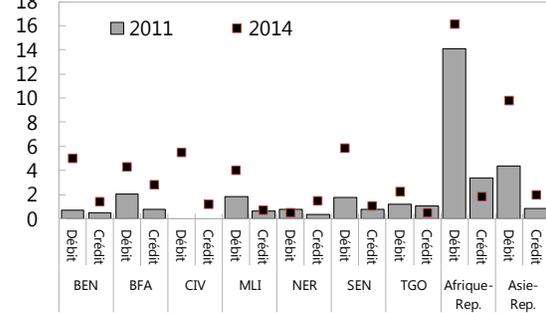


Source : Findex (2014).

Les taux de pénétration des cartes de crédit et de débit restent faibles.

#### Carte de débit ou de crédit

(pourcentage des plus de 15 ans)

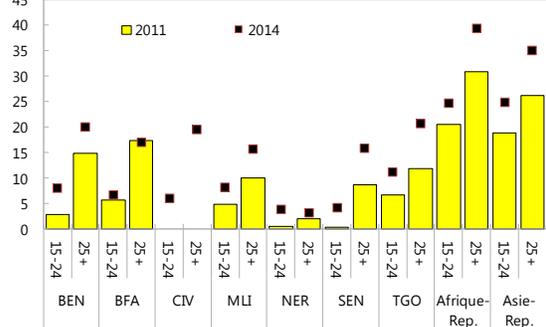


Source : Findex (2014).

Les jeunes adultes sont beaucoup moins susceptibles de détenir un compte auprès d'un établissement financier...

#### Compte auprès d'un établissement financier

(pourcentage des plus de 15 ans, par âge)

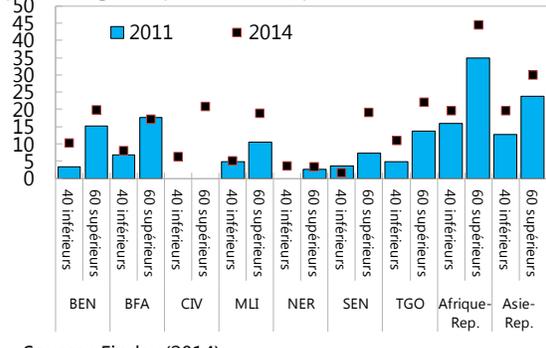


Source : Findex (2014).

...et les catégories de population plus pauvres

#### Compte auprès d'un établissement financier

(pourcentage des plus de 15 ans, par revenu)

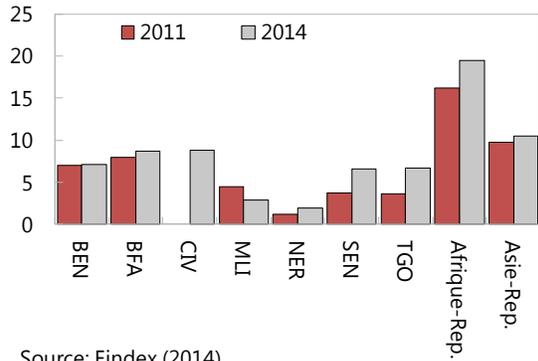


Source : Findex (2014).

### Graphique 5. UEMOA : Utilisation des services financiers

Le nombre de personnes détenant un compte d'épargne auprès d'un établissement financier n'a pas augmenté dans les mêmes proportions...

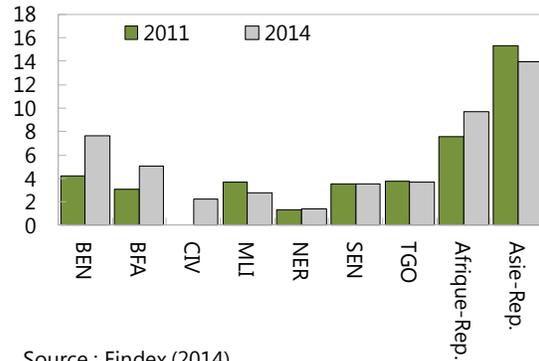
#### Épargne auprès d'un établissement financier (pourcentage des plus de 15 ans)



Source: Findex (2014)

...et les tendances en matière d'emprunt sont aussi inégales...

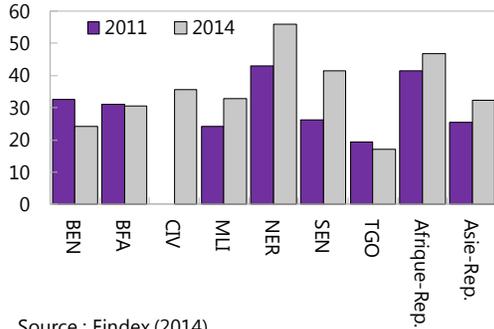
#### Emprunts auprès d'un établissement financier (pourcentage des plus de 15 ans)



Source : Findex (2014)

...alors que les fonds empruntés à la famille ou à des amis demeurent élevés et comparables aux niveaux des pays de référence.

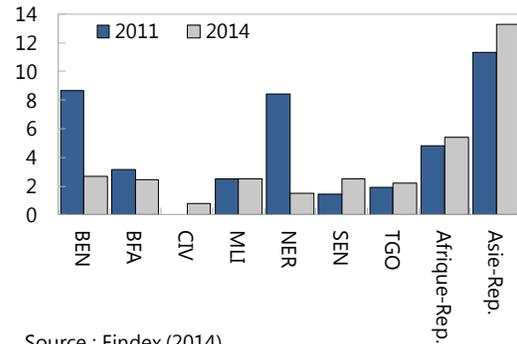
#### Emprunts auprès de parents ou amis (pourcentage des plus de 15 ans)



Source : Findex (2014)

Les fonds empruntés auprès de prêteurs informels sont limités et ont diminué dans certains cas.

#### Emprunts auprès de prêteurs privés informels (pourcentage des plus de 15 ans)



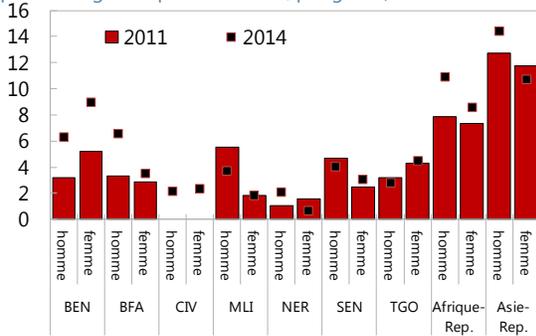
Source : Findex (2014)

**Graphique 6. UEMOA : Utilisation des services financiers par catégories de population**

Le pourcentage de femmes empruntant auprès d'un établissement financier est plus élevé que celui des hommes dans certains pays.

**Emprunts auprès d'un établissement financier**

(pourcentage des plus de 15 ans, par genre)

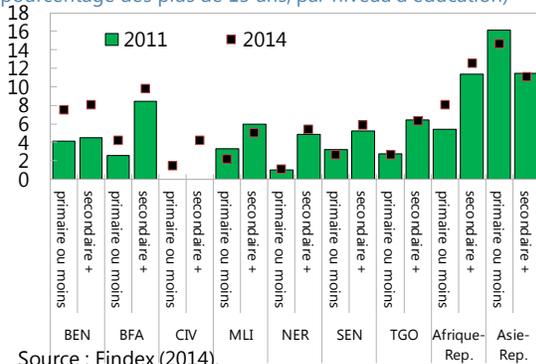


Source : Findex (2014).

...tout comme la part de ceux qui empruntent et ont suivi un enseignement primaire ou inférieur...

**Compte auprès d'un établissement financier**

(pourcentage des plus de 15 ans, par niveau d'éducation)

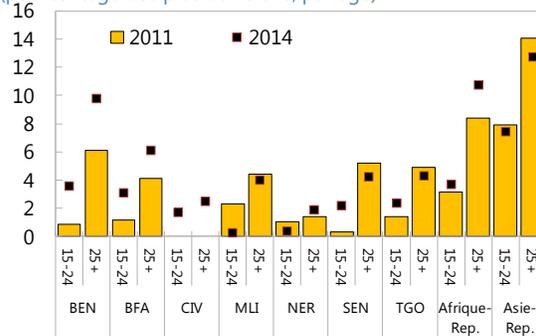


Source : Findex (2014).

Le pourcentage de jeunes adultes empruntant auprès d'un établissement financier est très faible...

**Emprunts auprès d'un établissement financier**

(pourcentage des plus de 15 ans, par âge)

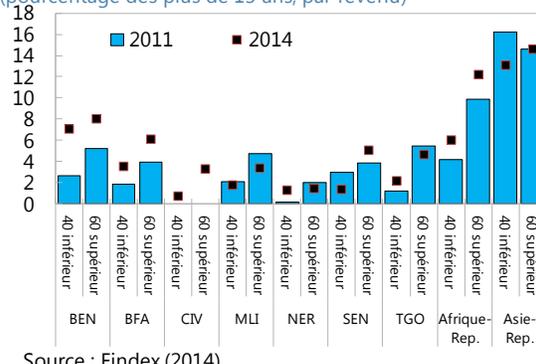


Source : Findex (2014).

...et la part de ceux qui empruntent parmi les habitants les plus pauvres.

**Compte auprès d'un établissement financier**

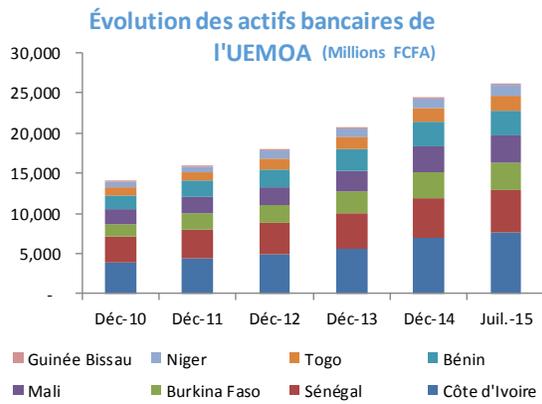
(pourcentage des plus de 15 ans, par revenu)



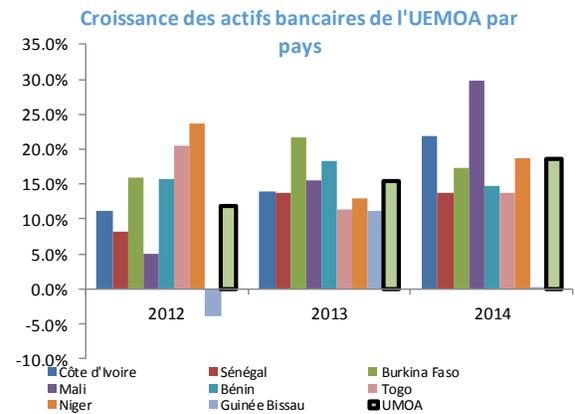
Source : Findex (2014).

### Graphique 7. UEMOA : Évolution des activités de microfinance au sein de l'UEMOA

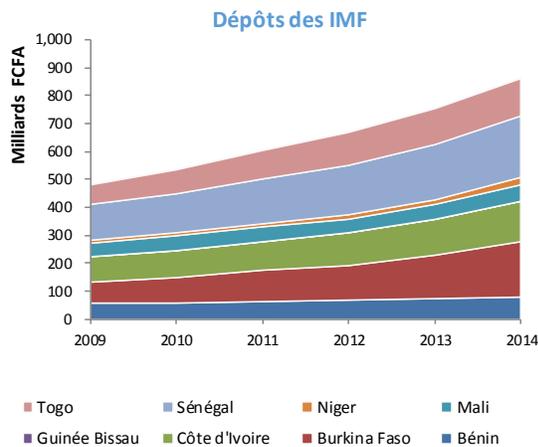
Le nombre d'IMF a diminué et le Sénégal en compte le plus...



...mais le système est stable et de petite taille par rapport au système bancaire

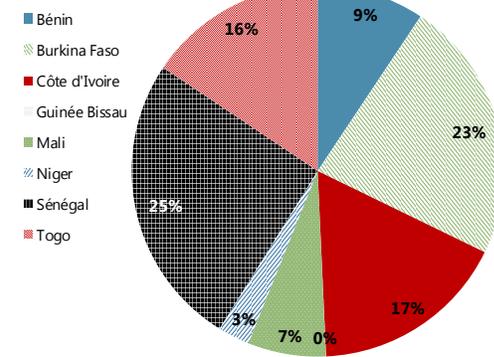


Les dépôts auprès des IMF augmentent constamment...

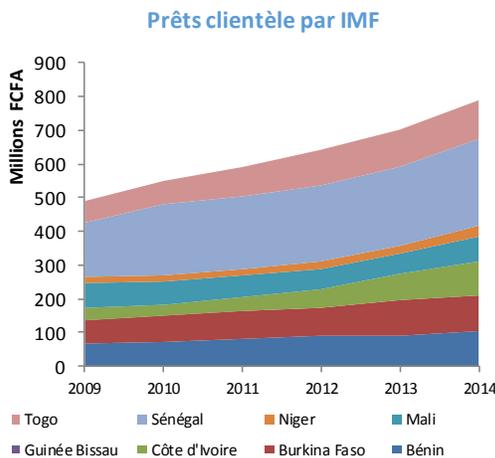


...et le Sénégal et le Burkina Faso dominent toujours le marché

Répartition des dépôts des IMF par pays 2014

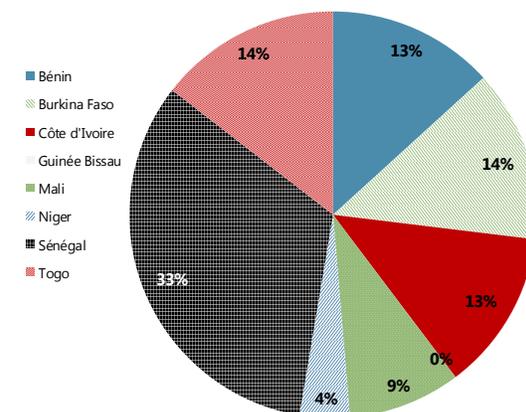


Les crédits à la clientèle progressent aussi de manière régulière...



...le Sénégal domine aussi le marché avec peu d'autres intervenants

Répartition des prêts clientèle par pays 2014



## E. Indicateur composite du développement financier

**9. Un indicateur composite permet de classer la performance de l’UEMOA en termes de développement financier selon plusieurs critères.** Le nouvel indice général du développement financier mis au point par Svirydzhenka (2016) et Sahay *et al.* (2015) permet de comparer l’UEMOA à des groupes de référence en fonction de ses établissements et marchés financiers. Les établissements financiers sont évalués en termes d’accès (nombre de succursales bancaires et de DAB pour 100.000 adultes), de profondeur (crédit au secteur privé/PIB, actifs des fonds de pension/PIB, actifs des OPCVM/PIB, primes d’assurance/PIB) et d’efficacité (marge d’intérêt nette, écart taux débiteur/créancier, produit hors intérêts/produit total, frais généraux/total des actifs, rentabilité des fonds propres). Les marchés financiers sont aussi évalués d’après ces critères. La profondeur est illustrée par les ratios capitalisation boursière/PIB et valeur des actions échangées/PIB, entre autres indicateurs. L’accès est mesuré par le pourcentage de la capitalisation boursière à l’exclusion des dix plus grandes sociétés et par le nombre total d’émetteurs de dette. L’efficacité est représentée par le volume des transactions rapporté à la capitalisation boursière.

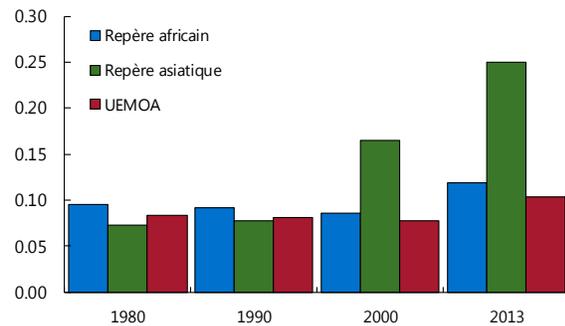
**10. L’indicateur composite de l’inclusion financière donne à penser que l’UEMOA reste à la traîne des groupes de référence pour ce qui est du développement des établissements et marchés financiers.** Le graphique 8 illustre la performance de l’UEMOA d’après ces indicateurs. Si le niveau de développement financier dans l’UEMOA était semblable à celui des autres régions dans les années 1980 et 1990, les pays de l’UEMOA ont été dépassés, notamment par le groupe de pays asiatiques de référence, dans les années 2000 et aujourd’hui. Si l’on observe une grande différence entre la performance de l’UEMOA en termes d’établissements financiers et celle du groupe de référence asiatique, l’écart est encore plus important pour l’indice des marchés financiers. Le développement des marchés financiers en particulier semble limité dans la plupart des pays de l’UEMOA, à l’exception de la Côte d’Ivoire. Toutefois, ces faibles niveaux sont comparables à ceux du groupe de pays africains de référence.

### Graphique 8. UEMOA : Comparaison du développement financier

S'ils affichaient des niveaux de développement financier semblables au départ dans les années 1980 et 1990, les pays de l'UEMOA sont aujourd'hui dépassés par ceux des groupes de référence.

L'écart en termes d'établissements financiers avec le groupe de pays asiatiques de référence est très important...

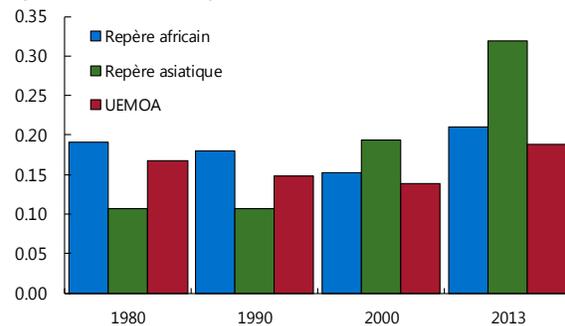
#### Indice de développement financier (0-faible; 1-élevé)



Sources : Svirydzhenka (à paraître).

...mais il est particulièrement frappant pour les marchés financiers.

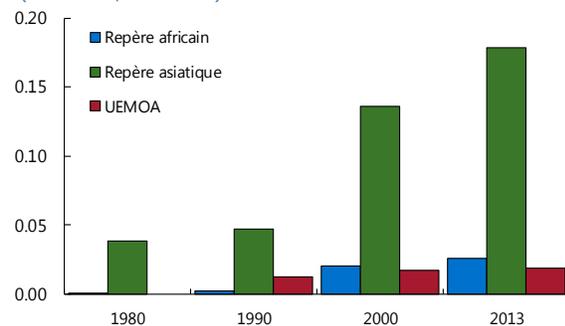
#### Indice d'établissements financiers (0-faible; 1-élevé)



Sources : Svirydzhenka (à paraître).

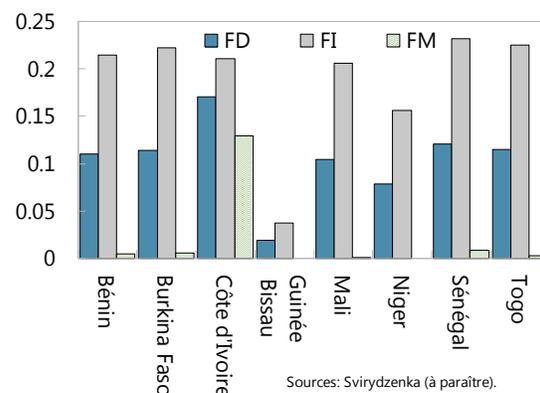
Le développement des marchés financiers est très limité dans la plupart des pays de l'UEMOA, à l'exception de la Côte d'Ivoire.

#### Indice de marchés financiers (0-faible; 1-élevé)



Sources : Svirydzhenka (forthcoming)

#### Indices de développement financier, 2013 (0-faible, 1-élevé)



Sources : Svirydzhenka (à paraître).

## F. Développement financier et volatilité de la croissance dans l'UEMOA

**11. Cette section s'efforce d'évaluer en quoi la poursuite du développement financier pourrait contribuer à réduire la volatilité de la croissance dans l'UEMOA.** Dans le prolongement des travaux de Sahay *et al.* (2015), nous procédons à la régression des écarts-types glissants de la croissance (période de cinq ans qui s'achève pendant l'année en cours) en fonction de l'indice du développement financier et d'une série de variables de contrôle : PIB par habitant (en PPA) au départ, ouverture commerciale et financière, exportations d'énergie en pourcentage du PIB, instabilité de la croissance extérieure, entrées de capitaux brutes dans la région hors pays en question, variations des termes de l'échange, indice d'organisation politique, variables muettes pour pays en transition et centres offshore, croissance du PIB par habitant et solde des administrations

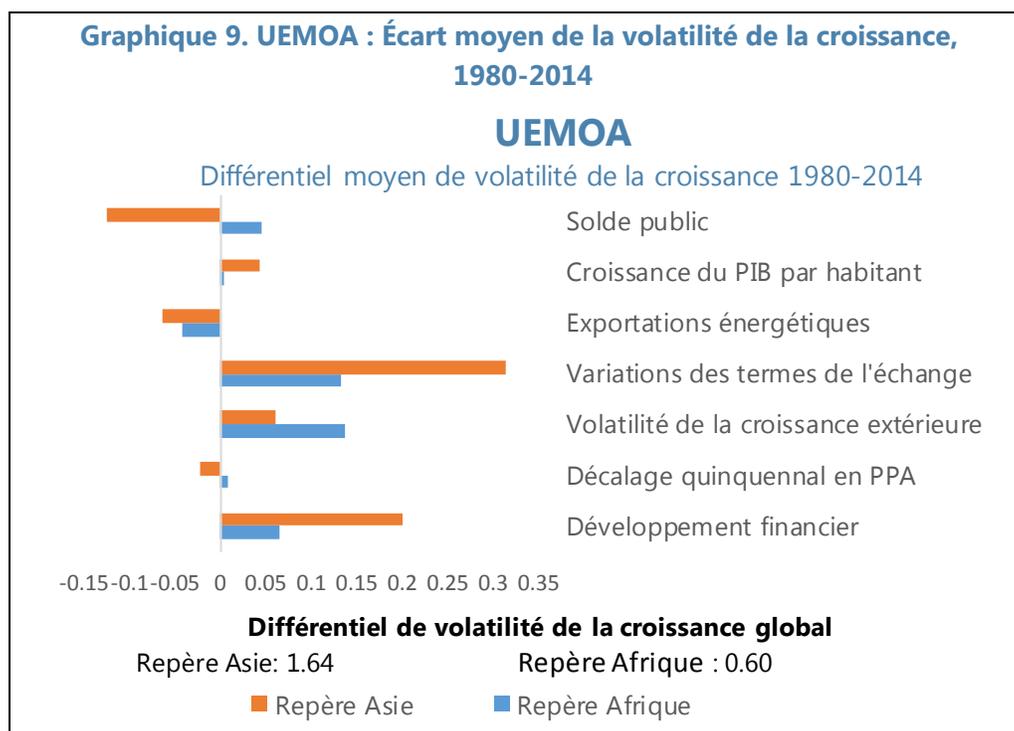
publiques. Le tableau 1 présente les résultats de cette régression pour trois séries de régressions : (i) prise en compte de l'indicateur composite du développement financier, (ii) décomposition de l'indicateur en deux (établissements financiers et marchés financiers) et (iii) décomposition ultérieure de ces deux aspects en trois critères (profondeur, accès et efficacité). Les résultats semblent indiquer qu'un développement financier plus marqué va de pair avec une volatilité moindre de la croissance et que la corrélation devient moins forte pour des niveaux de développement financier plus élevés.

Tableau 1. UEMOA : Explication de la volatilité de la croissance

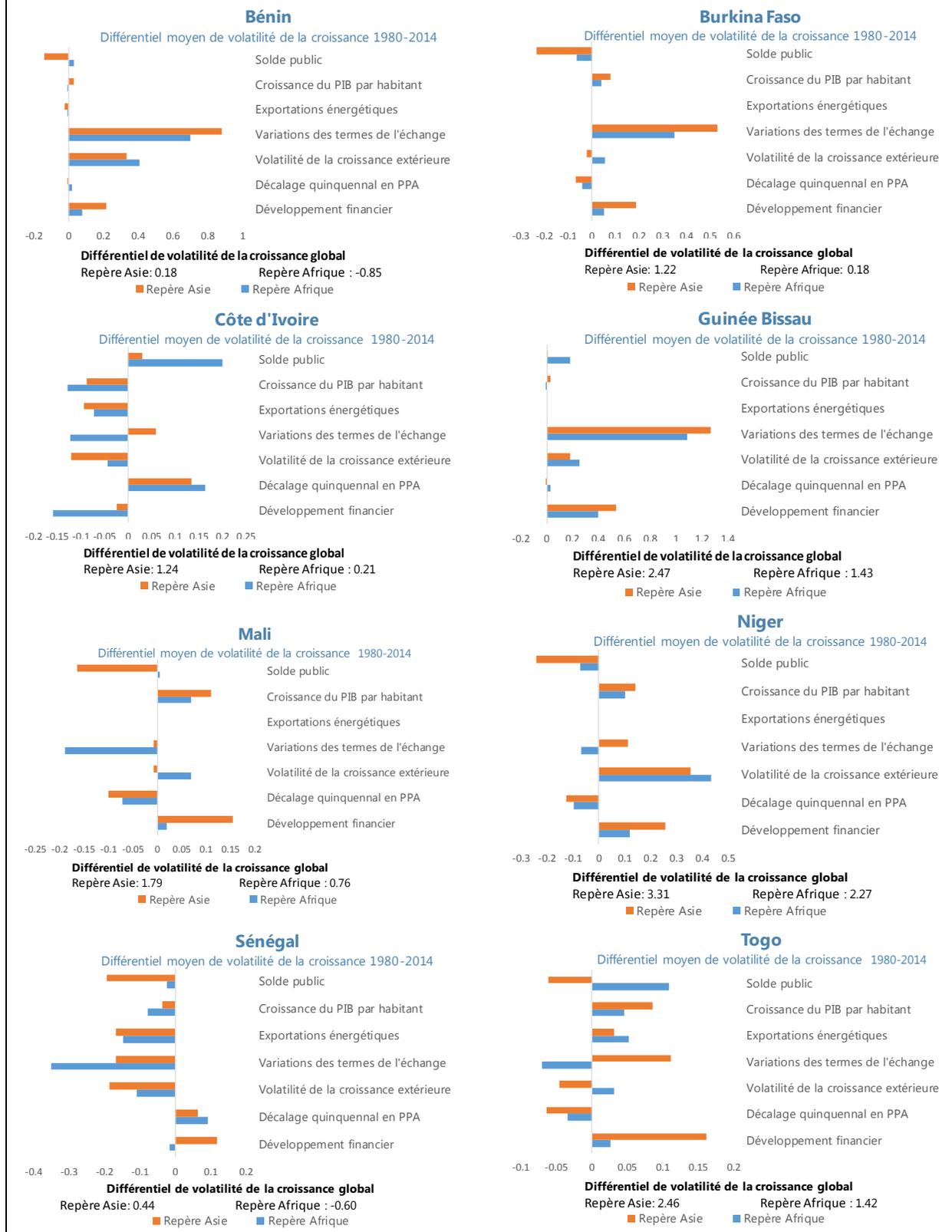
|   | <i>DF - Index général</i> | <i>DF Sous-<br/>composants</i> | <i>IF et MF Sous-<br/>composants</i> |
|---|---------------------------|--------------------------------|--------------------------------------|
| <i>Indice de développement financier</i>                      | -4.65***                  |                                |                                      |
| <i>Indice de développement financier</i> <sup>2</sup>         | 3.35*                     |                                |                                      |
| <i>Établissements financiers</i>                              |                           | -1.000                         |                                      |
| <i>Établissements financiers</i> <sup>2</sup>                 |                           | -0.44                          |                                      |
| <i>Marchés financiers</i>                                     |                           | -4.39***                       |                                      |
| <i>Marchés financiers</i> <sup>2</sup>                        |                           | 4.73***                        |                                      |
| <i>Accès aux établissements financiers</i>                    |                           |                                | -2.14**                              |
| <i>Accès aux établissements financiers</i> <sup>2</sup>       |                           |                                | 1.51*                                |
| <i>Profondeur des établissements financiers</i>               |                           |                                | -2.22                                |
| <i>Profondeur des établissements financiers</i> <sup>2</sup>  |                           |                                | 2.02                                 |
| <i>Efficiences des établissements financiers</i>              |                           |                                | -2.81*                               |
| <i>Efficiences des établissements financiers</i> <sup>2</sup> |                           |                                | 3.96**                               |
| <i>Accès aux marchés financiers</i>                           |                           |                                | -1.87                                |
| <i>Accès aux marchés financiers</i> <sup>2</sup>              |                           |                                | 1.83                                 |
| <i>Profondeur des marchés financiers</i>                      |                           |                                | -1.21                                |
| <i>Profondeur des marchés financiers</i> <sup>2</sup>         |                           |                                | -0.04                                |
| <i>Efficiences des marchés financiers</i>                     |                           |                                | -1.31                                |
| <i>Efficiences des marchés financiers</i> <sup>2</sup>        |                           |                                | 1.72                                 |
| <i>PIB par habitant décalage 5 ans</i>                        | 0.00***                   | 0.00***                        | 0.00***                              |
| <i>Ouverture au commerce décalage 5 ans</i>                   | 0.000                     | 0.000                          | 0.000                                |
| <i>Ouverture financière décalage 5 ans</i>                    | 0.01                      | 0.01                           | 0.01                                 |
| <i>Exportations énergétiques (% du PIB) décalage</i>          | 0.09*                     | 0.09*                          | 0.10*                                |
| <i>Volatilité de la croissance étrangère</i>                  | 0.43***                   | 0.43***                        | 0.44***                              |
| <i>Entrées de capitaux bruts</i>                              | 0.01                      | 0.02                           | 0.03                                 |
| <i>Variations des termes de l'échange</i>                     | 0.04***                   | 0.04***                        | 0.04***                              |
| <i>Indice d'organisation politique</i>                        | 0.01                      | 0.01                           | 0.03                                 |
| <i>Exportations énergétiques (% du PIB) décalage</i>          | 1.2                       | 1.100                          | 0.85                                 |
| <i>Croissance du PIB par habitant en PPA</i>                  | 0.00***                   | 0.00***                        | 0.00***                              |
| <i>Solde public</i>   | -0.11***                  | -0.11***                       | -0.10***                             |
| <i>Constant</i>   | 1.98***                   | 1.93***                        | 1.97***                              |
| <i>Observations</i>   | 2312                      | 2312                           | 2312                                 |
| <i>Nombre de pays</i>   | 103                       | 103                            | 103                                  |
| <i>R<sup>2</sup></i>  | 0.12                      | 0.12                           | 0.12                                 |

**12. Un exercice de décomposition montre que la volatilité de la croissance aurait pu être moins forte si le développement financier dans l'UEMOA s'était situé aux niveaux de référence.** Le graphique 9 fait apparaître le rôle joué par le développement financier ainsi que d'autres indicateurs qui étaient fortement corrélés à l'instabilité de la croissance dans le tableau 1. Il montre que, en moyenne, un développement financier moins marqué pourrait être à l'origine d'environ 10 pour cent de l'écart de volatilité avec les groupes de pays asiatiques et africains de référence.

**13. L'ampleur de l'impact du développement financier sur la volatilité varie d'un pays de l'UEMOA à l'autre** (graphique 10). Comme l'a souligné la section précédente, le niveau de développement financier varie considérablement suivant les pays de l'UEMOA. La Côte d'Ivoire enregistre le niveau le plus élevé et la Guinée Bissau le niveau le plus faible. Parallèlement, on observe aussi des écarts importants de volatilité de la croissance entre les pays de l'UEMOA. Ainsi, le Bénin a enregistré une instabilité de la croissance moins forte en moyenne que les pays africains de référence, alors que l'écart de volatilité par rapport aux groupes de référence a été le plus important en Guinée Bissau. Les résultats de la décomposition de la volatilité donnent à penser que le développement financier peut expliquer respectivement un sixième et un quart environ du différentiel de volatilité de la croissance entre la Guinée Bissau et les groupes de pays asiatiques et africains de référence, alors que les effets sont moins prononcés pour d'autres pays de l'UEMOA.



**Graphique 10. UEMOA : Écart moyen de volatilité de la croissance par pays de l'UEMOA**



## Bibliographie

Newiak, M., and R. Awad, 2015, "Financial Inclusion in the WAEMU" – West African Economic and Monetary Union, Selected Issues Paper.

Sahay, R., M. Cihak, P. N'Diaye, A. Barajas, R. Bi, D. Ayala, Y. Gao, A. Kyobe, L. Nguyen, C. Saborowski, K. Svirydzenka, and S. R. Yousefi, 2015,. "Rethinking Financial Deepening: Stability and Growth in Emerging Markets" Staff Discussion Note 15/08, (Washington: International Monetary Fund).

Svirydzenka, K., 2016, "Introducing a New Broad-based Indicator of Financial Development," IMF Working Paper, WP/16/5, (Washington: International Monetary Fund).

BCEAO, Monthly Bulletin of Monetary and Financial Statistics, August 2015.

BCEAO, 2014 Annual Report, August 2015.

WAMU Banking Commission, 2013 Annual Report, September 2014.

BCEAO, Note on the Situation of Microfinance, October 2015.

# INÉGALITÉS DE REVENU, INÉGALITÉS DE GENRE ET CROISSANCE DANS L'UEMOA<sup>1</sup>

*Le présent document examine trois dimensions de l'inclusion dans l'UEMOA : la pauvreté, les inégalités de revenu et les inégalités de genre. Si les pays de l'UEMOA ont accompli des progrès sur le plan de ces trois dimensions, ces progrès ont généralement été plus lents que dans un groupe de pays africains et asiatiques de référence qui ont enregistré une croissance du PIB réel par habitant bien plus rapide que l'UEMOA au cours des dernières décennies. L'amélioration des infrastructures, l'augmentation de l'investissement dans le capital humain et le renforcement des capacités restent des priorités pour les pays de l'UEMOA, mais cela doit être complété en particulier par une réduction de l'écart entre les opportunités offertes aux femmes et aux hommes, par exemple dans l'éducation et la santé, et l'octroi aux femmes des mêmes droits juridiques qu'aux hommes. Si ces indicateurs étaient portés au niveau du groupe asiatique de référence, la croissance annuelle du PIB réel par habitant pourrait s'accroître de 1 point en moyenne. Cet impact s'ajoute à l'effet positif considérable qu'une égalisation des opportunités exerce sur la croissance en augmentant le niveau global d'éducation et en réduisant les inégalités de revenu.*

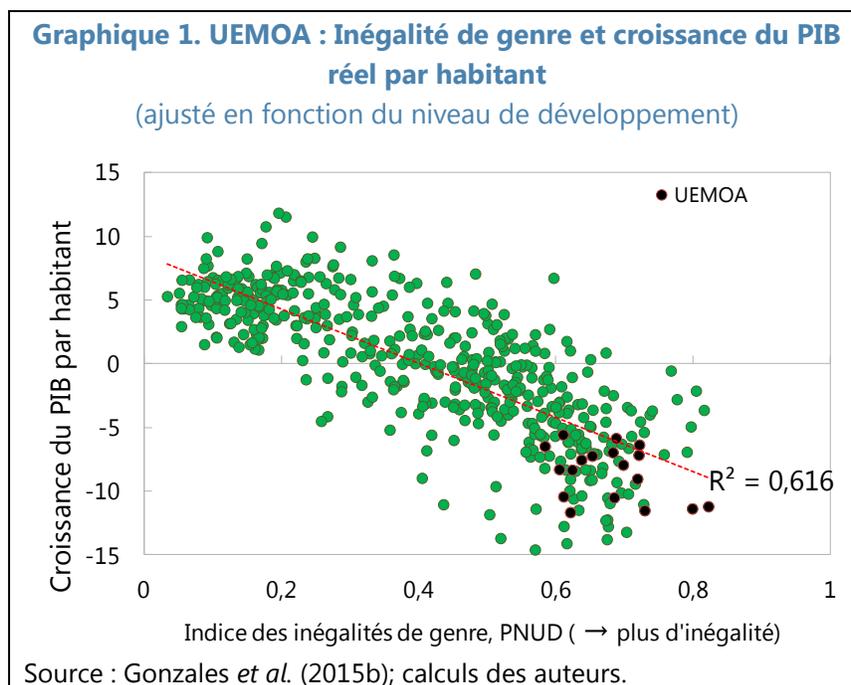
## A. Introduction

**1. Il est solidement établi que des inégalités de revenu plus élevées peuvent entraver la croissance.** Des inégalités nettes de revenu plus faibles vont de pair avec une croissance économique plus rapide et plus soutenue tant dans les pays avancés que dans les pays en développement (Berg et Ostry 2011; Ostry *et al.* 2014). Avec des marchés du crédit imparfaits, les inégalités de revenu empêchent une allocation efficiente des ressources en réduisant la capacité des ménages plus pauvres à investir dans le capital humain et physique (Galor et Zeira 1993; Corak 2013). Des inégalités de revenu et de richesse plus élevées peuvent aussi conduire à une instabilité sociopolitique et à une mauvaise gouvernance, ce qui a un effet dissuasif sur l'investissement (Bardhan 2005).

**2. En outre, de plus en plus de données montrent que les inégalités de genre freinent la croissance économique** (graphique 1). Les inégalités de genre vont de pair avec une croissance et un développement moins élevés (WEF 2014; Elborgh-Woytek *et al.*, 2013; FMI 2015, Gonzales *et al.*, 2015b). Les écarts de genre sur le plan de la participation à la vie économique limitent la réserve de talent sur le marché du travail et peuvent conduire à une allocation moins efficiente des ressources (Cuberes et Teigner 2015), à une baisse de la productivité (Loko et Diouf 2009) et donc à un ralentissement de la croissance du PIB. Comme il est plus probable que les femmes investissent une grande partie du revenu du ménage dans l'éducation de leurs enfants, une augmentation de la participation des femmes à la vie économique et de leurs revenus se traduit par une hausse des

<sup>1</sup> Préparé par Stefan Klos et Monique Newiak

dépenses consacrées à la scolarisation des enfants (Duflo 2012; Heintz 2006; Miller 2008, Rubalcava *et al.*, 2004; Thomas 1990). Selon le FMI (2015), une réduction des inégalités de genre constitue l'un des moyens les plus prometteurs d'accélérer la croissance dans la région, de même qu'une diminution des écarts sur le plan des infrastructures et de l'éducation. Ce document montre qu'une baisse des inégalités de revenu et de genre dans les pays d'Afrique subsaharienne aux niveaux observés dans les pays de l'ASEAN-5 (Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Vietnam) pourrait accroître la croissance du PIB réel par habitant d'environ 1 point en moyenne.



### 3. Le présent document examine dans quelle mesure les inégalités de revenu et de genre ont contribué au déficit de croissance de l'UEMOA par rapport aux autres régions.

Premièrement, nous mesurons la pauvreté, ainsi que les inégalités de revenu et de genre par rapport à deux groupes de pays qui avaient un PIB par habitant similaire il y a vingt ans, mais qui, depuis, ont enregistré une croissance bien plus élevée que les pays de l'UEMOA. Comme dans les dernières consultations au titre de l'article IV, le groupe de pays africains de référence inclut le Ghana, le Kenya, le Lesotho, l'Ouganda, le Rwanda, la Tanzanie et la Zambie. Le groupe de pays asiatiques de référence comprend le Bangladesh, le Cambodge, l'Inde, le Laos, le Népal et le Viet Nam. Ces deux groupes ont enregistré une croissance du PIB réel supérieure d'environ 2 ½ et 3 ½ points, respectivement, à celle des pays de l'UEMOA au cours des dix dernières années. Deuxièmement, le présent document examine dans quelle mesure des inégalités de revenu et de genre plus élevées ont contribué à l'écart de croissance entre l'UEMOA et ces groupes. Pour montrer le potentiel des mesures qui réduiraient les inégalités de genre et conduiraient à une meilleure distribution du revenu, nous utilisons les pays à croissance rapide de l'ASEAN-5 (Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Viet Nam) comme repère plus ambitieux. Enfin, les recommandations et les conclusions font ressortir des domaines d'action éventuels.

## B. Faits stylisés

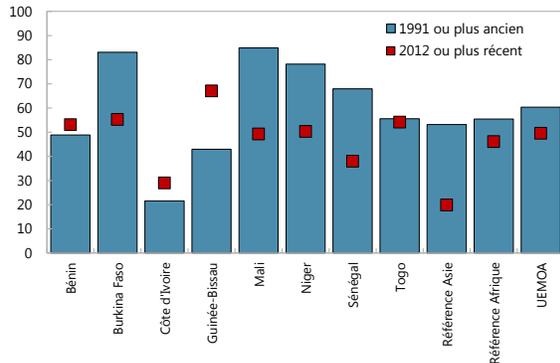
**4. Le taux de pauvreté a baissé dans la majorité des pays de l'UEMOA, mais il reste plus élevé que dans les pays de référence** (Graphique 2). La majorité des pays de l'UEMOA ont réussi à faire baisser leur taux de pauvreté extrême, c'est-à-dire le pourcentage de la population vivant avec moins de 1,90 dollar par jour (PPA 2011), qui était souvent très élevé. Par exemple, au Burkina Faso, les dernières statistiques sur la pauvreté indiquent que la pauvreté extrême a diminué de près de 28 points par rapport au début des années 1990. Cependant, plus de la moitié de la population continue de vivre avec moins de 1,90 dollar par jour, et environ 4/5 de la population vit avec moins de 3,10 dollars par jour. La situation est similaire au Mali, au Niger et au Sénégal, où le taux de pauvreté extrême a fléchi de plus de 25 points, mais où plus de 2/3 de la population continue de vivre avec moins de 3,10 dollars par jour. Cependant, dans les pays où le taux de pauvreté n'a diminué que légèrement, comme au Togo, le nombre absolu de personnes vivant dans la pauvreté s'est accru car la population a augmenté. Dans certains pays, le taux de pauvreté est monté, peut-être aussi à cause de l'instabilité politique, comme en Guinée Bissau (où le taux de pauvreté extrême a progressé d'environ 24 points) et en Côte d'Ivoire (hausse d'environ 7 ½ points). En moyenne, le taux de pauvreté reste plus élevé que dans les pays africains de référence et bien plus élevé que dans les pays asiatiques de référence où, si le niveau de pauvreté était similaire à celui observé dans les pays de l'UEMOA il y a vingt ans, la période de croissance vigoureuse a coïncidé avec une réduction du taux de pauvreté de plus de 30 points en moyenne.

**5. En ce qui concerne les inégalités de revenu, la situation est mitigée.** Le graphique 2 montre aussi la tendance des inégalités de revenu dans les pays de l'UEMOA et ailleurs. Il montre que les inégalités de revenu mesurées par le coefficient net de Gini (100 = inégalité parfaite et 0 = égalité parfaite) a diminué dans plusieurs pays (Burkina Faso, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal). Cependant, le coefficient de Gini a augmenté en Côte d'Ivoire, et, en Guinée Bissau, la baisse a probablement résulté d'une augmentation des taux de pauvreté (la baisse du revenu de certaines parties de la population faisant baisser le coefficient de Gini). Les revenus de la tranche supérieure des 10 pour cent les plus riches de la population représentent 25 à 35 pour cent du revenu total dans l'ensemble des pays de l'UEMOA, et ceux de la tranche supérieure des 20 pour cent les plus riches, entre 2/5 et plus de la moitié du revenu total. Par contre, la tranche inférieure des 10 pour cent les plus pauvres de la population ne gagne que 2 à 4 pour cent du revenu total.

### Graphique 2. UEMOA. Pauvreté et inégalités : tendances

La pauvreté extrême a baissé dans la plupart des pays de l'UEMOA, mais elle reste plus élevée que dans les pays asiatiques et africains de référence ...

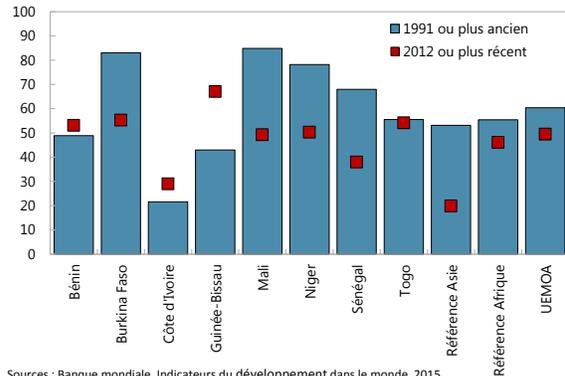
**Indice numérique de pauvreté à 1,90 dollar/jour (PPA 2011), 1990-2012** (en pourcentage de la population totale)



Sources : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, 2015

... et la tendance est similaire pour la part de la population qui vit avec moins de 3,10 dollars (PPA) par jour.

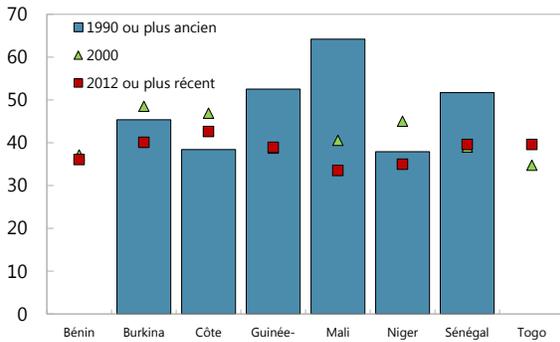
**Indice numérique de pauvreté à 3,10 dollars/jour (PPA 2011), 1990-2012** (en pourcentage de la population totale)



Sources : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, 2015

L'inégalité nette de revenu semble aussi avoir diminué dans la plupart des cas.

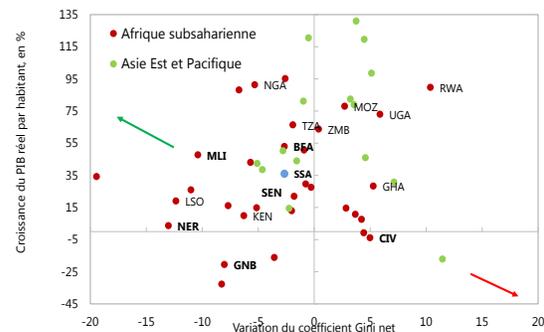
**Coefficient des inégalités Gini**  
(chiffre plus élevé = inégalité plus grande)



Sources : Solt, Frederick. 2014. "The Standardized World Income Inequality Database." Working paper. SWIID Version 5.0, Octobre 2014

Les réductions du coefficient de Gini n'ont pas toujours coïncidé avec une augmentation du PIB par habitant.

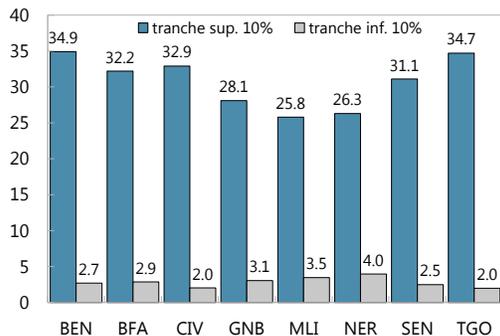
**Variation du coefficient Gini et du PIB réel par habitant, 1995-2011**



Sources : Banque mondiale, IDM, et Solt, Frederick. 2014. "The Stated World Income Inequality Database." Working paper. SWIID Version 5.0, Octobre 2014.  
Note : Variation entre 1995 (ou plus ancienne année disponible) et 2011 (ou année la plus récente).

La tranche de 10 pour cent en bas de la distribution des revenus ne gagne que 2 à 4 pour cent du revenu total...

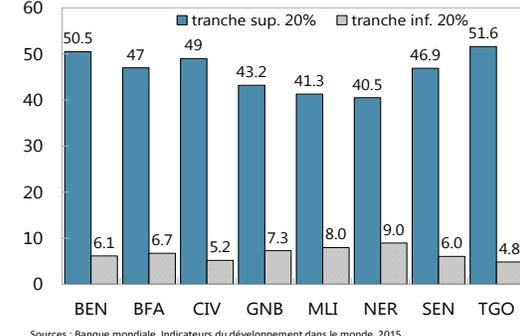
**Part dans la distribution du revenu, 2012 ou dernière année disponible** (en pourcentage)



Sources : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, 2015

... tandis que la tranche supérieure de 20 pour cent gagne plus de la moitié du revenu total dans certains pays.

**Part dans la distribution du revenu, 2012 ou dernière année disponible** (en pourcentage)



Sources : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, 2015

**6. Les inégalités de genre dans l'UEMOA figurent parmi les plus élevées au monde et ont diminué plus lentement que dans les pays de référence** (graphique 3). L'indice des inégalités de genre des Nations Unies mesure ces inégalités sur le plan des résultats (écart entre les taux d'activité féminin et masculin, et part des femmes parmi les membres du Parlement), ainsi que des opportunités (écart d'éducation et indicateurs de la santé des femmes, par exemple ratio de mortalité maternelle et fécondité des adolescentes). Il montre que, si ces catégories sont agrégées, l'UEMOA obtient des résultats inférieurs à ceux de la plupart des pays du monde. Par rapport aux deux groupes de pays de référence à croissance rapide, l'indice des inégalités de genre est beaucoup plus élevé dans l'UEMOA, et a diminué plus lentement.

**7. Cela est d'autant plus inquiétant qu'à l'échelle mondiale les pays où les inégalités de genre sont élevées ont une distribution du revenu moins égale, sont plus pauvres et enregistrent une croissance plus lente** (graphique 3, pages 2 à 4). L'évolution des principales composantes de l'indice des inégalités de genre est décrite dans les paragraphes ci-dessous.

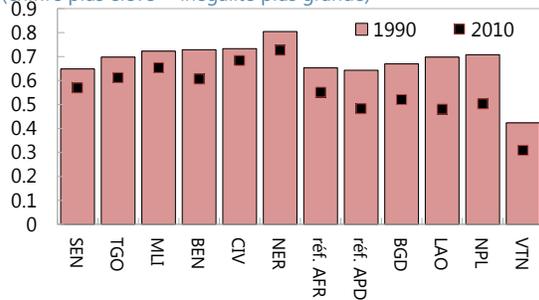
### Graphique 3. UEMOA : Inégalités de genre

L'inégalité de genre sur le plan des résultats et des opportunités a diminué plus lentement que dans les pays de référence, et reste élevée...

... et parmi les plus élevées au monde. L'inégalité de genre va de pair avec une plus grande inégalité des revenus...

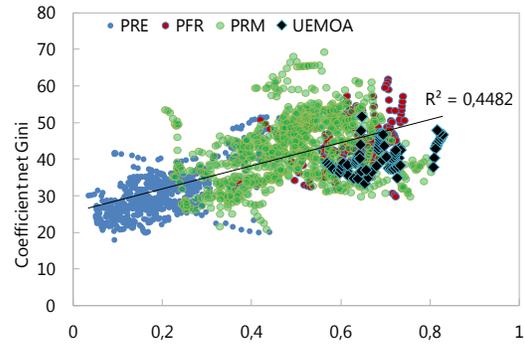
#### Indice des inégalités de genre

(chiffre plus élevé = inégalité plus grande)



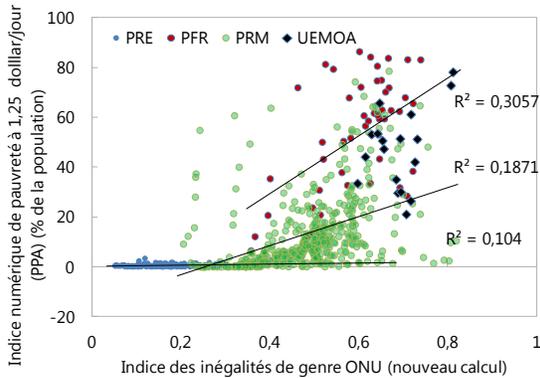
Sources : Nations Unies, et Gonzales and others (2015b)

#### Inégalités de revenu et de genre



...une pauvreté plus élevée...

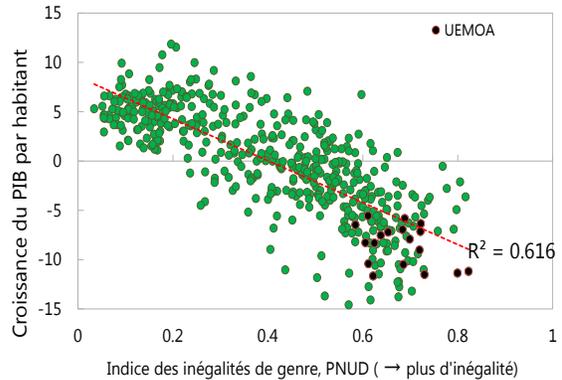
#### Pauvreté (1,25 dollar) et inégalité de genre



...et une croissance plus lente.

#### Inégalité de genre et croissance du PIB réel par habitant

(ajusté en fonction du niveau de développement)



**8. Le taux d'activité des femmes a augmenté en moyenne, mais il reste très faible dans plusieurs des pays de la région** (graphique 4). L'écart entre les taux d'activité des hommes et des femmes a diminué sensiblement dans la région au cours des vingt dernières années, passant de plus de 30 points en 1990 à environ 20 points en 2013. Cette baisse s'explique principalement par de fortes diminutions au Bénin, en Côte d'Ivoire et au Niger (pour ces deux derniers pays, le niveau de départ était très élevé). Cependant, l'écart est plus élevé que dans les pays asiatiques de référence à croissance rapide, où l'écart moyen est inférieur à 17 points, et est bien plus élevé que dans les pays africains de référence, où il n'est que de 6 points environ. Le taux d'activité des femmes est très faible dans plusieurs pays de l'UEMOA, même à des niveaux très bas de revenu par habitant (Mali, Niger). À ces niveaux de revenu, les pays affichent généralement un taux d'activité féminin plus élevé, car les femmes ont besoin de travailler pour assurer leur subsistance. Si une femme travaille au Mali ou en Côte d'Ivoire, la probabilité qu'elle soit active dans le secteur informel est plus élevée que pour un homme.

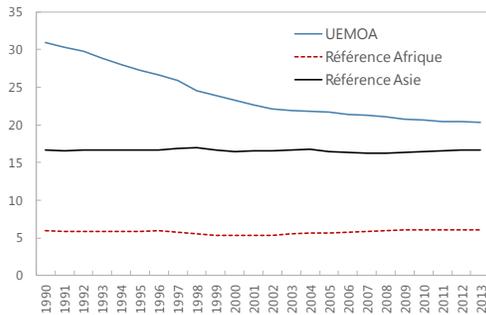
**9. Les pays de l’UEMOA obtiennent aussi des résultats inférieurs à ceux des pays de référence sur le plan des inégalités de genre en matière d’éducation et de santé** (graphique 5). Le taux d’alphabétisation des adultes est généralement plus faible dans la plupart des pays de l’UEMOA que dans les groupes de référence, mais il demeure particulièrement bas pour les femmes. Les écarts d’éducation primaire entre les garçons et les filles ont diminué, mais n’ont pas encore disparu dans la majorité des pays de l’UEMOA. Au Bénin, en Côte d’Ivoire, au Mali et au Niger, moins de 9 filles sont inscrites à l’école primaire pour 10 garçons : ces pays n’ont donc pas atteint l’objectif du Millénaire pour le développement fixé pour 2015 qui consistait à donner à tous les garçons et filles les moyens d’achever un cycle complet d’études primaires. Seulement 7 filles sont inscrites à l’école secondaire pour 10 garçons, et une femme a moins de 50 pour cent des chances d’un homme d’être inscrite dans un établissement d’enseignement supérieur. Les indicateurs de santé restent médiocres dans plusieurs pays de l’UEMOA. Le risque de mortalité maternelle est bien plus élevé dans les pays de l’UEMOA, en particulier au Mali et au Niger, que dans les groupes de référence, de même que le taux de fécondité des adolescentes.

**Graphique 4. UEMOA : Écart entre les taux d’activité des hommes et des femmes**

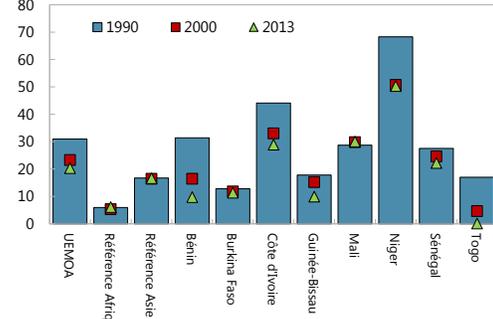
L’écart entre les taux d’activité des hommes et des femmes a diminué sensiblement au cours des dernières décennies, mais il reste relativement élevé.

L’écart demeure particulièrement élevé au Niger, en Côte d’Ivoire et au Mali.

Écarts entre les taux d’activité des hommes et des femmes, 1990-2013 (taux masculin moins taux féminin, en pourcentage)



Écarts entre les taux d’activité des hommes et des femmes, 1990-2013 (taux masculin moins taux féminin, en pourcentage)

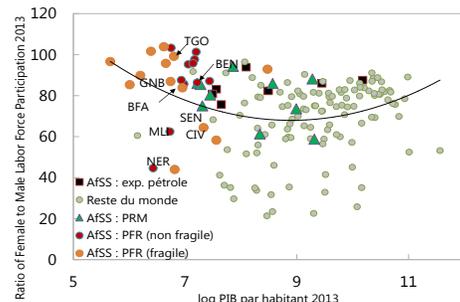


Sources : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, 2015, ILO KILM

Dans ces trois pays, le taux d’activité des femmes est largement inférieur au taux découlant du niveau de développement du pays.

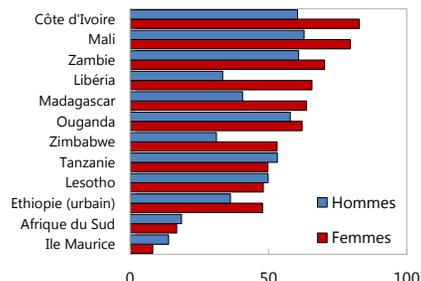
Une femme qui travaille au Mali en Côte d’Ivoire a plus de chances d’être active dans le secteur informel.

**Taux d’activité des femmes et développement**



Sources : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde; FMI, Perspectives de l’économie mondiale, octobre 2015, et Perspectives économiques régionales de l’Afrique (EMF 2015).

**Personnes employées dans le secteur informel (en pourcentage de l’emploi non agricole)\***

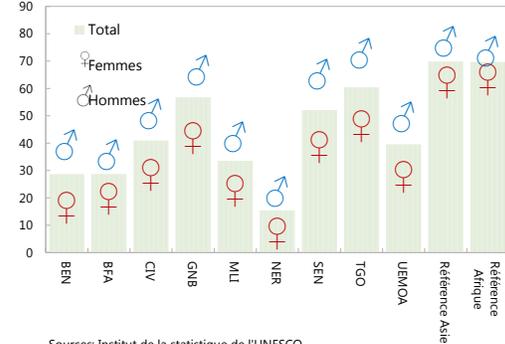


\*2010 ou dernière année disponible. Source : OIT et Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing (WIEGO).

### Graphique 5. UEMOA : Inégalités de genre dans l'UEMOA

L'écart entre les taux d'alphabétisation des hommes et des femmes reste élevé par rapport aux autres régions ...

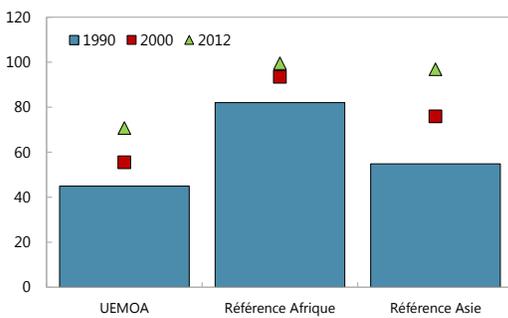
**Le taux d'alphabétisation des adultes, 2012 ou dernière année disponible** (en pourcentage de la population)



Sources : Institut de la statistique de l'UNESCO

... et, avec seulement 7 filles scolarisées pour 10 garçons, l'écart est bien plus élevé au niveau secondaire.

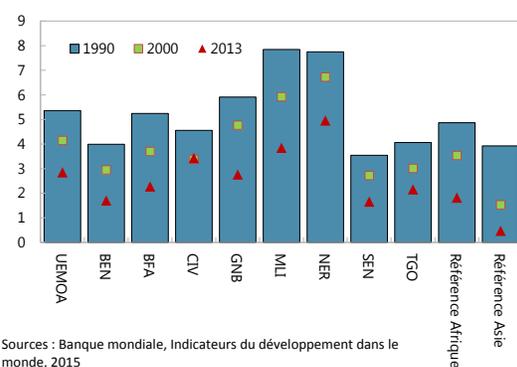
**Scolarisation secondaire : ratio filles/garçons, 1990-2013** (en pourcentage)



Sources : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, 2015

Les indicateurs de santé restent médiocres, en particulier au Mali et au Niger.

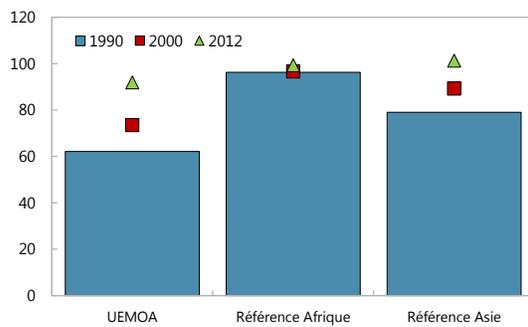
**Risque de mortalité maternelle sur toute la vie** (en pourcentage)



Sources : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, 2015

... si les écarts entre les taux de scolarisation primaire se sont presque comblés, ils restent plus élevés que dans les groupes de référence.

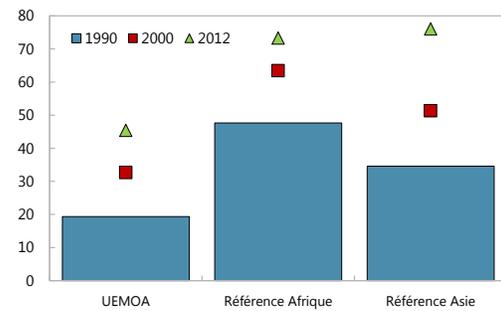
**Scolarisation primaire : ratio filles/garçons, 1990-2013** (en pourcentage)



Sources : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, 2015

Un homme a deux fois plus de chances qu'une femme d'être inscrit dans un établissement d'enseignement supérieur.

**Scolarisation supérieure : ratio filles/garçons, 1990-2013** (en pourcentage)

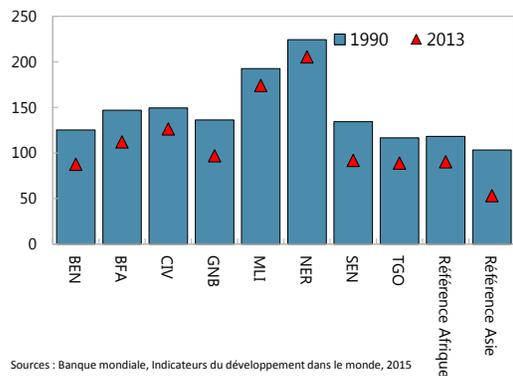


Sources : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, 2015

Les taux de fécondité des adolescentes ont diminué, mais ils demeurent relativement élevés.

**Taux de fertilité des adolescentes**

(nombre de naissances/femmes âgées de 15 à 19 ans)



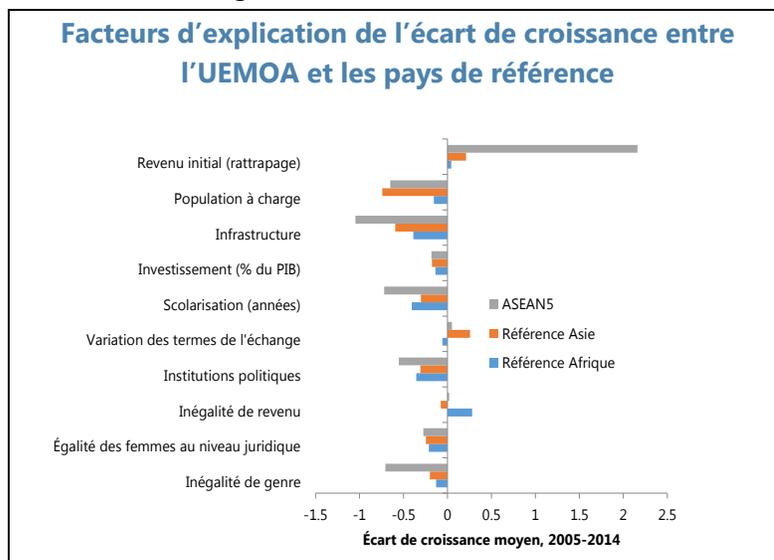
Sources : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, 2015

**10. Enfin, les femmes sont confrontées à un certain nombre d'obstacles juridiques dans les pays de l'UEMOA.** Plusieurs lois imposent des inégalités de genre qui pèsent lourdement sur le taux d'activité des femmes et donc sur la croissance (Gonzales *et al.*, 2015a). Selon la Banque mondiale (2015), les femmes ne peuvent pas être le chef d'un ménage de la même manière que les hommes dans la moitié au moins des pays de l'UEMOA, et il n'existe dans aucun pays de l'UEMOA de loi qui interdit la discrimination fondée sur le sexe pour l'accès au crédit. Au Niger, où le taux d'activité des femmes est particulièrement bas, les femmes ne peuvent pas obtenir un travail de la même manière que les hommes à cause des restrictions. En Côte d'Ivoire et au Sénégal, il existe des différences entre les hommes et les femmes sur le plan des droits de propriété. Dans au moins la moitié des pays, les femmes ne sont pas protégées juridiquement contre la violence familiale.

### C. Effets des inégalités de genre et de revenu sur la croissance

**11. Étant donné que les inégalités de revenu dans la région constituent un sujet de préoccupation et que les inégalités de genre figurent parmi les plus élevées au monde, la présente section cherche à déterminer si ces inégalités ont eu un impact sur les résultats économiques de la région.** Nous suivons la démarche adoptée dans le rapport du FMI (2015) pour décomposer les différences observées dans les taux moyens de croissance du PIB réel par habitant dans les pays de l'UEMOA et dans deux groupes de référence, à savoir un groupe de pays africains (Ghana, Kenya, Lesotho, Ouganda, Rwanda, Tanzanie et Zambie) et un groupe de pays asiatiques (Bangladesh, Cambodge, Inde, Laos, Népal, Viet Nam) qui ont enregistré une croissance du PIB réel supérieure d'environ 2 ½ et 3 ½ points, respectivement, à celle des pays de l'UEMOA au cours des dix dernières années.

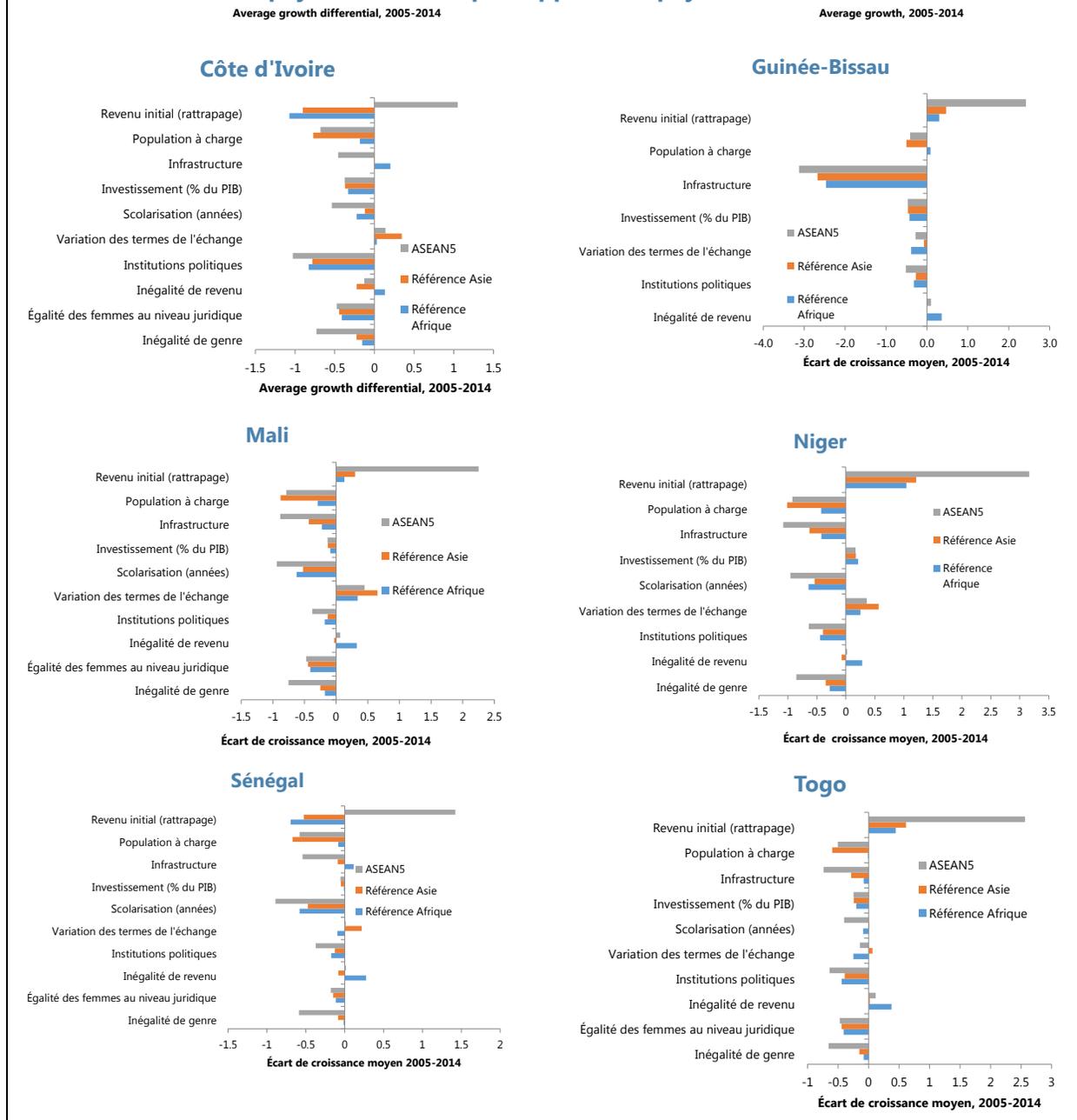
**12. Nous notons que des réductions tout à fait réalisables des inégalités de genre et de revenu pourraient accélérer sensiblement la croissance du PIB réel par habitant dans l'UEMOA** (graphique 6). Outre les effets considérables des déficits globaux en matière d'éducation et d'infrastructure, les inégalités de revenu et de genre peuvent expliquer environ 0,5 point du retard du PIB réel par habitant de l'UEMOA par rapport au groupe asiatique de référence. Une réduction des inégalités de genre et des inégalités juridiques aux niveaux observés dans les pays à croissance rapide de l'ASEAN-5 (Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Viet Nam) à elle seule pourrait rehausser de 1 point les taux de croissance du PIB réel par habitant.



**13. L'ampleur de ces effets varie selon les pays de l'UEMOA** (graphique 7). Si les inégalités de revenu et de genre ont contribué largement en moyenne au retard de croissance des pays de l'UEMOA par rapport aux groupes de références, l'ampleur de ces effets varie. Par exemple, au Burkina Faso, les inégalités de revenu et de genre sont plus faibles que dans les groupes de référence, d'où un effet positif sur la croissance au Burkina Faso par rapport à ces groupes. Au Mali et au Niger, où la proportion de la population vivant dans la pauvreté est élevée, les inégalités de revenu sont relativement faibles. Cependant, les inégalités de genre sont élevées en valeur absolue et relative dans ces deux pays. Au Mali, une réduction des inégalités de genre et une amélioration de l'égalité entre les hommes et les femmes sur le plan juridique aux niveaux observés dans les pays de l'ASEAN-5, pourraient rehausser de 1¼ point le taux de croissance du PIB réel par habitant.

**14. Les régressions confirment les priorités existantes.** Les résultats soulignent qu'une réduction des inégalités de revenu et de genre est sans doute non seulement souhaitable du point de vue des préférences politiques ou des droits de l'homme, mais qu'elle pourrait aussi présenter des avantages macroéconomiques considérables, car les gains qui en résultent sur le plan de la croissance du PIB réel par habitant sont élevés pour des mesures qui sont réalisables à court terme. En outre, l'exercice de décomposition confirme que les priorités existantes, par exemple l'amélioration des infrastructures régionales, du niveau d'éducation (y compris en scolarisant davantage les filles) et de l'environnement institutionnel, pourraient aller de pair avec une accélération de la croissance régionale.

**Graphique 6. Effets différenciés d'une réduction des inégalités de revenu et de genre dans les pays de l'UEMOA par rapport aux pays de référence**



## D. Conclusions et recommandations

**15. Le présent document montre qu'une réduction des inégalités de revenu et de genre pourrait rehausser la croissance du PIB réel par habitant dans l'UEMOA, en sus des mesures recensées précédemment.** Les inégalités de genre sont très élevées sur le plan des résultats et des opportunités, et les mesures visant à atténuer ces inégalités sont particulièrement prometteuses. De manière plus précise, une réduction des écarts d'éducation entre les filles et les garçons non seulement stimulerait la croissance en conduisant à une allocation plus efficiente des ressources,

mais accroîtrait aussi l'éducation totale dans la région, ce qui profiterait aussi à la croissance. Une réduction des inégalités de genre va aussi de pair avec une distribution plus égale du revenu (Gonzalez *et al.*, 2015b) et, partant, avec une croissance plus élevée (Dabla-Norris *et al.*, 2015, et Berg and Ostry, 2011). La présente note confirme aussi que la région pourrait profiter d'un renforcement des infrastructures, du capital humain et des institutions.

**16. Les mesures ci-après pourraient contribuer à réduire les inégalités de revenu et de genre** (Gonzales *et al.* 2015a, Gonzales *et al.* 2015b, FMI 2015, Elborgh-Woytek *et al.* 2013; Banque mondiale 2012):

- *Éliminer les inégalités juridiques entre les hommes et les femmes.* Par exemple, en 1996, la Namibie a rendu égaux les droits de propriété pour les femmes mariées, et a octroyé aux femmes le droit de signer des contrats, de diriger un ménage, d'avoir une profession, d'ouvrir un compte en banque et d'engager des procédures juridiques sans la permission de leur mari. Pendant la décennie qui a suivi, la Namibie a enregistré une augmentation de 10 points du taux d'activité des femmes. Une diminution de l'écart entre les taux d'activité masculin et féminin est aussi allée de pair avec une baisse des inégalités de revenu.
- *Promouvoir l'éducation.* Cela pourrait non seulement relever la productivité en conduisant à une allocation plus efficace des ressources, mais aussi accroître le niveau global d'éducation, une condition préalable pour une croissance soutenue.
- *Améliorer les infrastructures, notamment en améliorant l'accès à l'eau et en continuant d'électrifier la région.* Cela pourrait non seulement accélérer directement la croissance, mais aussi donner le temps aux femmes d'aller à l'école et de participer à la vie active, car les filles et les femmes sont dans la plupart des cas les principaux prestataires des travaux ménagers.
- *Réduire la régressivité des dépenses budgétaires et des impôts.* Remplacer notamment les subventions généralisées par des dispositifs bien ciblés de transferts sociaux.
- *Favoriser l'inclusion financière, y compris pour les femmes (voir le document de la série des Questions générales sur l'inclusion financière et la stabilité).*

**17. Le présent document préconise des mesures qui réduiraient les inégalités de genre et de revenu mais n'émet en aucun cas des jugements de valeur sur les normes sociales et religieuses des pays. Il prône la mise en place de conditions égales pour tous, pour que tous les agents économiques soient en mesure d'explorer leur potentiel économique si telle est leur volonté.**

## Bibliographie

- Bardhan, P. K. 2005. *Scarcity, Conflicts, and Cooperation: Essays in the Political and Institutional Economics of Development*. Cambridge, Massachusetts: MIT Press.
- Berg, Andrew, Jonathon D. Ostry, and Jeromin Zettelmayer. 2012. "What Makes Growth Sustained?" *Journal of Development Economics*, (98) 149–66.
- Corak, M. 2013. "Income Inequality, Equality of Opportunity, and Intergenerational Mobility." *Journal of Economic Perspectives* 27(3): 79–102.
- Cuberes, D., and M. Teigner. 2015. "Aggregate Effects of Gender Gaps in the Labor Market: A Quantitative Estimate.
- Duflo, E. 2012. "Women Empowerment and Economic Development." *Journal of Economic Literature* 50 (4): 1051–079.
- Elborgh-Woytek, K., M. Newiak, K. Kochhar, S. Fabrizio, K. Kpodar, P. Wingender, B. Clements, and G. Schwartz. 2013. "Women, Work, and the Economy: Macroeconomic Gains from Gender Equity. Washington, DC : IMF, 2013. Staff Discussion Note, SDN/13/10.
- Galor, O., and J. Zeira. 1993. "Income Distribution and Macroeconomics." *The Review of Economic Studies* 60 (1): 35–52.
- Gonzales, C., S. Jain-Chandra, K. Kochhar, and M. Newiak. 2015a. "Fair Play: More Equal Laws Boost Female Labor Force Participation." Washington, DC : IMF, 2015. Staff Discussion Note, SDN/15/02.
- Gonzales, C., S. Jain-Chandra, K. Kochhar, and M. Newiak, M., and T. Zeinullayev. 2015b. "Catalyst for Change: Empowering Women and Tackling Income Inequality." Washington, DC: IMF, 2015. Staff Discussion Note 15/20.
- Heintz, J., 2006, "Globalization, Economic Policy and Employment: Poverty and Gender Implications," International Labour Organization, Geneva.
- IMF. 2015. "Inequality and Economic Outcomes in Sub-Saharan Africa." October 2015 Regional Economic Outlook: Sub-Saharan Africa.
- Loko, B., and Mame A. Diouf. 2009. "Revisiting the Determinants of Productivity Growth: What's New?" IMF Working Paper 09/225, International Monetary Fund, Washington.
- Ostry, J., A. Berg, and C. Tsangarides. 2014. "Redistribution, Inequality, and Growth." IMF Staff Discussion Note 14/02, International Monetary Fund, Washington.
- Rubalcava, L., G. Teruel, and D. Thomas, 2004, "Spending, Saving and Public Transfers to Women," California Center of Population Research UCLA, On-Line Working Paper Series, CCPR-024-04.

Thomas, D., 1990, "Intra-Household Resource Allocation. An Inferential Approach," *The Journal of Human Resources*, Vol. 25, No. 4, 635-664.

World Economic Forum (WEF). 2014. *The Global Gender Gap Report 2014*. Basel: WEF.

World Bank 2012: *World Development Report-Gender*.

World Bank. 2015. *Women, Business and the Law*. Washington DC: The World Bank.

## EVALUATION DES RISQUES PESANT SUR LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA<sup>1</sup>

*Nous estimons les réalisations éventuelles de certains risques de nature intérieure et extérieure sur les perspectives de l'UEMOA. Nous simulons l'impact i) de retards dans la mise en œuvre de réformes structurelles dans tel ou tel pays, ii) du durcissement ou de la plus grande volatilité de la conjoncture mondiale pouvant provoquer une augmentation des coûts de financement des États, iii) du ralentissement de la croissance dans les principaux pays avancés, en Chine et au Nigéria. Il ressort des résultats que si ces risques se matérialisaient la croissance du PIB global de l'UEMOA serait réduite de 1,5 point par le jeu de divers mécanismes.*

### A. Risques pesant sur les perspectives

**1. Les risques pesant sur les perspectives régionales sont plutôt de nature baissière.** Ainsi que le montre le rapport des services du FMI sur les politiques communes des pays membres de l'UEMOA pour 2016, les perspectives régionales sont positives mais présentent des risques baissiers. Sur le plan intérieur, des retards dans la mise en œuvre des réformes structurelles pourraient amoindrir les perspectives de croissance régionale. En effet, les perspectives positives du scénario de référence s'appuient sur l'hypothèse que plusieurs réformes nationales seront mises en œuvre de manière effective dans les délais prévus dans des domaines tels que i) le renforcement de l'efficacité de la dépense et l'amélioration de la qualité de l'investissement public; ii) l'élargissement de la marge de manœuvre budgétaire pour répondre aux besoins de développement tout en préservant la stabilité macroéconomique et la viabilité de la dette; iii) le renforcement de l'inclusion financière et de l'accès à la finance tout en préservant la stabilité financière; et iv) la consolidation de la compétitivité et de la diversification, en améliorant le climat des affaires et en renforçant l'inclusion. Sur le plan extérieur, le ralentissement de la croissance en Chine et le durcissement ou la plus grande volatilité de la conjoncture mondiale pourraient également avoir des retombées sur les pays membres de l'UEMOA. Bien que la région reste peu exposée aux marchés financiers mondiaux, l'augmentation des coûts de financement pourrait avoir une incidence sous la forme d'une augmentation des primes de risque régionales et d'une moindre disponibilité de financement extérieur et régional. Un ralentissement plus marqué que prévu de l'économie chinoise pourrait agir directement sur les exportations régionales et sur les flux d'investissement. Les pays de l'UEMOA pourraient également subir les retombées de la situation dans la zone euro et dans d'autres pays partenaires émergents.

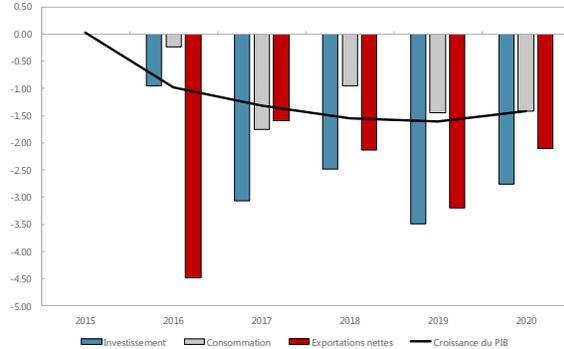
<sup>1</sup> Préparé par Boriana Yontcheva, Stefan Klos et Aleksandra Zdzienicka avec les contributions des équipes UEMOA.

## B. Impact des risques intérieurs

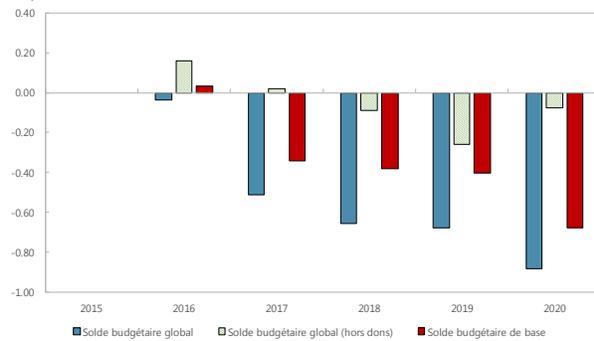
**2. Il ressort des simulations spécifiques à chaque pays que les retards dans la mise en œuvre des réformes structurelles pourraient faire perdre de 1 à 1,5 point de croissance à l’UEMOA par rapport au scénario de référence.** Le scénario de risques intérieurs prévoit un retard dans la mise en œuvre des grandes réformes dans chacun des pays (et au niveau régional). Ces réformes concernent notamment le rééquilibrage des finances publiques, l’amélioration de la gestion des finances publiques, l’investissement dans l’infrastructure, le secteur énergétique, le secteur financier ou le climat des affaires. Comme ces réformes font d’ores et déjà partie — jusqu’à un certain point — des projections de référence des différents pays, les retards de mise en œuvre ont un impact immédiat sur les résultats économiques consolidés de l’UEMOA. Si les réformes structurelles marquaient le pas, la croissance de l’investissement intérieur diminuerait d’environ 2,5 à 3 points de pourcentage par rapport au scénario de référence, principalement en raison d’une réduction notable de l’investissement privé imputable à un climat des affaires moins favorables que celui prévu dans le scénario de référence (graphique 1). La croissance de la consommation intérieure serait inférieure d’environ 1,2 point de pourcentage par rapport au scénario de référence (graphique 1A). Une diminution de la demande intérieure devrait avoir pour effet immédiat de réduire les importations tandis que la croissance des exportations accuserait un repli plus graduel imputable à une perte de compétitivité de la région. Le solde des transactions courantes (hors dons) devrait s’améliorer d’environ 0,5 point de PIB en moyenne. Le solde budgétaire global (hors dons) devrait s’améliorer d’environ 0,6 et 0,2 point de PIB en 2016 et 2017, respectivement, en raison de la diminution de l’investissement public. Cependant, en raison de la chute des recettes budgétaires, le solde budgétaire global se détériorerait d’environ 0,1 point de PIB à moyen terme (graphique 1B). Les retards dans la mise en œuvre des réformes structurelles mettraient à rude épreuve le financement extérieur, en réduisant sensiblement les transferts courants et les crédits officiels à hauteur d’environ un point de PIB et en favorisant par ailleurs les flux de portefeuille à court terme. Ce scénario aboutirait à une légère réduction cumulée des réserves officielles de l’UEMOA d’environ 0,2 milliard de dollars (graphique 1D).

## Graphique 1. Impact des retards dans les réformes structurelles des pays de l'UEMOA

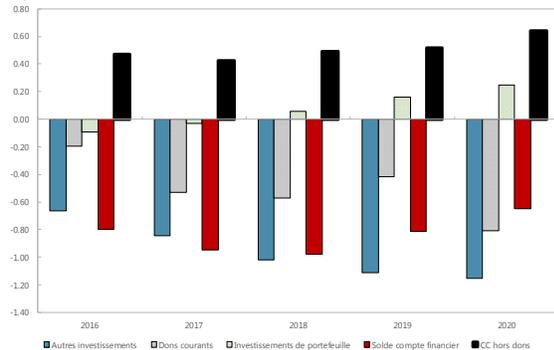
**A. Croissance du PIB réel, de l'investissement, de la consommation et des exportations nettes (points de variation)**



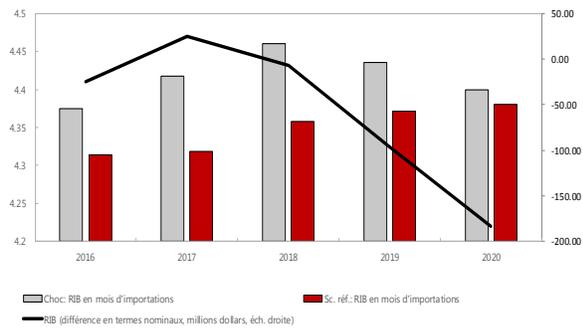
**B. Solde budgétaire global et de base (points de variation)**



**C. Financement (points de variation)**



**D. Réserves officielles**



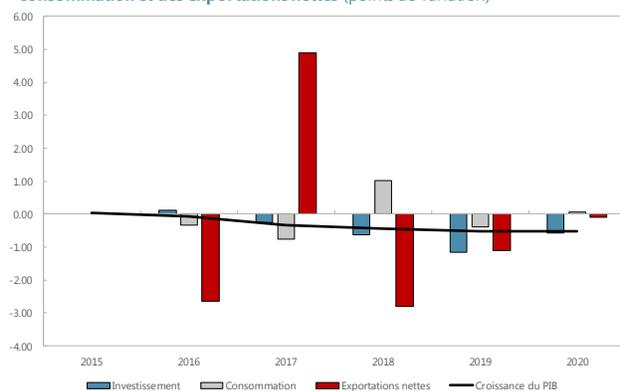
## C. Impact des risques extérieurs

**3. Les simulations font apparaître qu'un durcissement de la conjoncture mondiale en 2016–17 aurait une incidence sur la croissance de l'UEMOA, principalement en raison d'une diminution des investissements.** Un scénario de volatilité financière mondiale pose l'hypothèse que les investisseurs réévalueront les risques sous-jacents et qu'il se produira une augmentation désordonnée dans la normalisation des primes de risque à l'échelle mondiale, d'où une aggravation des taux de défaut des entreprises, un creusement des écarts sur les marchés monétaires, et une perte de confiance des consommateurs et des investisseurs à travers le monde. Dans ce scénario, les investisseurs affichent un moindre appétit pour le risque, ce qui aboutit à une réduction des financements extérieurs et des flux de capitaux dans la région d'environ un point de pourcentage par rapport au scénario de référence (graphique 2C). Certes, la région reste peu exposée aux marchés financiers mondiaux, mais l'augmentation des coûts de financement agit sur le financement du marché régional d'obligations souveraines. Dans un premier temps, les pays maintiendraient le niveau d'investissement en assumant un service de la dette plus lourd, ce qui pourrait contribuer à un creusement du déficit budgétaire global (graphique 2B). Par ailleurs, la croissance de

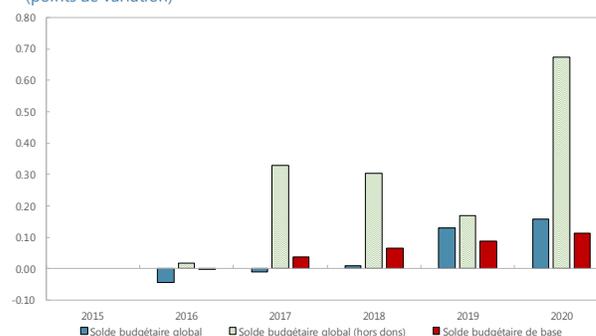
l'investissement privé devrait ralentir d'environ 0,5 point en moyenne par rapport au scénario de référence (graphique 2A). À moyen terme, comme le financement extérieur pour la région ne devrait reprendre que progressivement, les financements régionaux plus coûteux devraient aboutir à un tassement de la croissance de l'investissement public d'environ 0,8 point par rapport à la configuration de base. Globalement, ce scénario devrait faire perdre à la région quelque 0,6 point de croissance en moyenne.

## Graphique 2. UEMOA : Impact d'un durcissement des conditions financières mondiales sur les pays de l'UEMOA

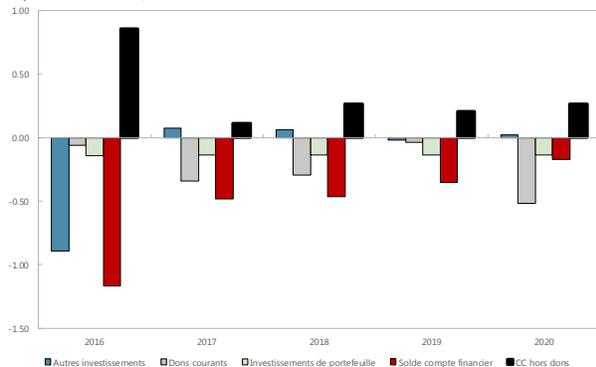
**A. Croissance du PIB réel, de l'investissement, de la consommation et des exportations nettes (points de variation)**



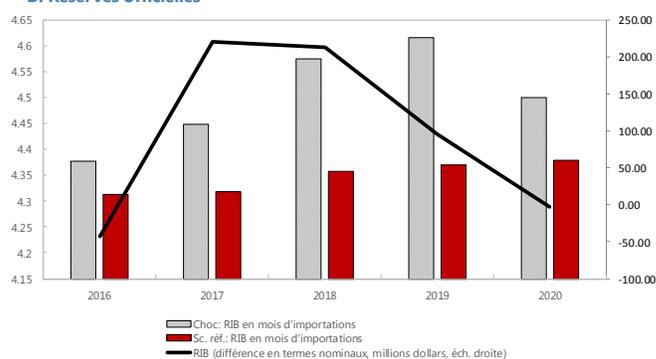
**B. Solde budgétaire global et de base (points de variation)**



**C. Financement (points de variation)**



**D. Réserves officielles**



Note : données non disponibles pour le Bénin.

Source : PEM, Département Afrique, base de données des indicateurs de développement dans le monde; estimations des équipes UEMOA.

**4. Les chocs sur la croissance mondiale et régionale auront un impact sur la croissance économique des pays de l'UEMOA.** Nous avons établi un modèle de l'impact d'un ralentissement de la croissance chez les principaux partenaires économiques de la région (voir encadré 1 pour la méthodologie).

- **Ralentissement de la croissance dans les principaux pays avancés.** Les résultats font apparaître qu'une perte d'un point de croissance dans les principaux pays avancés entraînerait un tassement du PIB réel de l'UEMOA d'environ 0,8 pour cent au bout de deux ans et d'environ 1 pour cent, à la crête, au bout de cinq ans (graphique 3A).

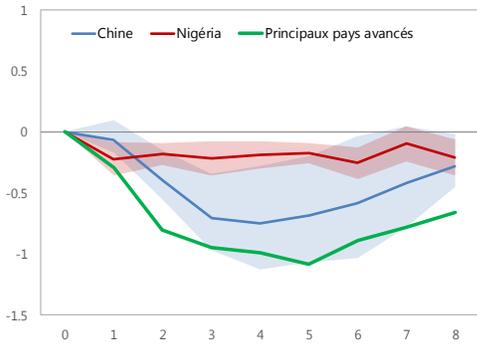
- **Ralentissement de la croissance en Chine.** Ce ralentissement agirait directement sur les exportations et les flux d'investissement de la région. Les pays de l'UEMOA pourraient également subir les retombées en provenance de la zone euro et des autres pays émergents. Une perte d'un point de croissance en Chine devrait réduire le PIB réel de l'UEMOA d'environ 0,5 pour cent à court terme. Il importe de noter que les conséquences d'un ralentissement de la croissance en Chine se sont progressivement intensifiées, et qu'elles présentent une plus grande hétérogénéité dans les différents pays (graphique 3B). Enfin, un tassement de la croissance du fait d'un ralentissement de l'activité manufacturière a de profondes répercussions, ce qui porte à croire que le rééquilibrage du modèle de croissance chinois pourrait avoir un effet important sur la région<sup>3</sup> (graphique 3C).
- **Ralentissement de la croissance au Nigéria.** Un repli d'un point de la croissance au Nigéria aurait pour effet de réduire la PIB réel de l'UEMOA de 0,2 pour cent au bout de 3-4 ans.

---

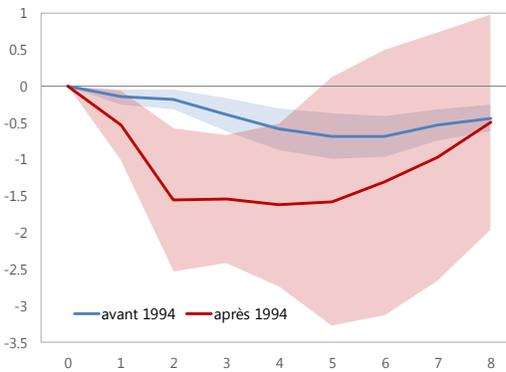
<sup>3</sup> En moyenne, l'impact du ralentissement de la croissance chinoise sur la production de l'UEMOA n'est pas statistiquement différent de celui qui s'exerce sur d'autres pays d'AfSS (résultats disponibles sur demande). Cependant, l'impact sur la croissance de l'AfSS et des pays de l'UEMOA semble être plus important que celui observé sur celle des autres pays avancés et émergents (FMI, 2013).

### Graphique 3. UEMOA : Impact des épisodes de croissance plus faible sur l'AfSS (1980–2014)

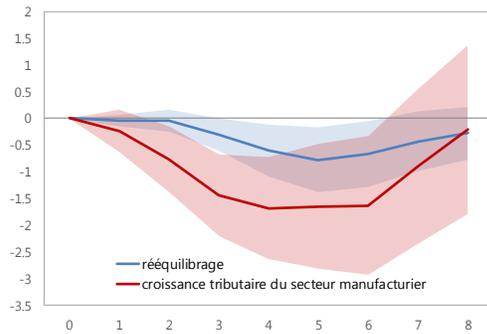
**A. Impact du ralentissement de la croissance sur la production au sein de l'UEMOA**



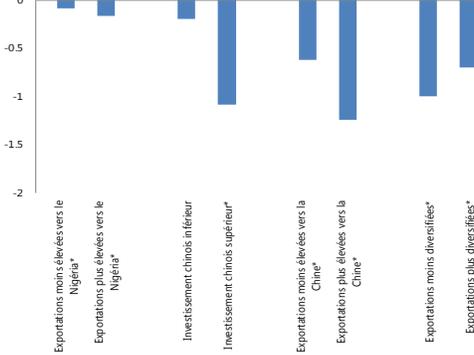
**B. Impact du ralentissement de la croissance en Chine sur la production des pays d'AfSS**



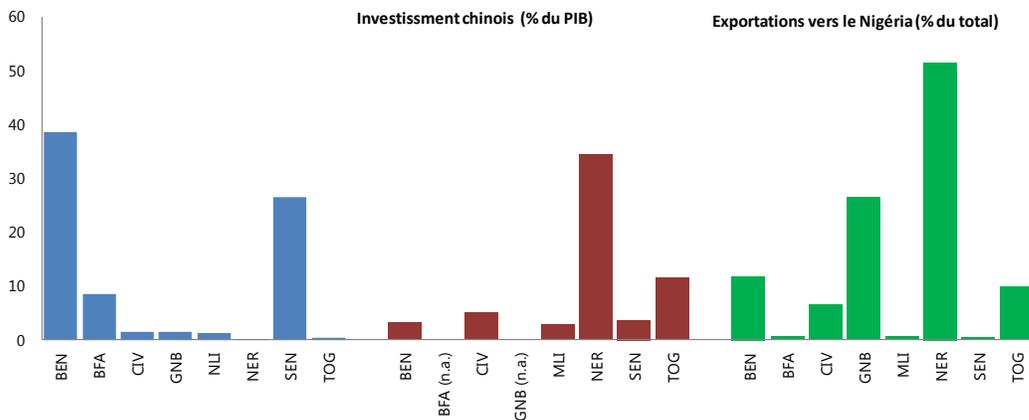
**C. Impact du rééquilibrage et du ralentissement de la croissance manufacturière en Chine sur la production des pays d'AfSS**



**D. Impact du ralentissement en Chine et au Nigeria sur la production de l'UEMOA selon les particularités de chaque pays**



### E. UEMOA: statistiques



Source : PEM, Département Afrique, DOTS, Indice de développement dans le monde, Heritage Foundation et base de données; estimations des services du FMI.

Note: au graphique A-D, l'ordonnée montre l'impact d'une perte de croissance d'un point sur la variation en pourcentage du niveau log du PIB réel en AfSS ou dans les pays de l'UMOEa – le coefficient  $\beta$  de l'équation (1), encadré 1. L'abscisse indique les années après le choc à  $t = 0$ . Les parties ombrées correspondent aux intervalles de confiance de 90 pour cent.

### Encadré 1. UEMOA : Impact du ralentissement de la croissance chinoise sur la croissance des pays d'Afrique subsaharienne et de l'UEMOA

La Chine étant devenue un important partenaire économique de la plupart des pays d'Afrique subsaharienne (AfSS), les signes d'un essoufflement de l'économie chinoise soulèvent des préoccupations au regard de l'impact qu'il pourrait avoir sur la croissance de la région. L'attention a notamment porté sur ses effets directs sur les échanges commerciaux et l'investissement — notamment dans l'infrastructure — mais aussi sur ses effets indirects imputables au repli des cours des matières premières et au rééquilibrage du modèle de croissance en Chine. Pour évaluer de manière empirique ces préoccupations, nous avons analysé l'impact des épisodes de ralentissement de la croissance en Chine sur la croissance dans les pays d'AfSS en général et dans la région UEMOA en particulier, sur la période 1980-2014.<sup>1</sup>

Conformément à FMI (2013) et à Morgan *et al.* (2004), les épisodes de ralentissement de la croissance en Chine — $\varepsilon_{it}$ — sont définis comme des écarts par rapport à la croissance moyenne pour la Chine durant la totalité de la période et par rapport à la croissance moyenne pour 148 pays, en estimant les régressions suivantes :

$$\Delta y_{it} = \alpha_i + \gamma_t + \varepsilon_{it} \quad (1),$$

où  $y$  est le (log) du PIB réel,  $\alpha_i$  et  $\gamma_t$  correspondent, respectivement aux effets pays et temporel. L'impact dynamique des chocs de croissance en Chine sur la croissance des pays africains est ensuite estimé à partir de méthodes de projection locales (Jorda, 2005) comme suit :

$$\Delta y_{it+k} = \alpha_i + \theta t + \beta \varepsilon_{china,t} + \mu_{it} \quad (2),$$

où  $\Delta y_{it+k}$  correspond à la variation du (log) du PIB réel du pays  $i$  entre le moment  $t$  et  $t+k$ , avec  $k=1, \dots, 8$ . Le coefficient  $\theta$  correspond à l'impact des contreperformances de croissance chinoise précédemment définies et le coefficient  $\delta$  à l'impact des chocs mondiaux.  $\alpha_i$  correspond aux effets nationaux et  $t$  est une tendance temporelle.

<sup>1</sup> Afrique du Sud, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cameroun, Comores, République démocratique du Congo, République du Congo, Côte d'Ivoire, Guinée équatoriale, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Swaziland, São Tomé-et-Príncipe, Tanzanie, Tchad, Togo, Zambie, Zimbabwe.

**5. Plus les liens commerciaux et financiers sont solides et plus les retombées deviennent importantes.** Il ressort des résultats ci-dessus que l'impact des chocs de croissance en Chine et au Nigéria est plus marqué dans les pays dont le commerce extérieur est plus ouvert<sup>4</sup>, dont les structures d'exportation sont moins diversifiées et qui reçoivent le plus d'investissements chinois. Par exemple, une perte de croissance d'un point en Chine entraîne une baisse du PIB réel maximale de 1,2 pour cent dans les pays présentant une plus grande ouverture commerciale tels que le Bénin,

<sup>4</sup> Exportations vers la Chine en pourcentage du total des exportations.

le Sénégal et le Burkina Faso, contre une baisse de 0,4 pour cent pour les pays moins ouverts (graphique 3D)<sup>1</sup>. Les résultats font en outre apparaître qu'une croissance plus faible en Chine réduit de 1,2 pour cent le PIB réel des pays de l'UEMOA où l'investissement chinois<sup>2</sup> a été supérieur à la moyenne régionale, comme le Niger et le Togo. Les retombées sont plus faibles dans les pays présentant des exportations plus diversifiées, comme la Côte d'Ivoire et le Sénégal. Les groupes bancaires transfrontaliers — dix groupes panafricains sont d'ores et déjà présents en AfSS et au moins trois au sein de l'UEMOA et au Nigéria — constituent un autre vecteur de propagation rapide des chocs (FMI, 2014).

---

<sup>1</sup> Le commerce de transit et le commerce informel pourraient constituer un important vecteur de transmission des retombées, notamment dans les pays côtiers comme le Bénin et le Togo (FMI, 2012; FMI, 2015).

<sup>2</sup> Gros investissements et contrats chinois (hors obligations).

## Bibliographie

IMF, 2012. "Sub-Saharan Africa. Maintaining Growth in an Uncertain World." Regional Economic Outlook.

IMF, 2013. "Dancing Together? Spillovers, Common Shocks, And the Role of Financial and Trade Linkages," World Economic Outlook, October.

IMF, 2014. "Pan-African Banks: Opportunities and Challenges for Cross-Border Oversight."

IMF, 2015. "Benin: 2015 Article IV Consultation", IMF Country Report No. 16/6.

Jordà, Ò., 2005. "Estimation and Inference of Impulse Responses by Local Projections," American Economic Review, American Economic Association, vol. 95(1), pages 161-182.

Morgan, D., B. Rime, and Ph. E. Strahan, 2004. "Bank Integration and State Business Cycles," The Quarterly Journal of Economics, vol. 119, No.4, pp.1555-84.